

La libéralisation dans les pays de l'Est

Audaces hongroises

Décidément, la diplomatie hongroise fait fi de tout bois. Parallèlement à une profonde démocratisation interne, l'équipe « réformatrice » au pouvoir à Budapest multiplie les initiatives à l'extérieur. Sa politique étrangère caracole aux avant-postes de la perestroïka. En autorisant la semaine dernière « via » son territoire le passage à l'Ouest de milliers d'Allemands de l'Est assoiffés de liberté, la Hongrie a manifesté avec une tranquille détermination son désir d'habiter une « maison commune européenne » enfin nettoyée des barbelés du communisme.

Mais l'ouverture par Budapest de sa frontière avec l'Autriche n'est que l'un des aspects d'un plus vaste « agissement » qui, si l'on en croit le président du Parlement hongrois, pourrait déboucher, à moyen terme, sur une neutralité de type autrichien ou finlandais. L'an dernier, déjà, la Hongrie avait provoqué la colère du dernier monarque sacré soviétique, le Nord-Coréen Kim Il-sung, en établissant des relations diplomatiques avec la très capitaliste Corée du Sud.

Il y a deux jours, elle annonçait son intention de se réconcilier « le plus tôt possible » avec le Vatican, dans la perspective de la visite que Jean-Paul II doit lui rendre en 1991. Lundi 18 septembre, la Hongrie a une nouvelle fois joué les écumeurs en étant le premier pays socialiste à renouer les liens diplomatiques avec Israël, rompus après la guerre de six jours.

Les Etats-Unis ne pouvaient rester longtemps insensibles à tant d'audace. Le président Bush l'a payée de retour en octroyant, lundi, à la Hongrie — de manière permanente et sans conditions — la bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les facilités commerciales offertes par le Système de préférences généralisées. Même si le grand chambardement en cours en Europe de l'Est rend un peu moins spectaculaire qu'elle ne l'eût été il y a quelques années, la normalisation entre la Hongrie et Israël représente une date importante. Elle marque « le début de la fin » de l'ostracisme diplomatique officiel de l'Etat hébreu par un monde communiste européen qui avait pourtant largement aidé à réaliser en 1948 le rêve sioniste.

Initiatrice du dialogue avec l'Etat juif, la Pologne pourrait rapidement l'imiter, à condition que s'apaise la malheureuse polémique autour du carné d'Auschwitz.

Maintenant que l'étoile de David flotte sur un immeuble de Budapest, reste la question essentielle : que fera Moscou ? Conscients de longue date que la normalisation diplomatique avec Israël est la clé de leur véritable retour sur la scène proche-orientale, les dirigeants soviétiques ont entrepris, il y a deux ans, une longue marche d'approche entamée avec l'envoi à Tel-Aviv d'une délégation consulaire officiellement chargée de dresser l'inventaire des biens de l'Eglise russe en Terre sainte.

Mais ils hésitent encore à franchir le pas décisif, de crainte de heurter leurs amis arabes. Pour les Israéliens, qui prennent leur mal en patience, l'échange d'ambassadeurs avec Moscou sera le véritable test de la perestroïka.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 0920 0 - 4,50 F



3790147004500 09200

Moscou va accroître l'autonomie des Républiques

M. Mikhaïl Gorbatchev a prononcé, mardi matin 19 septembre, le discours d'ouverture de la session plénière du comité central du PC soviétique principalement consacrée au problème des nationalités. Retardé à plusieurs reprises, ce plénum est saisi d'un document qui énonce

les principes de « la politique nationale du parti » et vise à accroître l'autonomie des Républiques soviétiques, notamment dans le domaine économique. Le comité central a, d'autre part, fixé au mois d'octobre 1990 la date du prochain congrès ordinaire du parti.

MOSCOU, de notre correspondant

Comme le Québec est représenté à Paris sans être pour autant sorti du Canada, l'Est soviétique pourrait bientôt l'être en Finlande ou en Arménie en France, tandis que telle ou telle autre des Républiques soviétiques demanderait son adhésion à l'UNESCO ou au Bureau international du travail.

Ce « droit d'entrer en relations avec des Etats étrangers et organisations internationales » est en effet défini par le document sur « la politique nationale du

parti », que le comité central soviétique examinait, mardi 19 septembre, comme l'une des « caractéristiques indéniables de la souveraineté » de chacune des quinze Républiques de l'URSS.

Très novateur sur bien d'autres points encore, ce texte ne va pour autant pas résoudre le nombre toujours croissant de conflits de nationalités qui secouent le pays. Mardi matin encore — quelques heures, donc, avant l'ouverture du plénum, — la Pravda publiait en première page une « correspondance alarmante » protestant

contre le blocus ferroviaire et routier imposé à l'Arménie, depuis un bon mois, par l'Azerbaïdjan.

Signé par l'ensemble des correspondants de la presse centrale à Erevan, cet article a réitéré à l'URSS que non seulement les réserves de papier s'épuisent en Arménie et que les journaux ne pourront plus y paraître dès jeudi, mais que la République va également manquer, bientôt, de nourriture et de combustible et qu'elle ne peut, d'ores et déjà, plus exporter vers le reste de l'Union.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

Le conflit de Peugeot



(Lire page 26 les articles d'ANNE CHEMIN et de JEAN-MICHEL NORMAND)

Un entretien avec M. Carignon

PAGE 10

Un brûlot anti-Elysée

Le lieutenant-colonel Beau publie sa version de l'affaire des Irlandais de Vincennes

PAGE 11

Le sommaire complet se trouve page 32

Psychiatrie et perestroïka

La perestroïka permettra-t-elle de réformer la psychiatrie en Union soviétique, fréquemment décriée, notamment au cours des années 70, à des fins de répression à l'encontre des opposants au régime ? La presse soviétique dénonce aujourd'hui avec vigueur le rôle abusif des psychiatres, et de nombreux articles n'hésitent pas à mettre en cause les responsables actuels. L'URSS vient de demander sa réintégration au sein de l'Association mondiale de psychiatrie. Cette demande sera examinée le 17 octobre, à Athènes, à l'occasion du congrès mondial de psychiatrie.

Lire l'article d'ANNE DASTAKIAN page 19 dans

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

L'ENQUÊTE : l'inauguration de la ligne à grande vitesse Paris-Le Mans

Le TGV à la conquête de l'Ouest

Le premier ministre, M. Michel Rocard, et le ministre de l'équipement, du logement et des transports, M. Michel Delebarre, doivent inaugurer, le mercredi 20 septembre en début d'après-midi, la ligne à grande vitesse Paris-Le Mans et le TGV Atlantique qui y roulera à 300 km/h. La France conserve, avec ce nouveau TGV, le record mondial de la vitesse ferroviaire la plus élevée en exploitation commerciale.

Le TGV Atlantique n'avait pas très bien commencé quand, dans les années 70, la SNCF commença à extrapoler les succès futurs de son TGV Sud-Est, qui ne devait entrer en service qu'en 1981, et à rêver à rapprocher

l'océan de la capitale. Son plus chaud partisan fut peut-être M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur, maire de Saint-Cloud et ancien ministre de l'économie et des finances, et son adversaire le plus célèbre, M. Valéry Giscard d'Estaing qui avait fait siennes les prévisions de la direction du budget à l'égard du train, certes rentable, mais beaucoup moins que le TGV Sud-Est. Il faut attendre la présidence de M. François Mitterrand, dans un premier temps peu enthousiasmé par un TGV passant au large de la Nièvre, pour que le feu vert soit donné. Le 22 septembre 1981, le président de la République demanda à la SNCF de « préparer un projet de train à grande vitesse vers les régions atlantiques » (1).

De rapports en commissions et de protestations en revendica-

tions, les 278 km de voies nouvelles prirent peu à peu leur place sur le carte. Non sans mal. Il y avait les écus du littoral et des gares desservies qui les réclamaient à cor et à cri, et ceux dont les électeurs-agriculteurs refusaient que leurs beaux champs de blé soient coupés en deux par un bulle dont ils ne profiteraient pas. Certains agents de la SNCF, en reconnaissance sur le terrain, se souvenaient encore d'avoir été bloqués par des tracteurs. Les vigneron de Vouvray ont brandi leurs sécateurs contre un projet de train dont les vibrations pouvaient faire tourner leurs crus en vinaigre. Et puis, la SNCF a accepté d'arrêter le TGV à Vendôme et de monter ses rails sur caoutchouc aux approches des caves, et tout s'est apaisé.

Pour le voyageur, le TGV Atlantique représentera une nou-

velle contraction de l'espace et du temps. A 300 km/h, Le Mans ne sera plus qu'à 55 minutes de Paris, contre 1 h 40, dans le meilleur des cas avec un train classique ; Rennes, à 2 h 04 contre 2 h 53 ; Brest à 3 h 59 contre 5 h 55 ; Nantes à 2 h 53 contre 3 h 37. Dans un an, en septembre 1990, les rames bleu-argent et gris fileront plus au sud vers Vendôme (0 h 49 au lieu de 2 h 08), Tours (1 h 02 au lieu de 1 h 34), Poitiers (1 h 35 au lieu de 2 h 15), Bordeaux (2 h 58 au lieu de 4 h 08), Hendaye (3 h 08 au lieu de 6 h 45) et Toulouse (5 h 10 au lieu de 5 h 59).

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 25.)

(1) Lire La Grande Aventure du TGV (Ed. Larousse), de Clive Lamming, 200 pages et, Le TGV Atlantique (Ouest-France), de Jean-François Bazin, 158 pages.

Menaces sur les forêts tropicales

Le Japon dévoreur de bois

Une délégation de l'association internationale Save the Forests, Save the Planet — connue en France sous le nom d'Eco-citoyens — devait remettre, le 19 septembre, au siège des Nations unies, à New-York, les quelques trois millions de signatures, recueillies dans vingt-trois pays, pour un appel en faveur de la forêt tropicale. Les signataires demandent la réunion d'une assemblée générale extraordinaire afin que la communauté internationale prenne des mesures pour la sauvegarde de ce patrimoine en péril. Principal accusé, le Japon.

TOKYO, de notre envoyé spécial

Pour voir arriver les fameux bois tropicaux importés au Japon, il ne faut pas attendre à quoi. A Tokyo, les cargos chargés de grumes — des navires malaisiens battant pavillon panaméen —

s'accroissent pas au port. Ils débarquent les lourds troncs d'arbre en pleine baie de Tokyo, directement dans la mer, où des ouvriers japonais bottés et casqués les réceptionnent et, jouant de la gaffe, rassemblent les grumes en trains de bois, qui sont ensuite remontés dans un bassin du port. Si les grumes sont ainsi déchargées en mer, ce n'est pas par volonté de discrétion, mais simplement parce que le procédé est plus commode, et aussi plus sûr que la mise à quai à quai.

Les trains de bois venus des flots vont aussi être stockés en mer, dans des bassins dont le plus grand — 115 hectares — peut contenir 430 000 tonnes. En 1987, le port de Tokyo a réceptionné 1 825 000 tonnes de bois de Malaisie, devenu le premier fournisseur du Japon. D'Indonésie, il a reçu 372 000 tonnes, et des Philippines moins de 300 000 tonnes.

A ces bois tropicaux, il faut ajouter le bois importé des Etats-Unis et du Canada, qui arrive sous forme de sciages et est entre-

posé dans un immense parc à bois d'une capacité de 400 000 tonnes, installé sur des terrains reconquis sur la mer. En 1988, quelque 920 000 tonnes de bois américains sont passées par le port de Tokyo.

La capitale du Japon n'est cependant qu'un des grands ports d'entrée du bois importé sur l'archipel nippon. Au total, avec 15 millions de tonnes de bois importées par an, le Japon est devenu le premier importateur du monde, devançant à lui tout seul la Communauté européenne, qui absorbe le tiers des bois tropicaux mis sur le marché.

Plus encore que la France, qui, avec 25 % de son territoire couvert de forêts, importe encore massivement des « bois du Nord » (Scandinavie et URSS) et des bois tropicaux (Afrique surtout), le Japon présente un paradoxe : bien qu'il ait près de 75 % de son territoire couvert de forêts, il importe 60 % de sa consommation de bois !

ROGER CANS.

(Lire la suite page 13.)

Débats

AUSCHWITZ

Explication de texte

par JEAN-MARIE DOMENACH (*)

EN répondant, fin août, à une enquête de l'événement du jour, « Juifs, catholiques, pourquoi l'effacement ? », je ne pouvais me douter que, deux semaines plus tard, le jour même où paraissait cette enquête, Claude Autant-Lara ferait son ignoble déclaration contre Simone Weil. Dès lors, les maintenaient des deux bords avant beau jeu de se saisir d'une phrase de mon interview pour la replacer dans le sillage de l'événement du jour (1). Or cet événement était lui-même une création médiatique, puisqu'un journaliste de *Globe* avait sollicité de cet homme de quatre-vingt-huit ans une déclaration antisémite. Mais cet amalgame déplaçant qu'a subi mon propos en apparaît, en même temps la confirmation : il y a des gens qui font monter la température, et ils se situent des deux côtés.

Fait révélateur également : ce même 7 septembre paraissait dans le *Nouvel Observateur* un texte de Maxime Rodinson, « L'honneur des juifs », qui soulignait « les conséquences désastreuses aussi bien sur la population israélienne que sur les autres » qu'entraîne le comportement de certains juifs. Or ce texte, bien plus que le mien, fut ignoré par les médias : provenant d'un juif, il ne s'inscrivait pas dans la bataille que certains s'employaient à déchaîner. Chrétien contre juif, c'est passionnant. Juif contre juif, ce n'est pas... Si le débat public revient à exciter les adversaires, comme dans les mauvais cirques, en leur lançant des lambeaux de phrase détachés du contexte, et parfois déformés (2), on peut être sûr qu'une fois le mal fait, il sera oublié, pour resurgir dans un an, comme les incendies de forêts.

Cependant, si les médias lancent une affaire, c'est qu'ils sentent un terrain favorable. En l'occurrence, la déclaration de cardinal Glemp a servi de détonateur. Triste exemple d'un prêtre, serviteur de la parole de Dieu, qui se refuse à honorer la parole donnée ! Trois cardinaux le lui ont fait savoir, mais le mal était fait. Glemp plus Autant-Lara, on allait rejouer la scène la plus abominable que le

monde ait connue. La querelle du cardinal devenait la querelle d'Auschwitz. Elle Wiesse s'est demandée pourquoi le climat s'était détérioré depuis une dizaine d'années. A mon avis, c'est une conséquence de l'effacement des idéaux des Lumières. Après la guerre, j'ai participé à des meetings contre le colonialisme et le franquisme avec d'illustres vétérans de l'affaire Dreyfus, Jacques Hédervary, Emile Kahn... Ces hommes se battaient pour une cause universelle. L'antisémitisme était pour eux la pire forme de la haine raciale, mais pas la seule. Cette tradition n'est plus portée que par une poignée d'intellectuels juifs laïcs, qui ne sont plus guère entendus lorsque chaque communauté tend à se replier sur son « fondamental ».

L'apparition de l'Etat d'Israël, les guerres qu'il a dû mener, l'occupation, puis la répression qui se sont ensuivies, ont fracturé le front de la protestation. Comme l'écrivait Maxime Rodinson, « l'incitation (conscience ou non) à la haine raciale me paraît venir de tous ceux, comme Elie Wiesse et bien d'autres, qui se refusent à condamner en Israël ou en Palestine ce qu'ils condamneraient avec vigueur partout ailleurs ».

La question d'Auschwitz est du même ordre, quoique plus grave (3). Le génocide du peuple juif ne concerne-t-il que les juifs, les autres étant renvoyés à la culpabilité et au silence ? Le fait que plusieurs centaines de milliers de non-juifs sont morts à Auschwitz devrait empêcher Wiesse d'en parler comme d'un « crime juif ». Mais l'essentiel est ailleurs : s'agit-il d'un crime contre l'humanité, ou seulement d'un crime contre la judaïté ? Ma réponse sera celle de Vladimir Rabinovitch : l'un et l'autre. « Auschwitz est un caractère à la fois spécifique et universel. Car Auschwitz constitue un précédent. On sait désormais que n'importe quel peuple au monde peut être détruit dans la silence universel » (4). En visant les juifs, Hitler visait l'humanité tout entière, à l'exception du peuple

des seigneurs. Ne l'avons-nous pas combattu côte à côte ? Pourquoi séparer les morts, quand les vivants ne l'étaient pas ?

Mais on a poussé plus loin la question. L'humanité serait non seulement exclue de la commémoration du crime, mais globalement complice. C'est ce que suggère Wiesse dans le *Mandant de Jérusalem* : « L'humanité traque la mémoire qui lui fait peur, qui la relie aux ténèbres du commencement. Ainsi, en tuant, elle espère devenir immortelle. » Cet état d'esprit incite à la vengeance, à cette traque de l'antisémitisme camouflé, à laquelle se sont livrés B.H. Lévy et Z. Sternhell. Cet antisémitisme-là est la face inversée du racisme.

Une réserve sur la politique d'Israël, une critique d'un livre d'un auteur d'origine juive, exposent à l'accusation d'antisémitisme. *Globe*, Radio-Shalom, s'en font une spécialité. Passages à l'obscure d'obscures caricatures du Christ. Or ces abus ne sont pas dénoncés par les autorités du judaïsme français. Tel est le désolant, qu'on s'empare avec juste raison contre le cardinal Glemp, mais lorsque Itzhak Shami déclare que « les Polonais sucent l'antisémitisme avec le lait maternel », cette phrase, de nature raciste, ne suscite pas de protestation. Les catholiques comme moi, qui ont, pendant trente ans, dénoncé les silences et les abus de l'Eglise, s'étonnent qu'Elie Wiesse n'use pas de son prestige pour condamner les fanatismes qui, du côté juif, coopèrent objectivement avec les fanatismes du côté catholique.

Le sacré, ou ce qu'on appelle l'indéfinissable, du génocide appelle la méditation, le respect, le pitié. S'en faire une arme, l'utiliser pour ce que J. Berque appelle une « discrimination à rebours », n'est-ce pas la pire des impiétés ?

Enfin, qu'on ne laisse pas croire, comme je l'entendais à la radio de la bouche d'une autorité juive en France,

(*) Ancien directeur de la revue *Esprit*.

que les juifs vivent « une situation d'exclusion ». L'intégration réussie d'environ deux cent mille sépharades et la promotion méritée de beaucoup d'entre eux dans les secteurs de pointe prouvent le contraire. Susciter l'impulsivité et même l'engouement chez les juifs de France est une mauvaise action. Surtout, sans exagération, que c'est l'antisémitisme qui fait le juif. Il y a maintenant des antisémites qui font des racistes. Dans quel but ?

Les très nombreux témoignages d'approbation que j'ai reçus, de juifs et de non-juifs, m'ont prouvé qu'il se agitait dans ce pays un « reflux » plus inquiet que je l'imaginai chez des gens qui n'ont rien à voir avec Autant-Lara, mais qui sont les de l'antisémitisme. Les extrémistes font peser sur la liberté de l'esprit. Il y a plus : dans les quelques protestations que j'ai pu lire, j'ai trouvé des échos, parfois ignobles, d'un nouveau racisme qui se développe sous le masque de l'antisémitisme. Ceux qui, des deux côtés, exploitent la déshonneur, il n'est pas trop tard pour établir contre eux un front commun.

Si, par malheur, nous devons régresser jusqu'au point où l'on se comportait entre juifs et non-juifs, je ne me bémolis pas à rappeler aux obsédés de la chasse à l'antisémitisme qu'ils ont bien cherché, je serais encore à leurs côtés pour combattre l'infamie des quotas. L'espace reste assez large pour l'espérance. Mais on ne m'enferme pas dans l'accusation et le remords.

(1) Cette phrase était : « On ne touche pas les dividendes d'Auschwitz ».

(2) Il s'agit de « l'infidélité du peuple juif à l'Alliance » (cf. H. Tineo, dans le *Monde* du 9 septembre). C'est avec cette expression inexacte attribuée à Jean-Paul II, qu'Anne Sinclair a appelé Elie Wiesse dans l'émission « Sept sur sept », diffusée le 7 septembre sur TF1.

(3) E. Wiesse avait lui-même à l'esprit : « Au regard de l'histoire, le mystère de l'Holocauste n'a de correspondant en intensité, en ampleur, que la résurrection du Christ. » (*Tribune juive*, 12 septembre 1969).

(4) W. Rabi : « Elie Wiesse », *Esprit*, septembre 1980.

La parole est au pape

par SAMUEL PISAR

Né en Pologne, survivant d'Auschwitz, résident en France, citoyen américain, avocat international, Samuel Pisar vient de participer à Varsovie aux commémorations de la deuxième guerre mondiale. Il est retourné sur les lieux où disparurent les siens. Il livre son témoignage.

DES centaines d'enfants juifs qui partageaient les bancs de mon école, je suis le seul survivant. Bialystok, ma ville natale, est devenue un cimetière juif. Au fond de la forêt voisine, mon père, torturé par la Gestapo, exécuté, puis jeté dans une fosse commune avec d'autres héros de la résistance, repose maintenant sous une immense croix.

Pour la première fois, j'ai énoncé dans ces lieux de mort mes enfants. Sans que je lui dise rien. Leah, seize ans, a déposé spontanément au pied de cette croix une petite étoile de David. Aucun mot n'a pu sortir de sa bouche, ni de la mienne.

En écoutant les homélies du cardinal Glemp, j'ai senti mon cœur se tordre. Comme si, cinquante ans après la guerre, une sorte de victoire posthume était décernée à Hitler. Deux peuples, qui furent ses premières victimes, se disputent les morts que sa haine a dispersés sur le sol polonais.

Ainsi, au moment où l'on assiste à l'accouchement si précaire de la démocratie et des droits de l'homme, se dessine à nouveau l'antagonisme éternel : d'un côté les intégristes, les préteurs d'otages vivants ou morts, qui rêvent d'un âge des ténèbres ; de l'autre côté, ceux qui, avec résolution, essaient de faire avancer le monde vers plus de liberté, de tolérance, de créativité, construisant l'avenir avec les leçons du passé.

« Votre liberté est encore fragile, a-t-il dit au premier ministre, M. Mazowiecki. Et le monde vous regarde. Avez-vous besoin de cette malheureuse sortie de cardinal, et de cette croix qui domine maintenant Auschwitz — symbole même de la Shoah ? Il ne m'a pas répondu directement, mais m'a fait clairement savoir qu'il partageait « la douleur et le chagrin » exprimés par

le quotidien de *Solidarnosc*. Le président Jaruzelski me parut également très ému, lorsque je lui présentai ma famille à la veille de notre pèlerinage à Auschwitz.

Les cendres demandent qu'on les laisse en paix, et les survivants qu'on ne rouvre pas leurs plaies. Je ne parle pas ici en tant que responsable juif, mais comme un homme qui voit renaitre son inquiétude devant les étranges relents d'antisémitisme dans un peuple qui n'a plus de juifs, et devant les passions déchaînées à nouveau : l'escalade imbecille des révisionnistes, des provocateurs et des faibles d'esprit.

Le débat autour du carmel contient de sinistres germes. Il ne doit pas dégénérer en conflit entre juifs et catholiques. Pour ma part, je respecte profondément le désir des religieux de prier, mais je partage avec beaucoup d'hommes et de femmes de bonne foi le sentiment qu'elles seraient mieux entendues à quelques centaines de mètres de cette croix. Le peuple juif a été déshonoré. Chercher à convertir les âmes en plantant des croix sur leur mémoire n'est pas supportable.

Pendant la guerre, Pie XII est resté dans un silence glacé devant le martyre d'un peuple. Il est sorti par la petite porte de l'histoire. Le pape actuel a grandi juste de l'autre côté des barbelés qui m'enfermaient. Il a été le témoin de la plus grande infamie de notre civilisation. Il a sans doute puisé dans cette douleur le surcroît de force spirituelle qui l'amena au diocèse de Cracovie et d'Auschwitz, puis à Rome. Que restent ces hommes aujourd'hui ?

Comme le cardinal Decourtray, je pense que la parole est à lui. Ce n'est pas un acte d'autorité sur son Eglise et sa Pologne que je lui demande, mais un geste de compassion. La querelle a pris des proportions inquiétantes qui ne disparaîtront pas facilement. Elle ne se cicatrifiera pas avec des compromis religieux, des arguments juridiques, ou des négociations successives. Seule, l'expression d'une résonance profonde à la souffrance des hommes mettra un terme à l'engrenage et permettra de retrouver la paix des cœurs. Jean-Paul II ne sera pas le pape de l'indifférence.

Au courrier du Monde

PLACE

Défense de Montpellier

Pour l'avoir souvent traversée et pour y avoir situé une scène de mon roman *En nos vertes années*, je connais bien, à Montpellier, la place de la Canourgue, à laquelle M. Frédéric Edelmann a consacré, dans le

Monde du 30 août, un article dans lequel il déplore que le maire veuille installer un parking en sous-sol de la fameuse place.

Je ne donnerai pas mon avis sur ce parking avant que le plan en ait été rendu public, montrant clairement les entrées et les sorties. Mais je voudrais rappeler ici les critiques véhémentes dont M. Fréche a été l'objet quand il a entrepris d'enterrer l'arrière à grande circulation qui traversait la place de la Comédie. Que

de cris alors ! Que de lamentations ! Et pourtant, quelle indubitable réussite, le fameux « cul » montpelliérain étant consacré désormais tout entier à la circulation piétonne et débarrassé du bruit infernal des autos et des nuisances qu'elles entraînent.

Quant à l'*Antigone* de M. Ricardo Boffil, que je ne suis pas seul à admirer, mais que M. Edelmann qualifie dédaigneusement de « rodomontades pseudo-baroques », je m'étonne que M. Edelmann voie du baroque et même du « pseudo-baroque » là où le monde entier voit un classicisme inspiré de la Grèce antique et particulièrement bien adapté au beau ciel bleu de Montpellier.

ROBERT MERLE

RUINES

La maison de Romain Rolland

Me trouvant récemment à Vézelay, j'ai été consterné en voyant l'état de la maison dans laquelle Romain Rolland est mort en 1944. Une plaque rappelle l'événement, mais la maison tombe en ruine. Carreaux cassés, volets délabrés, tout indique l'abandon. Dans l'Europe qui se construit, le souvenir de Romain Rolland a une grande place. Les amis de l'écrivain se doivent de sauver la maison dans laquelle il écrivait ses dernières œuvres.

PIERRE RICHE
professeur à l'université Paris-X

Entretiens avec Anna Freud
Par J. Sandler
Invitée aux discussions organisées à la Hampstead Clinic sous la direction du Dr. Joseph Sandler, Anna Freud s'explique. Ces nouveaux regards sur « le moi et les mécanismes de défense » nous donnent cette œuvre exemplaire, ce texte de référence.

*Bibliothèques de psychanalyse dirigées par Jean Laplanche
432 pages - 225 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

PRESSE 2

Les complices d'Autant-Lara

Les propos de M. Autant-Lara constituent un crime verbal, mais ils n'auraient fait aucune victime s'ils n'avaient pas été rapportés.

Le public ne constitue-t-il pas une complicité de ce crime ? Et qu'aurait-on entendu si cela avait été *Minute* ou *Présent* à la place de *Globe* ?

JACQUES RICHARD
(Paris).

CAPITALE

Frankfort n'est pas Wiesbaden

Je lis dans le *Monde* du 9 septembre (article intitulé « Master-sur-le-Main ») que vous déplacez la capitale du Land de Hesse. Vous écrivez, en effet, qu'un tournoi sportif prévu à Frankfort « aura donc lieu dans la capitale du Land de Hesse et de la saucisse ». Si cette ville est certes importante sur le plan économique, elle ne joue aucun rôle politique majeur, même dans le Land où elle est située. Quant à sa qualification de « capitale de la saucisse », elle est assez cavalière pour ce grand centre d'édition, chimique et financier.

La capitale du Land de Hesse, elle, a toujours été Wiesbaden, une élégante station thermale de 300 000 habitants peu détruite par les bombardements de la dernière guerre.

FRANÇOIS PAPET-PÉRIN
(Cologne, RFA.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sauter

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapeur LEMONDE
ou 36-15 - Tapeur LM

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les abonnements
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse difficiles ou prévisibles : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez noter l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

صلى الله عليه وسلم

Après le voyage de M. Rabin au Caire

L'Egypte veut poursuivre son initiative de paix malgré les désaccords entre dirigeants israéliens

LE CAIRE
de nos envoyés spéciaux

M. Rabin, s'il arborait un sourire optimiste sous les lustres du palais présidentiel d'Héliopolis, n'a pas caché que les points les plus importants des propositions formulées par l'Egypte pour relancer des négociations de paix au Proche-Orient faisaient moins que jamais l'unanimité au sein du gouvernement israélien.

Sur ces points-là, s'il est reconnu avec franchise, « je n'ai rien dit qui puisse engager le gouvernement d'Israël ». Là étaient les limites de l'exercice diplomatique auquel pouvait se livrer au Caire le représentant d'un gouvernement d'union nationale Likoud-travillistes toujours aussi divisé sur les initiatives de paix de l'Egypte. Numéro deux du Parti travailliste, M. Rabin avait sans doute aimé s'engager plus avant, mais il risquait alors d'être démenti par le premier ministre et chef du Likoud, M. Itzhak Shamir — et de précipiter une crise que le ministre de la Défense ne souhaite strictement pas.

Le président Mubarak lui a présenté à nouveau l'essentiel de la démarche égyptienne. Il s'agit d'amener Israéliens et Palestiniens à la table de négociation pour débiter de l'organisation d'élections dans les territoires occupés — comme l'a proposé le gouvernement israélien dans le plan qu'il a adopté au printemps dernier. Les Palestiniens — en fait, l'OLP — n'y consentiront, estime Le Caire, que si le plan israélien est quelque peu amendé. Il doit notamment stipuler les points suivants (parmi une liste de dix suggestions) : les résidents arabes de Jérusalem pourront participer au scrutin ; la période d'autonomie dans les territoires qui suivra ne sera que transitoire, avant une négociation sur le statut définitif de la Cisjordanie et Gaza, qui devra être fondée sur le principe d'un compromis territorial.

Une réception chaleureuse, une atmosphère amicale, des propos aimables échangés de part et d'autre et trois heures de conversation en tête-à-tête avec le président Hosni Mubarak : le ministre israélien de la Défense, M. Itzhak Rabin, aurait pu afficher une relative satisfaction à l'issue de sa visite-éclair au Caire, le lundi 18 septembre. Les contacts israélo-égyptiens à haut niveau sont rares et pas toujours de cette qualité.

Pour l'Egypte, c'est seulement à ces conditions qu'une délégation palestinienne pourrait accepter de discuter du projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza. Si les travaillistes en conviennent et sont prêts à jouer le jeu, le Likoud rejette ces aménagements du projet israélien.

Mais il y a un second point de discord, plus important encore et qui porte sur la composition de la délégation palestinienne devant discuter du projet d'élections. Pour le Likoud, cette délégation doit comprendre que des résidents des territoires occupés : accepter toute autre formule serait souscrire à une participation, même déguisée, de l'OLP aux négociations. L'Egypte, les Etats-Unis et les travaillistes israéliens estiment, en revanche, que l'OLP ne donnera jamais son feu vert à l'organisation d'élections dans les territoires si des représentants des Palestiniens de l'extérieur ne font pas partie de la délégation.

Cravaté, singé dans un costume bleu roi pour sa première visite au Caire en tant que ministre, M. Rabin n'a pas esquivé les contraintes qui lui imposent ce double désaccord au sein du gouvernement d'union nationale. Il est allé aussi loin qu'il le pouvait pour encourager l'Egypte à poursuivre sa médiation. S'adressant à la presse à l'issue de cet entretien, il a affirmé qu'il y avait en Israël « un large consensus » sur trois points : l'Egypte doit maintenir ses efforts, il lui revient de lancer les invitations à ces négociations israélo-palestiniennes et de nommer ou de participer à la nomination des per-

sonnalités qui feront partie de la délégation palestinienne.

En principe, la formule est suffisamment vague pour que le Likoud ne puisse s'y opposer. Mais, dès qu'il s'agit d'être plus spécifique, M. Rabin a constaté : « C'est vrai, il y a des différences d'opinion en Israël, à la fois sur la composition de la délégation palestinienne et sur l'objet d'éventuels pourparlers [israélo-palestiniens] ». Il a laissé entendre que les travaillistes ne s'opposeraient pas, pour leur part, à ce qu'une ou deux personnalités palestiniennes expulsées des territoires (on parle du journaliste Akram Hanih et de l'ancien maire Mohamed Milhem, tous deux membres de l'OLP) ou un ou deux membres du Conseil national palestinien (on parle de deux professeurs américains d'origine palestinienne, MM. Edouard Said et Abou Lughod) participent à la délégation palestinienne.

Permettez
et souplesse

S'adressant à son tour aux journalistes, lors d'une conférence de presse organisée séparément, le président Mubarak a maintenu qu'il ne fallait pas « négliger les Palestiniens de l'extérieur et l'on voudrait avoir un dialogue significatif ». Sans assurer que ses propositions avaient formellement reçu l'aval de l'OLP, il a indiqué qu'il travaillait « toujours à la composition de cette délégation », qu'il s'en était entretenu à plusieurs reprises, ces dix derniers jours, avec M. Yasser Arafat,

et il a estimé que le chef de l'OLP « avait déjà beaucoup fait ».

Le président égyptien a longuement dialogué en arabe avec les spécialistes de la presse israélienne, s'attachant à manier tout à tour fermeté et souplesse. Il entend poursuivre le dialogue sur les points litigieux, notamment lors des rencontres qu'il aura dans les jours à venir aux Etats-Unis avec le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Moshe Arens, et avec M. Shimon Pérès, chef du Parti travailliste et ministre des finances. Mais il n'acceptera de s'entretenir avec M. Itzhak Shamir que « s'il y a des résultats en perspective ».

L'« inévitable
crise »

M. Mubarak ne demande pas aux Israéliens de renoncer à leur propre plan de paix. Il leur demande seulement d'accepter que les Palestiniens viennent à la table de négociation sur la base du document un peu différent suggéré par l'Egypte — document qui ne mentionne ni « le droit à l'autodétermination des Palestiniens », ni « l'indivisibilité de la terre ». En somme, la différence est dans le carton d'invitation et porte sur la qualité des invités (palestiniens). Pour reprendre l'expression d'un commentateur, il est demandé à Israël de « fermer un œil » sur la composition de la délégation palestinienne et, à l'OLP, d'en faire autant sur l'ordre du jour d'une négociation qui ne reprend pas les principales revendications de la centrale palestinienne.

Mais une fois les deux parties réunies autour de la table de négociation, qu'il entend dresser au Caire, M. Mubarak fait confiance aux mérites du dialogue pour qu'un accord se fasse sur l'organisation des élections, lesquelles seraient la première étape d'un processus de paix. Il faudra que M. Rabin manifeste autant de confiance dans les mérites du dialogue pour convaincre M. Shamir de ne pas rejeter l'initiative égyptienne. Car à peine rentré en Israël, le ministre de la Défense a essuyé un tir de barrage de la part de ses partenaires adversaires du Likoud. Ministres et parlementaires de la droite ont multiplié les attaques contre les propositions du Caire qu'ils jugent incompatibles avec le plan israélien.

Come lors de chaque conflit entre Likoud et travaillistes et ils n'ont pas manqué depuis près de cinq ans qu'ils gouvernent ensemble, on a évoqué la prochaine et « inévitable » crise de l'union nationale. M. Shamir n'a pas été le dernier à avoir parlé, dans la soirée à la télévision, de « menace » sur l'union nationale, une formule, a-t-il dit, à laquelle il est attaché mais qui ne saurait être maintenue « à n'importe quel prix ». Le gouvernement devra donner une réponse à M. Mubarak d'ici deux à trois semaines ; en politique israélienne, c'est sans doute un délai suffisant pour qu'on trouve une formule d'attente ou de compromis de nature à retarder l'« inévitable crise ».

ALAIN FRACHON
et ALEXANDRE BUCCIANTI

Premier pays de l'Est à franchir le pas

La Hongrie rétablit ses relations diplomatiques avec Jérusalem

JERUSALEM
de notre correspondant

Evidemment, à l'heure de la glasnost soviétique et des bouleversements quotidiens en Europe de l'Est, le geste n'est pas plus piqué. Pourtant, en annonçant, lundi 18 septembre, la reprise de pleines relations diplomatiques avec Israël, la Hongrie brise un tabou : elle est le premier pays du bloc de l'Est à franchir le pas depuis que l'ensemble des nations du pacte de Varsovie, à l'initiative de l'URSS et à l'exception de la Roumanie, ont rompu leurs relations avec l'Etat hébreu au lendemain de la guerre israélo-arabe de juin 1967.

Le premier ministre, M. Imre Nagy, ne s'y est pas trompé. Il a salué une « décision courageuse et audacieuse » et, tout en se refusant à donner des noms, a affirmé que la Hongrie allait être suivie par d'autres pays d'Europe de l'Est. Vraisemblablement prise avec l'aval de Moscou, la décision de Budapest marque la fin d'un boycottage diplomatique — au moins officiel — de l'Etat hébreu par un ensemble de pays, qui, outre l'importance de leurs communautés juives, avaient tous peu ou prou aidé à la naissance d'Israël en 1948.

Le terrain a été préparé depuis que les deux pays ont repris des relations à la mi-septembre 1987, décidant d'ouvrir des « sections d'intérêts » à Tel-Aviv et à Budapest.

Apparemment, le gouvernement hongrois a pris sa décision la semaine dernière. Elle a été communiquée à Israël dans la journée de dimanche et, dans le plus grand secret, le ministre des Affaires étrangères, M. Moshe Arens, s'est rendu lundi à Budapest pour y signer l'accord.

Si le premier ministre, M. Nagy, a estimé que la décision hongroise prouvait « qu'Israël progresse, que ses liens diplomatiques s'étendent, et ce en dépit de la campagne de calomnies menée à son encontre sur la scène internationale », M. Arens n'en a pas moins reconnu que le geste de Budapest s'expliquait avant tout par « les bouleversements historiques qui commencent aujourd'hui la Hongrie : libéralisation de l'économie, démocratisation politique intérieure et volonté de soustraire la politique étrangère à l'idéologie ». Il a indiqué que son homologue hongrois, M. Gyula Horn, avait émis lundi ce qui se dit un peu partout en Europe de l'Est, et depuis pas mal de temps déjà : la rupture de 1967 a été « une erreur ».

Il est vrai que, depuis bientôt trois ans, les dirigeants soviétiques ont redressé la barre en direction d'Israël (rétablissement de relations consulaires, échanges commerciaux, culturels et touristiques d'une ampleur sans précédent).

Al. Fr.

IRAN

M. Scheer estime que son séjour à Téhéran a marqué un « tournant » dans les relations entre la France et la République islamique

Téhéran (AFP). — Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. François Scheer, a terminé, lundi soir 18 septembre, avec les autorités iraniennes une série d'entretiens qui marquent, a-t-il souligné, « un tournant dans les relations entre la France et la République islamique ». M. Scheer et la délégation qui l'accompagnait étaient arrivés dimanche soir à Téhéran pour relancer des négociations interrompues, pour certaines, depuis plusieurs années, et officiellement, pour discuter notamment des contentieux financiers entre Téhéran et Paris.

Ces contentieux portent d'une part sur le remboursement d'une dette d'un milliard de dollars contractée en 1974 sous le régime impérial pour le projet nucléaire civil Eurodif, et, d'autre part, sur le montant de l'indemnité à verser par l'Iran aux entreprises françaises en dédommagement des contrats rompus par Téhéran après la victoire de la révolution islamique en 1979 et que la France évalue à 14 milliards de francs (plus de 2 milliards de dollars).

M. Scheer et le vice-ministre iranien des Affaires étrangères pour l'Europe et l'Amérique, M. Mahmoud Vaezi, ont chacun exprimé le souhait de voir désormais aboutir rapidement les négociations et sont convenus d'organiser des réunions périodiques, dont la prochaine

devrait se tenir « à Paris dans environ un mois », souligne-t-on de source diplomatique. M. Scheer a également fait part à ses interlocuteurs iraniens du désir de Paris de renforcer les relations bilatérales, mais aussi de les placer dans le cadre plus large de la politique régionale, reconnaissant ainsi implicitement la République islamique comme partie prenante du problème iranien. M. Scheer, au cours de la dizaine d'heures qu'ont duré les entretiens officiellement soulignés, selon l'agence officielle iranienne, la nécessité d'une « solution politique » au Liban et écarté toute solution militaire. M. Velayati le ministre iranien des Affaires étrangères, n'en a pas moins réaffirmé de son côté « les relations émotionnelles et idéologiques de l'Iran avec une grande partie du peuple libanais » et déclaré qu'il continuerait à l'aider « dans la défense des droits qu'on lui refuse ». A-t-on ajouté de source diplomatique.

Cette reprise de contacts entre Paris et Téhéran ouvre la voie à une série de négociations qui devraient désormais se poursuivre au cours des prochains mois, selon des sources diplomatiques, à l'échelon de délégations chargées, successivement dans l'une ou l'autre des capitales. M. Scheer devait quitter Téhéran pour Paris mardi matin.

Un colloque
de l'Institut international
de droit humanitaire

Pour une meilleure protection des réfugiés

SAN-REMO
de notre envoyée spéciale

Trop de personnes, dans les zones de conflit ou de guerre civile, sont encore privées de l'assistance qui devrait leur valoir le statut de réfugié. Il en résulte des drames d'une rare cruauté, comme celui que vit en ce moment l'Indochine. Les Etats donnent en effet généralement une interprétation très restrictive de la définition des réfugiés qui figure dans la convention de Genève de 1951. C'est sur ce problème que se sont penchés la semaine dernière une centaine de juristes, d'universitaires et de diplomates, dans le cadre d'une table ronde organisée à San-Remo par l'Institut international de droit humanitaire (1).

Ils ont fait part de leur « profonde préoccupation » quant au sort non seulement des réfugiés « classiques », mais aussi des demandeurs d'asile et des personnes déplacées, c'est-à-dire, celles que les événements ont contraint à se réfugier parfois jusqu'à des centaines de kilomètres de leur lieu d'origine, mais à l'intérieur des frontières de leur propre pays, comme c'est le cas en Afghanistan et dans certains pays africains, sans oublier les quelque trois cent mille réfugiés cambodgiens parqués à la frontière de leur pays avec la Thaïlande. Le texte adopté à San-Remo rappelle à la communauté internationale que les catégories de victimes non prévues par le statut du réfugié sont en droit de bénéficier de la protection d'instruments tels que la Charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les conventions de la Croix-Rouge et divers traités régionaux comme la convention de l'OEA de 1969, qui donne au réfugié une définition plus large.

Ce texte, après la procédure d'examen, devrait être présenté à l'Assemblée générale des Nations unies.

I.V.

(1) Organisme privé indépendant, mais doté du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'ONU et auprès du Conseil de l'Europe. Il a pour but de promouvoir l'application du droit humanitaire. Il est présidé par le professeur Patricio.

JAPON

Mme Thatcher en visite à Tokyo

Mme Margaret Thatcher est arrivée, mardi 19 septembre, à Tokyo pour une visite officielle de quatre jours au cours de laquelle elle s'entretenra avec le premier ministre nippon, M. Toshiki Kaifu, et sera l'hôte de l'empereur Akihito. En chemin, la « Dame de fer » a fait escale à Moscou, où elle s'est entretenue avec M. Primakov, président de la Chambre de l'Union des Soviets.

Le premier ministre britannique abordera avec M. Kaifu les problèmes internationaux, sur lesquels existent peu de désaccords, dont les relations Est-Ouest, l'assistance qui pourrait être apportée à des pays d'Europe orientale comme la Pologne et la Hongrie, la situation en Chine et de l'afflux de réfugiés vietnamiens tant au Japon qu'à Hongkong.

Les désaccords portent essentiellement sur le domaine commercial.

Mme Thatcher a déclaré à la télévision que le déficit « colossal » de la Grande-Bretagne dans ses échanges avec le Japon était dû au fait que ce dernier n'ouvrait pas assez son marché. Elle a exprimé sa « frustration » devant les manœuvres dilatoires de la Banque de Tokyo face à la demande d'admission de deux maisons de courtage britanniques. La Grande-Bretagne est le pays de la CEE qui a le plus bénéficié des investissements japonais (37,5 % d'un total de 10 milliards de dollars).

La visite de Mme Thatcher coïncide avec la tenue à Tokyo d'une conférence de l'Union démocratique internationale, un forum des partis conservateurs devant lequel elle prononcera vendredi un important discours qui devrait notamment porter sur l'environnement et la lutte contre le terrorisme. — (AFP, UPI.)

ETATS-UNIS : avant les entretiens Baker-Chevardnadze

Le président Bush ne juge pas « urgente » une rencontre avec M. Gorbatchev

WASHINGTON
de notre correspondant

Reproches mutuels, pour tenter de prendre un avantage psychologique, mais reproches pas trop appuyés, parce qu'on ne veut pas se donner le mauvais rôle : les prochaines conversations américano-soviétiques font l'objet de préparatifs médiatiques tout à fait classiques.

M. Edouard Chevardnadze, qui doit rencontrer son homologue James Baker dans une villégiature touristique du Wyoming les 22 et 23 septembre, avait entamé la manœuvre en regrettant, il y a une semaine, le peu d'empressement manifesté selon lui par l'administration Bush à faire progresser les négociations sur les armements stratégiques. Lundi 18 septembre, le département d'Etat, à son tour, s'est étonné que le bloc soviétique continue à alimenter massivement en armes un gouvernement nicaraguayen qui n'a pourtant plus à combattre la Contra.

Le président Bush lui-même a renchérit, déclarant que l'attitude de Moscou à l'égard du continent américain n'était pas « très douce et gentille », selon son expression désormais célèbre.

M. Bush s'est, par ailleurs, défendu de traîner des pieds dans le domaine des négociations stratégiques.

Qu'est-ce à dire ? Le président des Etats-Unis a préparé des nouvelles propositions. Mais il n'a tout de même pas appelé la question « la plus pressante » : celle des armes conventionnelles.

Ce qui semble par contre beaucoup moins pressant à M. Bush, c'est de rencontrer M. Gorbatchev. Il n'y a pas d'urgence, a-t-il déclaré, préférant concentrer son attention et celle de la presse sur les prochains entretiens Baker-Chevardnadze. Ceux-ci se dérouleront de manière un peu inhabituelle, puisque le ministre soviétique des Affaires étrangères viendra d'abord à Washington, pour y être reçu par le président Bush auquel il doit remettre un message du numéro un soviétique. Ce n'est qu'ensuite qu'il s'enverra vers l'Ouest — le Wyoming — pour y passer deux jours avec M. Baker, avant de repartir vers l'Est pour s'adresser à l'Assemblée générale de l'ONU. Un programme un peu torse, qui pourrait s'expliquer par des embarras de calendrier aussi bien que par le désir d'annoncer une initiative importante. Comme pour alimenter l'attente, le principal négociateur soviétique sur les armements, M. Viktor Karpov, qui devait arriver dès le début de cette semaine à Washington, ne viendra finalement que jeudi, avec M. Chevardnadze.

JAN KRAUZE

Avril au miroir.



Longtemps "citadelle fermée sur son secret", elle choisit aujourd'hui de dire ces fêlures qui ont blessé la femme et nourri l'écrivain.
Olivier Mauraisin - L'Express

Marie-Françoise Leclère - Le Point

Ce portrait d'écrivain en jeune fille fragile mais tête, indépendante mais sentimentale, est un texte exquis.
Jean-François Josselin - Le Nouvel Observateur

Chacun aura envie d'aller rechercher dans sa mémoire les souvenirs du temps des rondes et des lilas fleuris.
Josyane Savigneau - Le Monde

210 pages, 85F

Flammarion

Asie

AFGHANISTAN : diviser pour régner

Kaboul joue subtilement des rivalités tribales et politiques pour renforcer son pouvoir

Le conflit afghan traîne en longueur. Chaque camp continue de s'armer (le Monde du 15 septembre), l'aide américaine se renforçant pour compenser l'appui massif accordé par Moscou au régime allié de Kaboul. Ce dernier, qui a résisté bien mieux que prévu au départ des soldats soviétiques, joue habilement des dissensions politiques et tribales au sein de la résistance.

KABOUL, de notre envoyé spécial

De lourds camions chargés de roquettes freinent dans un vacarme d'essieux fatigués et de tôles brinquebalantes. Un nuage de poussière et de fumée d'échappement enveloppe les familles qui, juchées depuis plusieurs semaines de kilomètres sur ce feu d'artifice ambulante, s'extraient péniblement de leur monture. Des baluchons s'écrasent au sol où les rejoignent bientôt des enfants aux traits mongoloïdes qui étaient assis à califourchon sur les obus. Débonnaires, les soldats qui gardent l'entrée de la nouvelle route du Nord laissent passer cette troupe hétéroclite et grise de poussière.

Loin de fuir des combats, ces villageois viennent à Kaboul pour faire du commerce : les lourds sacs que portent sur leur dos quelques vieillards secs et solides en témoignent. Le trafic ne faiblit pas : les civils viennent des provinces de Parwan, Baghlan et Kunduz, les camions militaires d'Union soviétique. Cette route caillouteuse mène à Baghlan, une localité distante d'environ 55 kilomètres de la capitale. Là elle rejoint l'ancienne route qui aboutit au tunnel de Salang.

Tracé en terrain découvert pour éviter les embuscades, ce parcours est parallèle à l'ancienne route. Les abords immédiats de celle-ci sont en effet tenus par les groupes du Hezb-i-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar, eux-mêmes encadrés, mais à une certaine distance, par ceux de Massoud, commandant charismatique du Jamiat-i-Islami. Nul ne sait exactement quels types de compromis sont conclus entre les représentants du gouvernement de Kaboul et la « résistance » mais une chose est sûre : ces accords, pour le moment, perdurent, favorisant sans

discontinuer le ravitaillement de la capitale. L'hiver prochain, si la nouvelle route est asphaltée avant les neiges, ce sera un atout majeur pour le ravitaillement de Kaboul. Entre Salang et la capitale afghane, la politique de « réconciliation nationale » bat son plein : des « petits » commandants déposent les armes contre espèces sonnantes et trébuchantes parfois, souvent par lassitude et de toute façon pour une durée indéterminée.

Le *Kabul Times* annonce quotidiennement que des « centaines » d'opposants se rallient : trente-cinq groupes représentant plus de quinze mille combattants se seraient ainsi rendus depuis six mois. Ils conservent la plupart du temps leurs armes, « grade » et prérogatives, et pour ceux qui le souhaitent, rejoignent le front... à Khost. Du moins est-ce ainsi que le général Abdul Haq Ullumi, secrétaire du Conseil suprême de défense et responsable militaire au comité central du PDPA (Parti démocratique du peuple afghan), présentait les choses il y a quelques jours.

« Paix à l'afghane »

Peu de temps avant, M. Najmuddin Kawayani, membre du bureau politique du PDPA, avait dit la même chose : « Nous donnons aux commandants les privilèges de notre armée et nous leur demandons une seule chose, qu'ils cessent le feu et qu'ils préservent la sécurité de leur propre zone. La plupart d'entre eux sont en contact avec Kaboul. En pratique, 80 % des commandants ne combattent plus contre nous. »

Propagande ? Pas seulement : le dialogue, même s'il est éparpillé et

s'il se déroule à des niveaux encore non significatifs (aucun « grand » commandant ne s'est encore rallié), a été noué depuis longtemps. « Out, des accords existent », a récemment indiqué le président Najibullah, évoquant les « petits pas » d'une politique tournée tant en direction des chefs militaires que des partis politiques ayant pignon sur rue à Peshawar. Et M. Youli Vorontsov, qui vient de quitter son poste d'ambassadeur d'Union soviétique à Kaboul, avait confirmé : « Ils se parlent. »

La route du Nord Est, en ce sens, instructive. Au-delà du tunnel de Salang et presque jusqu'à Mazar-i-Sharif commence une région où la « réconciliation nationale » a pris des aspects spécifiques : depuis plus de deux ans, rares ont été les combats qui se sont déroulés dans les provinces de Baghlan et de Samangan. Dans la première notamment, la communauté ismaélienne (rassemblement chiite) veille au maintien d'une « paix à l'afghane ». A la tête de milices regroupant plus de sept mille hommes, Sali Mamour Nassef, chef politique de la secte ismaélienne, entretient d'amples rapports avec les Soviétiques. Les convois venant d'URSS traversent sans encombre toute cette partie nord de l'Afghanistan.

La communauté ismaélienne entretient d'amples rapports avec les Soviétiques. Les convois venant d'URSS traversent sans encombre toute cette partie nord de l'Afghanistan. La communauté ismaélienne entretient d'amples rapports avec les Soviétiques. Les convois venant d'URSS traversent sans encombre toute cette partie nord de l'Afghanistan.

L'URSS encourage une politique qui tend à rétablir le calme sur sa frontière, quitte à jouer éventuellement double jeu : en entretenant un foyer de tensions ethniques contre le pouvoir central (choses presque naturelles ici), les Soviétiques se donnent un moyen de pression supplémentaire sur le régime de Kaboul, au cas où... la « réconciliation nationale »

ce concept aux contours encore un peu flous, s'exerce aussi à l'intérieur du régime du PDPA et sur ses marges.

Au lendemain de la proclamation de l'état d'urgence (le 18 février dernier), trois cents personnes ont été arrêtées à Kaboul dans la plus grande discrétion. Ils représentaient les chefs d'un mouvement semi-clandestin le *Kaja* (Jeunes communistes d'Afghanistan). Trois mois plus tard, 285 d'entre eux, qui avaient accepté de rejoindre le « Front national » ont été libérés. Parmi les quinze irréductibles restés en prison, le chef du mouvement, M. Sofichev, formation d'extrême gauche contrôlée par les Soviétiques, issue d'une scission de la fraction Khalq du PDPA, ses membres (sans doute près de 600 personnes) y a encore quelques mois) sont originaires du Nord (région de Mazar-i-Sharif et d'ethnies tadjik et ouzbek).

Durrani contre Ghilzai

Fortement implanté au sein de l'armée, il ne fait pas de doute que le *Kaja* aurait été le fer de lance d'un coup d'Etat si, au moment du départ de leurs troupes d'Afghanistan, les Soviétiques avaient décidé de remplacer le président Najibullah. Cette hypothèse ayant été momentanément écartée, les dirigeants du *Kaja* ont eux aussi accepté de taire leurs divergences. Ce compromis pourrait trouver sa rétribution dans le prochain renouveau du gouvernement, plusieurs postes étant sans aucun doute confiés aux « ex-gauchistes ».

Le Front national est une structure d'accueil : le Setam-E-Milli (devant le Saza) organisation politique à forte connotation ethnique constitue un autre exemple de ralliement momentané : armées et finances par le gouvernement, les milices du Saza permettent de « fixer » ou tout au moins de gêner les groupes de Massoud dans le Nord alors que les deux camps sont d'une même origine tadjik.

Du Nord-Ouest (avec les groupes « iraniens » hazaras) au Nord-Est,

cette politique de paix successive, qui sert les intérêts de Kaboul, à l'avantage de créer une sorte de couloir sanitaire le long de la frontière soviétique. Désormais, beaucoup plus sûr de lui, le président Najibullah va probablement refaire une tentative d'ouverture politique. La proclamation de l'état d'urgence avait mis en termes à un premier essai infructueux (les ministres non membres du PDPA avaient été remplacés par des gens du parti) parce que, face à ce que l'on pensait être une offensive des moudjahiddines sur Kaboul, il était urgent de serrer les rangs.

Aujourd'hui, alors que l'image de marque de la résistance est sérieusement ternie (échecs militaires et divisions fratricides) le moment est peut-être venu, estime-t-on à Kaboul, de lancer de nouvelles offres aux formations politiques de Peshawar même si celles-ci sont de plus en plus déconsidérées, y compris par une politique américaine visant à livrer armes et munitions directement aux commandants militaires. Cet émiettement politique de la résistance favorise les desseins de Kaboul.

Dans la capitale afghane, les rumeurs courent de plus belle sur les contacts entre le gouvernement et ce qu'il est désormais convenu d'appeler « l'opposition » : un fils du Pir Geyani, chef du NIFA - formation traditionaliste royaliste - se serait rendu il y a environ un mois et demi à Kaboul pour y rencontrer le président Najibullah et discuter du rôle politique futur de l'ex-roi Zahir Shah. Entrevue facilitée par les liens ethniques existant entre Pashtouns de la tribu Durrani (1). De son côté, M. Gulbuddin Hekmatyar aurait eu des contacts « secrets » dans la « banlieue » de Kaboul avec des membres de la fraction Khalq du PDPA ; là aussi une solidarité pashtounne (celle-ci, en l'occurrence, entre ghilzais) entrerait en ligne de compte : tout plutôt que de redonner le pouvoir aux Durrani qui l'ont monopolisé pendant plusieurs siècles.

Le président Najibullah utilise les ramifications multiples que permet la carte ethnique de l'Afghanistan et

s'appuie sur les minorités proches du pouvoir (les membres du Khad, les services secrets qui constituent le fer de lance du régime sont la plupart issus de minorités, notamment Tadjik). « Il y a des tentatives à tous les niveaux », reconnaît M. Habibi, le président du Sénat « et tout spécialement avec les milieux royalistes ».

A Kaboul une « commission de médiation » a été créée, dont le rôle est justement de lancer des « balcons d'essai ». Son président est M. Mohammad Asghar, ancien doyen de l'Université et ancien ministre de la justice du roi. Agé de soixante-quinze ans, il jouit d'une certaine réputation d'indépendance, ce qui n'est pas le cas des quelque quatre-vingt membres de la commission dont la nomination a été ratifiée par M. Najibullah. Dans les milieux intellectuels, on parle aussi de la mission exploratoire dont serait chargé un personnage à la réputation douteuse, M. Amanullah Rasul, membre de la famille royale et homme d'affaires qui n'hésite pas à traiter avec le régime.

Les intellectuels de Kaboul, hostiles aux PDPA se sont regroupés en association et préparent, eux aussi, leur plan de paix. Leurs propositions représentent une solution « à l'afghane » et posent en préalable la démission de l'actuel gouvernement. Les membres de l'Association islamique et nationale des partisans de la liberté de l'Afghanistan « excluent » personnes si ce n'est « environ cinq cents membres du PDPA qui doivent être écartés. »

Comme beaucoup d'acteurs et de témoins de la crise afghane, un haut fonctionnaire de l'époque du roi manifeste ainsi sa confiance en l'avenir : « En Afghanistan tout se termine toujours par une réunion de tribus. »

LAURENT ZECCHINI.

(1) L'ethnie pashtoun (qui représentait environ 60 % de la population afghane avant la guerre) se divise en deux grands groupes de tribus, les Durrani (anciennement Abdali) et les Ghilzai. Les premiers ont monopolisé le pouvoir depuis 1747 jusqu'au coup d'Etat du 27 avril 1978, date à laquelle il est passé aux Ghilzai.

LES COULEURS D'AIR FRANCE FLOTTENT SUR 11 VILLES AUX ETATS-UNIS

Plus de 60 fois par semaine, grâce à ses vols réguliers, Passagers et fret, Air France relie Paris à 11 villes des U.S.A. en vous offrant sur chaque destination la qualité reconnue de son service.

NEW YORK	20 fois par semaine
BOSTON	2 fois par semaine
PHILADELPHIE*	2 fois par semaine
WASHINGTON**	5 fois par semaine
MIAMI	4 fois par semaine
HOUSTON	4 fois par semaine
LOS ANGELES***	6 fois par semaine
SAN FRANCISCO	2 fois par semaine
CHICAGO	3 fois par semaine
ANCHORAGE	3 fois par semaine
PORTO-RICO	1 fois par semaine

* Via New York ** 3 via New York - 2 via Boston
*** 2 via San Francisco

AIR FRANCE N°1 VERS LES USA



صوتنا من الامل

Amériques

COLOMBIE : la lutte contre le trafic de la drogue

L'enjeu limité d'une guerre d'usure

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Aucun camp ne semble pour l'instant l'emporter. Les « narco » ont multiplié les attentats à Medellín, assaillant l'ancien maire de la ville, mais leur action, ailleurs, a été relativement limitée. A dire vrai, on s'attendait à pire, à quelque assassinat comploté, par sa réputation, à celui de l'homme politique prestigieux qu'était Luis Carlos Galán, tué le 18 août dernier par les sicaires, à neuf mois d'une élection présidentielle qu'il avait toutes les chances de remporter.

Quant aux forces de l'ordre, elles peuvent présenter un bilan satisfaisant des perquisitions et saisies effectuées dans tout le pays, car elles ont réduit considérablement le champ d'action des trafiquants. Mais aucun capo n'a été arrêté, et la plupart de leurs complices sont, apparemment, à l'abri.

Dans un rapport confidentiel daté du début de septembre, le DAS, le département de sécurité, se dit incapable de « formuler un pronostic optimiste sur l'issue de la guerre avec les mafias, car celles-ci ont tellement élargi leur assise que seule une action soutenue et de longue durée peut garantir la démantèlement de leurs centres vitaux et la confiscation de leur fortune démesurée ».

Autrement dit, la Colombie peut s'attendre à de longs mois de tourment. La psychose de la bombe est très sensible à Medellín, où la moyenne des attentats est de deux par jour. Elle n'épargne pas Bogota, victime du terrorisme téléphonique avant même que des bombes n'éclatent au cours du dernier week-end. Le samedi 16 septembre, qui était le Jour de l'Amour et de l'Amitié en Colombie, il a fallu que le directeur de la police apparaisse deux fois à la télévision pour tranquilliser les habitants de la capitale, et leur dire qu'ils pourraient célébrer cette fête comme les autres années. Le bruit avait couru, en effet, que la Mafia allait faire sauter des salles de bal, des cinémas, des restaurants, des supermarchés, et déjà de nombreux Bogotanos s'apprêtaient à se terrer chez eux. Les jours précédents, des appels anonymes avaient semé la panique dans les familles, en annonçant des attentats dans les écoles et les lycées.

Lorsque le président Barco a lancé son offensive contre la Mafia, on s'est d'abord demandé s'il traitait jusqu'au bout. Peu de personnes en doutent aujourd'hui. Le chef de l'Etat s'est dit prêt à tous les sacrifices, et comme il n'est pas homme de rhétorique — il pêcherait plutôt par excès inverse — les Colombiens l'ont cru. Il ne se passe d'ailleurs pas de semaine sans qu'il décrète de nouvelles mesures exceptionnelles, pour insinuer le pays sur le pied de guerre. Les dernières en date prévoient de placer sous contrôle militaire les deux régions (celles de Facho, au nord de Bogota, et de

Alors que la « guerre » entre le gouvernement colombien et la mafia de la drogue dure depuis un mois, Bogota connaît une recrudescence d'attentats à la bombe, malgré l'impressionnant dispositif militaire quadrillant la ville. Une roquette — qui n'a pas explosé — a même été tirée contre l'ambassade américaine dimanche 17 septembre. De nombreuses banques et un central téléphonique ont subi d'importants dégâts lors de ces attentats. Le président Virgilio Barco a demandé à la presse de continuer à se mobiliser contre les trafiquants de drogue.

Puerto-Bogota, dans le moyen Magdalena), où les barons de la cocaïne ont — on avait — le gros de leurs troupes et de leur armement.

« Changer d'adversaire »

Une autre question concernait l'attitude de la police et de l'armée. Personne n'ignore en effet que les « narco » disposent, dans ces deux corps, de nombreuses complicités. Mais la police a été sérieusement épurée, et c'est à une unité d'élite — tenue pour incorruptible — qu'ont été confiées la plupart des opérations menées ces derniers mois contre la Mafia.

Quant à l'armée, « le problème, pour elle, est de changer d'adversaire », dit un « violentologue », nom donné en Colombie aux analystes de la violence, phénomène politique et social qui affecte le pays depuis plus d'un siècle. Jusqu'à présent, les militaires n'avaient en effet qu'un ennemi : la guérilla. Des intellectuels du M-19 aux communistes « basiliens » des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), en passant par les prêtres-guérilleros de l'ELN (armée de libération nationale), spécialisés dans les attentats contre les installations pétrolières, le principal péril, à leurs yeux, était le « marxisme en armes ».

Les offres de paix successives des présidents Betancur et Barco ont démolé le M-19, qui devait se transformer en mouvement politique si les négociations commençaient au début du mois avec le gouvernement aboutissant à un accord. Les autres organisations de guérilla observent une trêve, à quelques exceptions près.

La tension a donc diminué sur le front de la subversion. Avant même l'assassinat de Galán, elle n'avait cessé de monter avec les « narco ». Jusqu'à l'an dernier, l'événement, voire la complaisance, dominait dans les classes dirigeantes, devant la « sale guerre » menée par la Mafia et certains éléments de l'armée, pour liquider communistes et militants d'organisations populaires. Mais les assassinats répétés de juges et de policiers, la présence de mercenaires étrangers dans les camps d'entraînement de sicaires, la formation dans le moyen Magdalena d'une organisation « narco-militaire » de caractère fasciste, aux ambitions politiques avouées, ont montré que la « sale guerre » menait aussi le régime et ses dirigeants.

Une évolution s'est donc amorcée en haut lieu. Dès le début de cette année, le gouvernement Barco a préparé les mesures répressives qui ont été finalement annoncées le 18 août dernier. Les « narco », qui ont des agents partout, ont su qu'ils étaient à l'étude la reprise des extraditions vers les Etats-Unis. Ils ont fait campagne à leur manière pour s'y opposer : ils ont tué successivement un gouverneur, un juge, un magistrat, un chef de la police et un candidat à la présidence. La réaction de M. Virgilio Barco a été à l'inverse de ce qu'ils espéraient.

Rien ne dit que l'armée soit entièrement convaincue que l'ennemi principal a changé. Au dire des spécialistes, le haut commandement est divisé à ce sujet. A lire le dernier bulletin de la corporation, on est frappé, malgré tout, de voir que certains termes réservés autrefois à la guérilla sont appliqués désormais aux narco : ceux-ci sont des « ennemis sans foi ni loi, [des] « barbares, vils et monstrueux [qui] assassinent lâchement » les gens. L'armée est décidée à leur faire la guerre « coûte que coûte ». Rien ne l'y fera renoncer.

30 % du territoire

C'est dans les garnisons situées en zones de turbulence que le changement, sans doute, sera plus tardif. Les militaires appelés à lutter contre la guérilla avaient trouvé dans les « narco » de précieux alliés. Le premier d'entre eux était Rodriguez Gacha, dit le Mexicain, le plus sanguinaire — et aussi le plus messianique — des exopos du cartel de Medellín. Responsable d'une bonne partie des assassinats (environ neuf cents) qui ont décimé l'Union patriotique (communiste), l'homme est parvenu à avoir fait œuvre utile.

Pourtant, il n'a pas toujours été un anticommuniste de choc. Il a cohabité pendant un temps avec les FARC dans les régions, telles que les savanes (llanos) méridionales et orientales, où la guérilla communiste contrôlait la culture de la coca. Son organisation payait même l'impôt révolutionnaire pour avoir la paix. Mais, à la suite d'un incident — le vol d'un chargement de drogue par les FARC — il s'est convaincu que celles-ci n'étaient pas régulières en affaires, et depuis ce jour-là, il leur a donné la chasse, les expulsant des zones où il opérait.

L'année 1988 a été celle des massacres collectifs et a marqué l'appogée de Rodriguez Gacha. Cinquante-six de ces tueries ont eu lieu l'an dernier et, à chaque fois, plus de cinq personnes ont été tuées : paysans des plantations bananières d'Urbé soupçonnés de sympathie pour la guérilla, militants syndicaux coupables d'agitation sociale... Surnommé « Vladimir », l'un des tueurs entraînés dans les camps de Puerto-Bogota, a été arrêté récemment.

Avant de devenir l'un des meilleurs élèves des instructeurs israéliens embauchés en 1987, il avait été un cadre des FARC.

Sicaires et militaires se sont prêtés la main. « L'Etat décore ses soldats », dit Rodriguez Gacha. Moi, je les paie. L'argent des « narco » n'a pas seulement servi à acquiescer des terres, il a aussi permis d'acheter des fidélités dans la police, dans l'administration, et dans l'armée. Avant l'offensive gouvernementale de ces derniers mois, la Mafia étendait son emprise sur 30 % du territoire colombien. Les « violentologues » de l'université centrale de Bogota ont fait le calcul et dressé la carte de cette domination. Sur leurs décalques, « narco » et guérilleros se disputent les zones où l'Etat a renoncé, depuis longtemps, à être présent.

« Ere quaternaire »

Combien de temps la guerre peut-elle durer ? Longtemps, répond Rodriguez Gacha, dans une conversation enregistrée par un journaliste colombien. Le Mexicain part du principe que le trafic de cocaïne bénéficie, directement et indirectement, à 70 % de la population — c'est ce qu'il dit, — les « narco » 70 % du pays avec eux. « Nous sommes associés à de nombreuses affaires », dit-il. Et de préciser : les propriétés confisquées ne rapportent pas d'argent ; en revanche, elles procurent des emplois ; la puissance financière du Cartel reste intacte, car ses bénéfices ont été placés à l'étranger.

Soixante-dix pour cent des Colombiens derrière Rodriguez Gacha, qui dit « se battre pour le peuple », et compare son « combat » à celui de Bolivar ? L'affirmation donne la mesure de la paranoïa du Mexicain. En réalité, en se lançant dans le terrorisme aveugle, les paranoïas de la cocaïne se sont isolées dans le pays. Les hommes politiques qui proposent de dialoguer avec eux n'ont plus défendu cette idée. Seul le maire de Medellín s'y tient.

Le gouvernement colombien ne mettra évidemment pas fin au trafic de cocaïne en saisissant des laboratoires, des avions, des propriétés de trafiquants ; tant qu'il y aura des amateurs de poudre blanche, le réseau se maintiendra. L'enjeu de la guerre actuelle est plus limité : il s'agit de neutraliser Pablo Escobar et Rodriguez Gacha, dont la tête, pour la première fois, a été mise à prix ; ces deux hommes ont violé toutes les règles non écrites de la délinquance tolérée en assassinant des personnalités en vue, en établissant les institutions de leur pays.

« La Mafia colombienne est à l'ère quaternaire », dit Lucio Lami, du quotidien *El Giornale* de Milan. Elle n'a pas l'expérience de la Mafia sicilienne, qui se perpétue de père en fils, et s'est intégrée à la société. Elle ignore encore qu'il ne faut pas tuer l'adversaire ».

Si les « narco » colombiens apprennent à bien se tenir, nombre de leurs compatriotes trouveraient sans doute que des accommodements sont possibles avec leur commerce.

CHARLES VANHECKE.

Le secrétaire américain à la défense annonce une participation accrue des forces armées

Lors d'une conférence de presse au Pentagone, lundi 18 septembre, le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, a annoncé que les forces armées américaines allaient étendre sensiblement leur participation à la lutte contre la drogue. Il a notamment indiqué avoir donné comme directive au commandement de la zone atlantique de mettre à l'étude « l'établissement d'une task force dans la région des Caraïbes avec un nombre approprié d'avions et de navires pour réduire les arrivages d'Amérique latine ». Par ailleurs, l'accent devrait être mis plus particulièrement sur la surveillance de la frontière américano-mexicaine. D'ici au 15 octobre, les chefs des différentes zones de commandement devront lui remettre un plan d'action détaillé.

Les déclarations de M. Cheney vont dans le sens souhaité par le Congrès qui, depuis des mois, faisait pression sur le Pentagone pour que les militaires jouent un rôle accru dans le contrôle du trafic des stupéfiants. Mais le secrétaire à la défense — qui n'a énoncé qu'un programme, pour le moment, assez vague — doit tenir compte des fortes réticences et des objections des dirigeants militaires. De nombreux

généralistes ont fait valoir que les forces armées ne devaient pas être détournées de leur mission essentielle : la « sécurité des Etats-Unis » et qu'une tâche supplémentaire serait d'autant plus difficile à assurer que le Congrès est en train d'essayer de réduire leur budget.

C'est sans doute pour cela que M. Cheney a pris soin de souligner que « le trafic international [de la drogue] est pour les Etats-Unis un problème de sécurité nationale » et qu'il s'agit d'un « problème de surveillance » que d'intervention. Il a précisé qu'il était opposé à l'idée émise par certains parlementaires selon laquelle tout avion non identifié et soupçonné de transporter de la drogue devrait être abattu dans l'espace aérien américain.

Il a réitéré les assurances données par le président Bush qui avait affirmé que les personnels américains envoyés dans les pays producteurs comme la Colombie, pour entraîner les troupes colombiennes au maniement du matériel américain, n'accompagneraient pas ces troupes en opération et ne seraient donc pas engagés dans d'éventuels combats.

La singulière aventure d'un banquier



Pierre Moussa La Roue de la Fortune



Souvenirs d'un financier

Fayard

384 p.
120 F.

Le vif récit d'un formidable parcours... Eclairant plusieurs coins d'ombre de l'histoire financière contemporaine, il divulgue les actes et motivations de nombre de ses grands acteurs.

Philippe Villin. *Le Figaro*

Passionnant parce qu'on y trouve un cours magistral d'économie française et internationale. Troublant aussi parce qu'il y a un mystère Pierre Moussa.

Paris-Match

Jamais sans doute aucun livre n'a jusqu'ici décrit aussi exactement la façon dont fonctionne vraiment une grande banque d'affaires.

Yves Guilhaume. *Le Point*

« L'univers impitoyable » de la finance internationale. L'auteur a été un grand serviteur de l'Etat, un grand banquier, à un certain moment un paria, et il est redevenu un très grand financier, inventeur d'avenir. C'est aussi un homme de qualité, pétri d'argile fine, et un écrivain qui feint modestement d'ignorer que sa plume est de grande race.

Jean-Michel Royer. *Le Parisien*

FAYARD

A TRAVERS LE MONDE

Angola

Les Etats-Unis réaffirment leur soutien à l'UNITA

Les huit chefs d'Etat d'Afrique centrale et australe réunis, lundi 18 septembre à N'Sele (40 kilomètres au nord de Kinshasa) pour un sommet consacré à l'évolution de la situation en Angola, ont mis au point un « projet de déclaration » qui devrait être soumis prochainement au chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi, selon le communiqué final de cette rencontre.

Celui-ci, selon des sources proches de la présidence angolaise, avait été communiqué à cette réunion, mais a décliné cette offre au dernier moment. Dans une lettre adressée au maréchal Mubutu, le chef des rebelles angolais se serait excusé de son absence tout en renouvelant son « engagement » aux accords de Gênes ainsi que sa « confiance au médiateur ».

Lors de l'ouverture de ce sommet, le président zairien avait appelé les parties concernées dans le conflit angolais à « transcender leurs divergences et à saisir cette opportunité pour amener la paix au peuple angolais qui en a besoin pour son développement ».

Cette déclaration est intervenue alors que les Etats-Unis avaient, la veille, déclaré « soutenir fermement l'UNITA et ses objectifs de réconciliation nationale ». Le

département d'Etat américain avait aussi rejeté les concepts d'un « transfert de M. Savimbi », et d'intégration (de l'UNITA au sein de la nation angolaise). — (AFP)

Malaisie

Le nouveau roi a été intronisé

Le sultan Azlan Shah est devenu, lundi 18 septembre, le neuvième roi de Malaisie lors d'une traditionnelle cérémonie d'intronisation qui a eu lieu à Kuala-Lumpur. Ce jurieste de soixante et un ans, président de la Cour suprême pendant vingt-neuf ans avant de devenir sultan de l'Etat de Perak, succède — en vertu d'une procédure complexe — au trône de la Fédération au sultan Iskandar Mahmood. En effet, le « souverain suprême » de Malaisie, Yang di-Pertuan agung, est élu pour cinq ans par ses pairs, les neuf sultans héritiers du pays, au scrutin secret. Un vice-roi est également choisi à cette occasion. Les fonctions du roi sont essentiellement représentatives, sauf en ce qui concerne l'islam, religion officielle, et les droits des Malais, population d'origine du pays.

Le sultan Azlan Shah est connu pour sa rectitude, ainsi que pour son respect des règles juridiques et constitutionnelles, ce qui l'avait conduit à s'opposer au premier ministre, M. Mahathir bin Mohamad.

Europe

L'exode des Allemands de l'Est

L'afflux des réfugiés en RFA ne remet pas en cause les relations commerciales avec la RDA

Malgré la tension provoquée par l'afflux de milliers de réfugiés est-allemands en RFA et l'incertitude qui pèse sur l'avenir de la RDA, les industriels ouest-allemands restent confiants quant à l'évolution des échanges commerciaux entre les deux Allemagnes.

FRANCKFORT
correspondance

L'embellie amorcée en 1988 pour le volume des échanges entre les deux États allemands n'avait cessé de se dégrader depuis trois ans — il a atteint 14,2 milliards de deutsche marks (environ 47 milliards de francs) l'année dernière, contre 16,7 milliards en 1985, — la tendance s'est inversée au premier semestre, avec une croissance de 7 % par rapport au premier semestre de 1988.

La forte demande de biens d'équipement en provenance de la RDA, qui sature un peu plus les carnets de commande à l'Ouest, permet aux industriels de RFA d'afficher un bel optimisme, notamment au vu des très bonnes performances réalisées en 1988. Selon une enquête de l'Association fédérale des chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHT), effectuée auprès des six cent quarante exposants ouest-allemands présents à la Foire de Leipzig, la plupart des secteurs, notamment la chimie et la sidérurgie, sont en plein boom, même au cas où pour ces industries la très forte progression de leurs livraisons à la RDA lors du premier semestre de 1989 devrait se ralentir au cours de la deuxième partie de l'année.

Seules les entreprises spécialisées dans les biens de consommation semblent faire exception. Ainsi dans le textile, toujours selon le DIHT, les attentes des industriels n'ont été qu'en partie satisfaites, tandis que,

pour l'ameublement, une amélioration ne pourra se produire que plus tard.

Satisfaction quasi générale, donc, par des contacts directs de firme à firme, rendus en partie possibles par une plus grande autonomie laissée aux combinats, les entreprises d'Etat qui régissent l'économie de la RDA. Ces contacts se sont révélés payants dans des secteurs comme la protection de l'environnement ou les équipements hospitaliers, pour lesquels les Allemands de l'Est sont en demande d'assistance technique de l'Ouest dans le cadre de projets communs.

Pour la plupart des exposants, toutefois, le refus catégorique de laisser le vent de réforme qui souffle actuellement à l'Est s'engouffrer chez eux rend difficile, voire impossible, pour la RDA toute modernisation et donc tout réajustement du commerce avec la RFA, dont elle est de plus en plus dépendante économiquement.

Incapacité à innover

La liste des plaintes des firmes ouest-allemandes importatrices de biens fabriqués à l'Est est révélatrice à cet égard. Toutes se plaignent du rapide engorgement des capacités de livraison dans l'autre Allemagne : d'un manque chronique d'adaptabilité pour répondre à l'évolution de la demande ; d'une qualité stagnante même en ce qui concerne les produits les plus performants ; et surtout d'une incapacité à innover.

Elles citent comme exemple la nécessité dans laquelle se sont trouvées de nombreux combinats allemands, avant même l'ouverture à Leipzig du traditionnel happening d'automne entre l'Est et l'Ouest, de tailler brusquement dans leurs carnets de commandes, faute de pou-

voir satisfaire la demande accrue en provenance de la RFA.

Autant de freins qui expliquent la difficulté de la RDA, longtemps considérée comme le pays le plus performant de l'Europe socialiste, à résorber son déficit commercial avec la RFA. Celui-ci n'a cessé de se creuser depuis trois ans, pour atteindre 440 millions de deutschemarks en 1988. Alors que, bon an mal an, les échanges entre les deux pays avaient toujours été excédentaires au profit de la RDA, grâce, notamment, aux largesses de Bonn. Ce qui permet à la RDA d'être quasiment membre du Marché commun, et lui fait économiser chaque année environ 1 milliard de deutschemarks.

La décision de Bonn d'accroître, dès 1990, les multiples subventions et aides d'un montant annuel et non remboursable d'au moins 3,3 milliards de deutschemarks, dont la RDA bénéficie actuellement dans le cadre du traité de 1972 réglementant les relations interallemandes, a donc de quoi satisfaire M. Honecker. Il est moins sûr, toutefois, que l'objectif avoué du chancelier Kohl — « Tout faire pour que le niveau de vie des Allemands de l'Est se rapproche de celui de la RFA » — se vérifie à court terme.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON.

De nouveaux immigrés dans les ambassades de la RFA à Prague et à Varsovie

Quatre cents Allemands de l'Est campent à nouveau dans les locaux et les jardins de l'ambassade de République fédérale à Prague et cent dix dans celle de Varsovie. La semaine dernière, après l'intervention de l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel, environ trois cents réfugiés avaient accepté de quitter l'ambassade de RFA à Prague et de regagner la RDA moyennant la promesse que leur demande d'émigration serait étudiée favorablement et que, dans l'intervalle, ils retrouveraient leur travail. Deux cent cinquante autres Allemands de l'Est sont de nouveau arrivés depuis, sans que les autorités tchécoslovaques ni les gardes ouest-allemands de l'ambassade de RFA à Prague et de celle de l'Est à Varsovie n'aient pu empêcher de franchir les grilles.

Il y a parmi eux des personnes qui ont tenté de gagner la Hongrie sans l'autorisation nécessaire et que la police tchécoslovaque a empêché de passer. Plusieurs autres Allemands de l'Est ont réussi, ces derniers jours, à passer clandestinement de Tchécoslovaquie en Hongrie, en traversant à la nage le Danube, qui sert de frontière entre les deux pays sur plusieurs centaines de kilomètres. Mais l'un d'eux s'est noyé dans le fleuve dans la nuit de dimanche à lundi.

La RDA continue cependant à dévier des autorisations de voyage en Hongrie et l'exode se poursuit par

l'Autriche et les postes-frontières bavaroises. Trois cent cinquante personnes sont arrivées en Bavière dans la nuit de lundi à mardi en autocar, ainsi qu'une centaine d'autres à bord de voitures individuelles. « Il semble qu'il soit devenu plus difficile pour les Allemands de l'Est de gagner la Hongrie », a cependant déclaré, lundi, un porte-parole du ministère ouest-allemand des affaires étrangères.

D'autre part, MM. Freimut Duvé et Gert Weisskirchen, députés du SPD, ont été refoulés à l'un des points de passage vers Berlin-Est par les gardes-frontières est-allemands qui leur ont signifié qu'ils étaient « pour l'instant indésirables » en RDA. Ils souhaitent passer la journée à l'Est et y avoir des entretiens privés. Cet incident fait suite à l'humiliation, vendredi dernier par la RDA, de l'invitation qu'elle avait précédemment adressée à une délégation de quatorze parlementaires du SPD.

Enfin, l'écrivain est-allemand Lutz Rathenow s'est vu une nouvelle fois interdire, lundi, de se rendre en République fédérale, où il était invité pour la sortie de l'un de ses livres. On l'avait déjà empêché en juin de venir à Paris, où il était invité à un colloque organisé par la Fondation du futur. — (AFP, Reuters.)

« La Lettre de la Nation » (RPR) : réunification inéluctable

Dans l'organe du RPR, la Lettre de la Nation, du 19 septembre, Georges Brousseau écrit :

« Les conditions d'une éventuelle réunification de l'Allemagne n'ont rien à voir avec celles qui prévalaient au cours des quarante dernières années. »

« Ce qui était envisagé, d'ailleurs bien à tort, c'était un rapprochement plus ou moins étroit entre les deux Allemagnes en échange d'une neutralisation. »

« Il n'y a aucune raison de s'en tenir aujourd'hui à ce vieux schéma. C'est par la disparition, progressive peut-être, de l'Etat communiste est-allemand, permettant à la population d'exercer son droit à l'autodétermination, que se fera éventuellement la réunification. Moscou n'en détient plus les clés. Celle-ci s'explique dans plus la neutralisation. »

« Rien ne justifie donc les réserves, si visibles, du gouvernement français à l'égard de la réunification. »

« Rappelons, en outre, que la position de de Gaulle sur ce sujet, qui a fait l'objet de tant d'interprétations inexactes, était très claire. Il ne pouvait être question, pour la France et les Occidentaux, de faire obstacle à la réunification allemande. Face à la volonté du peuple allemand, une telle position eût été intenable. »

URSS

Moscou va accroître l'autonomie des Républiques

(Suite de la première page.)

Plus encore, peut-être, que les massacres de l'année dernière, ce blocus illustre la situation de quasi-guerre civile dans laquelle s'enfoncent la Transcaucasie, où des mouvements de grève secouent parallèlement la République autonome d'Abkhazie, qui demande à ne plus dépendre de la Géorgie.

Signe de l'inextricable complexité de ces problèmes de territoires et d'allégeance dans lesquels on se jette à la figure dix ou vingt siècles d'histoire, la centaine d'organisations démocratiques réunies depuis samedi à Leningrad n'est toujours pas parvenue à adopter de résolution sur cette question nationale. Là, l'accord n'était, lundi soir encore, pas possible, alors qu'il n'a pas été fait problème pour demander l'abandon des dispositions constitutionnelles sur le rôle dirigeant du parti et l'instauration d'un système de propriété privée, de démocratie parlementaire et de multipartisme.

Les prochaines résolutions du comité central réuniront donc d'autant moins à instaurer la concorde que le document de travail qui lui est soumis ne prend position sur aucun de ces conflits dont il ne fait que dresser la liste en souhaitant la solution. Quant à la future répartition des pouvoirs entre Moscou et les républiques, entre l'union et ses composantes, bien que traitée, elle, à fond, elle fait beaucoup plus l'objet d'une énonciation de principes que de mesures concrètes.

Compromis

Compromis laborieusement trouvé entre la réalité des rapports de forces locaux, la crispation des conservateurs et l'ouverture des réformateurs, ce texte se contente en effet d'officialiser ce qui était déjà acquis ou virtuellement irréversible. Il n'en reste pas moins que cette officialisation a considérablement accéléré le processus d'autonomie et de différenciation des Républiques. Celles-ci les pays baltes, surtout qui s'étaient déjà considérablement affirmés, vont aller maintenant très vite vers la souveraineté. Celles qui n'avaient pas encore bougé vont être encouragées à le faire. Et toutes vont finalement être, à leurs risques et périls, contraintes de prendre leurs responsabilités dans les domaines économique et social.

Car si l'ensemble des dirigeants soviétiques ont, en dix-huit mois seulement, pu se mettre d'accord pour déclarer que seuls les fondements du système politique, la défense, la sécurité et la politique extérieure du pays étaient de la compétence de l'Union, c'est que Moscou a tout intérêt aujourd'hui — en pleine crise — à diluer les responsabilités économiques.

Après que cette crise ait été créée par l'instauration, imposée,



de l'économie que l'on sait, il y a là à la fois un cynisme absolu et un redoutable défi pour les élites locales qui vont se dégarer des prochaines élections républicaines. Le cadeau est empoisonné, mais il offre, pourtant, dans le même temps, des perspectives totalement nouvelles aux Républiques qui se voient reconnues « tous les droits souverains », c'est-à-dire, notamment celui de résoudre tous les problèmes de la vie politique et sociale, à l'exception de ceux qu'elles remettent, de leur gré (voir paragraphe précédent), à la compétence de l'Union.

Par rapport à une situation où les instances républicaines relevaient de la mauvaise foi et où rigoureusement tout se décidait à Moscou, le changement est radical — et ses implications logiques, détaillées par le document, fondamentales. Car non seulement les Républiques se voient en conséquence accorder le droit à l'autonomie de gestion, mais elles récupèrent le droit de propriété sur leurs ressources naturelles, leur sol et leur sous-sol, vont pouvoir négocier avec l'Union la propriété de leurs infrastructures et appareils productifs et auront la possibilité, surtout, de choisir leurs méthodes économiques et leurs formes de gestion.

Une dynamique

Si demain — et on en voit les prémices dans les pays baltes — une République décide qu'il est mieux pour elle de réduire le secteur d'Etat (désormais, partiellement en tout cas, sa propriété), elle en aura sûrement dit le droit.

Droit théorique, certes, qu'il lui restera à imposer, mais droit tout de même, dont la définition pré-

cise, puis l'application dépendront, comme en toute période de mutation historique, des rapports de forces, du lieu et du moment. Or ces rapports de forces penchent toujours plus vers les Républiques et à Moscou même, les réformateurs de l'équipe Gorbachev sont partisans de laisser les Républiques trouver leur équilibre jusqu'à ce que se redessine, chemin faisant, l'Union soviétique d'après demain.

Les imprudences éthyliques de M. Eltsine aux Etats-Unis

Le séjour que M. Boris Eltsine vient d'effectuer aux Etats-Unis risque fort de laisser des traces qui nuiront à sa réputation. Il a en tout cas eu la désagréable surprise de découvrir lundi 18 septembre à son retour à Moscou, dans les pages de la Pravda, un article repris du quotidien italien la Repubblica dans lequel sa conduite outre-Atlantique est décrite sous un jour peu flatteur. Ainsi le voit-on débiter aux petites heures du matin à Baltimore, une bouteille de whisky à moitié vide à la main, distribuant des baisers moles à ses hôtes américains venus l'accueillir et les invitant à trinquer « à la liberté » en levant lui-même un verre rempli à ras bord.

« Pour Eltsine, écrit l'auteur de l'article, l'Amérique est une fête, une scène, un bar long de 5 000 kilomètres. Et pour l'Amérique, Eltsine est un petit jeune nouveau et merveilleux, une poupée avec un visage parfait de Russie qui dit ce qu'un Russe n'avait dit auparavant. »

Entre autres acquisitions, le bouillant député de Moscou se serait offert deux magnétoscopes et une collection de cassettes vidéo parmi lesquelles la série complète des Rambo, E.T. et la Guerre des étoiles. Et il traverserait les grands magasins, rapporte la Repubblica, avec la même impétuosité que celle avec laquelle il est entré dans l'historique soviétique des années 80.

La lecture de cet article a provoqué chez M. Eltsine les réactions que l'on devine. « C'est un pur mensonge, une calomnie », a-t-il déclaré à l'agence Associated Press, une revanche due au fait que les Américains nous ont reçus avec admiration. »

L'affaire tombe assez mal pour l'enfant terrible de la perestroïka. M. Boris Eltsine est en effet, théoriquement du moins, sous le coup d'une enquête du comité central du parti — dont il est toujours membre et qui s'est réuni mardi à Moscou — pour avoir enfreint les règles du PC soviétique en prenant l'étude d'un système pluripartite en URSS.

BELGIQUE : depuis samedi, dans la banlieue de Liège

Une femme et ses deux enfants retenus en otages par des malfaiteurs

Trois personnes étaient toujours retenues en otages, mardi matin 19 septembre, dans une villa de la banlieue de Liège par trois malfaiteurs, dont au moins un Français, Philippe Delaire, connu des services de police.

BRUXELLES
de notre correspondant

Il devait être environ 21 heures, samedi 16 septembre, lorsque trois malfaiteurs menés par Philippe Delaire entraient dans la maison de M. Guy Jeuris, gérant d'une agence du Crédit communal belge, à Tilff, une bourgade de la banlieue huppée de Liège. Leur but : prendre en otages la compagnie de M. Jeuris et les deux petites filles de celle-ci, Joëlle, dix ans, et François, treize ans, pendant que le gérant leur ouvrirait les portes de la banque et des coffres. Mais, durant le week-end, il est impossible de pénétrer dans l'établissement sans déclencher l'alarme, c'est la raison pour laquelle les gangsters — Philippe Delaire serait accompagné de deux complices de longue date : Jean Lacotte et Jean Lombardo — décidaient d'attendre le début de la semaine en compagnie de leurs otages.

Dimanche soir, pourtant — on ne sait toujours pas exactement dans quelles circonstances — M. Jeuris parvenait à s'enfuir et à prévenir les forces de l'ordre. Le siège de la villa commence alors.

Toutes les rues avoisinantes sont bouclées, plusieurs centaines de gendarmes dont une quarantaine de spécialistes de l'escadron spécial d'intervention (ESI) investissent le quartier, lundi matin, même l'école sera déserte. Les malfaiteurs, qui seraient puissamment armés et auraient même piégé les portes de la villa pour interdire tout assaut, ont d'abord communiqué de vive voix avec les gendarmes, puis grâce à un téléphone de campagne mis à leur disposition.

Les informations dont on dispose restent très fragmentaires. Lundi en début de soirée, on apprend ainsi que M. Jeuris était allé, sur l'ordre des gangsters, chercher des sandwiches et des cigarettes et avait eu juste le temps de dire : « Tout va bien... mais ça commence à être long. » Le bourgmestre (maire) de la localité voisine, le docteur Bossu, déclarait que la « négociation » avec les malfaiteurs avait été interrompue à la demande de ceux-ci jusqu'à mardi matin. Autre bruit mais non confirmé : les trois preneurs d'otages demanderaient une voiture pour s'enfuir ainsi que 40 millions de francs belges (environ 6 millions de francs français).

Philippe Delaire, le chef de la bande (il aurait été formellement reconnu par M. Jeuris), n'en est pas à son premier coup en Belgique ni à sa première prise d'otages. Le 7 juillet 1985, il avait tué un boxeur Romain Mianzula, dans une boîte de nuit de Liège. En 1986, à la suite d'une attaque à main armée manquée, il avait fui en emmenant une infirmière. Arrêté, il s'était évadé quatre mois plus tard de la prison de Lantin. Aux Pays-Bas, il avait pris onze personnes en otages, après l'attaque d'une banque. Le 13 juillet dernier, c'est lui qui avait pris un gendarme en otage en France et ses complices avaient blessé un autre gendarme au cours d'un affrontement. En juillet 1987, à l'aide d'un hélicoptère, il avait organisé l'évasion de Philippe Truc de la prison de Nice.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

SC.PO
La première préparation de France depuis 1967

- d'été
- annuelle
- par correspondance

CEPES
37, rue Charles Lefebvre
92020 NEUILLY SUR SEINE
47 43 09 19 - 47 22 94 94

Europe

POLOGNE

Le Parti communiste débat de son avenir

VARSOVIE
la notre envoyée spéciale

Quel effet cela fait-il d'être membre du premier Parti communiste d'Europe à perdre le monopole du pouvoir et son sacro-saint corollaire, le rôle dirigeant ? Visiblement, c'est dur. « C'est vrai, comrades, la situation est difficile, voire dramatique à certains égards », disait récemment, compatissant, un des dirigeants du Parti communiste polonais, M. Marian Orzechowski, à ses militants. Si l'on en croit un autre membre du bureau politique, M. Janusz Kubasiewicz, cela se traduit par des réactions négatives, des sentiments d'insécurité chez ceux qui sont étroitement liés au parti. La lecture de *Trybuna Ludu*, ces derniers mois, a des lettres de lecteurs communistes jurant de ne « pas se laisser dériver plus longtemps », faisant le même.

« Les gens de ma génération ont vécu supportés », remarque le député Marek Krol, qui, à trente-six ans, a été élu cet été secrétaire du comité central chargé de la propagande. Né « une semaine avant la mort de Staline », Marek Krol, aujourd'hui l'un des leaders de la jeune garde réformatrice, a adhéré au parti « quand tout le monde inscrivait à Solidarité ». « Je l'ai fait, dit-il, peut-être par esprit de curiosité, et aussi pour appartenir à un parti qui demandait de conserver son influence ».

Mais l'immense majorité des membres du POUF sont nés bien avant la mort de Staline — la moyenne d'âge approche cinquante ans — et la débauche des communistes aux élections de juin les a plongés dans un tel désarroi qu'ils se raccrochent à l'idée d'un congrès extraordinaire comme à une bouée de sauvetage. Le 4 juin, tout s'est écroulé d'un seul coup pour ces gens auxquels pendant plus de quarante ans, on n'avait pas permis de douter de leur supériorité ni de leurs privilèges. C'est d'ailleurs dans cet état

Le comité central du Parti communiste polonais, le POUF, a décidé lundi 19 septembre, à l'issue d'une réunion plénière, de demander à ses membres de se prononcer sur l'avenir de leur parti. La question qui se pose à eux, ont indiqué les dirigeants, est de savoir s'il faut conserver le même parti ou en créer un autre, avec un nouveau nom et un nouveau programme. Ce quinzième plénum du comité central qui, pour la première fois dans le bloc soviétique, était ouvert à la presse occidentale, se déroule en deux étapes et doit s'achever d'ici la fin du mois.

d'assurance que certains responsables cherchent aujourd'hui les raisons de la déroute : « Le parti avait une confiance excessive dans sa force et dans sa vérité », dit Alfred Miodowicz, président des syndicats officiels OPZZ et l'un des « durs » du POUF, tandis que pour Janusz Kubasiewicz, « le fait que la Constitution ait consacré le rôle dirigeant du Parti communiste » est un mauvais effet sur notre moral, car beaucoup pensaient que le pouvoir nous appartenait pour toujours ».

Aujourd'hui, un groupe de députés communistes a pris l'initiative de demander la suppression de cet article de la Constitution et le général Jaruzelski reconnaît à la télévision nationale que « la formule du monopole du pouvoir est insuffisante ; je pense que cette règle ne rendra jamais ». Il reste donc au POUF, créé en 1948 par la fusion forcée de diverses formations, à devenir un parti susceptible de gagner une authentique audience sociale. Cela ne s'est encore jamais fait.

Un PC « à l'italienne » ?

Pour des gens comme Marek Krol, Majorin Swicki (le nouveau ministre du commerce extérieur), Sławomir Wiatr, ou Aleksander Kwasniewski, qui ont tous moins de quarante ans, le choc du 4 juin n'est finalement pas une mauvaise chose car il va permettre de repenser de nouvelles bases. « Cela va accélérer

le rejet du modèle stalinien », dit Krol, qui tient sans doute le langage le plus réformiste à l'heure actuelle, au point de se déclarer favorable à la transformation du POUF en un parti social-démocrate, ou encore en un PC « à l'italienne », et de considérer la Finlande comme le modèle le plus intéressant. « Nous allons créer un scénario de reconquête du pouvoir et de notre influence par des méthodes politiques ». Pour Kwasniewski, le prochain congrès du POUF « sera le dernier » : « Les forces liées à la gauche socialiste vont chercher une autre formule, celle d'un parti moderne qui part au combat parlementaire ».

Le premier secrétaire du POUF, Mieczysław Rakowski, voit, lui, un avenir pour « un parti de gauche moderne, un parti d'hommes d'action réalistes et capables ». Selon lui, un tel parti « ne peut pas être simplement l'héritier des courants qui forment actuellement le POUF. Il doit s'adresser aux forces sociales qui existent aussi dans l'ancienne opposition ».

Voilà donc dans quels termes doivent réfléchir les deux millions de membres du POUF. Il paraît acquis que le parti changera de nom — les termes « unité » et « ouvrier » sont un peu anachroniques, entend-on souvent, un « parti socialiste du travail » ferait bien meilleur effet. Mais changera-t-il de nature ? C'est tout l'enjeu de la préparation du prochain congrès, qui pourrait se tenir d'ici au printemps prochain.

Certains, jusqu'au-boutistes, comme M. Miodowicz, font savoir

qu'ils n'hésiteront pas à créer leur propre parti communiste orthodoxe si le POUF vire à la social-démocratie, « une idée à la mode », dit Alfred Miodowicz. Il y a deux semaines, la direction de l'OPZZ a déclaré que le POUF ne pouvait plus être considéré comme « le garant politique des intérêts des travailleurs » et a lancé un « front pour le renouveau » ; cela pourrait être le premier pas vers un parti « dur ». Ces « durs », qu'on appelle en Pologne les « bédas », ont en effet du mal à avaler, en ce moment, certaines revendications de Solidarité, qui demande, par exemple, qu'on retire les cellules du POUF des entreprises, ou l'attribution des députés « progressistes » du POUF, comme Marian Czerwinski, qui arbore ostensiblement un badge du syndicat Solidarité et a voté contre Jaruzelski le jour de l'élection du chef de l'Etat. Certes, il y a toujours Jaruzelski, mais celui-ci a abandonné ses fonctions au parti en devenant président de la République et joue de plus en plus sa carte personnelle, comme en témoignent les reportages élogieux pour sa personne qu'il fait projeter ces derniers temps à la télévision polonaise.

Mais, se rassure Marek Krol, les « signaux du béton sont relativement faibles, comparés au passé ; ils relèvent surtout de l'instinct de survie. Après tout, c'est nous qui avons créé le béton, en monopolisant la vie politique pendant plus de quarante ans ». Quant au congrès, il ne faut pas en attendre une formule magique, il faut surtout le préparer avec soin. M. Rakowski, lui, demande qu'on évite les règlements de comptes dans cette phase de préparation : « Il faut d'abord stabiliser la nouvelle structure politique, avant de traiter de l'évolution du parti, dit-il, le mois dernier, au quotidien *Zycie Warszawy*. Si l'équipe se met à se disputer quand un bateau prend l'eau, le bateau va couler et l'équipage avec ».

SYLVIE KAUFFMANN.

GUY SORMAN



Un voyage passionné au pays des idées d'aujourd'hui

Jérôme Garcin
L'Événement du Jeudi

FAYARD

La CEE et Varsovie signent un accord commercial

L'accord de coopération économique conclu entre la Pologne et la Communauté devrait être signé mardi 19 septembre à Varsovie par MM. Roland Dumas, président du conseil des ministres des Douze, et Frans Andriessen, le vice-président de la Commission européenne, chargé des relations extérieures. La principale disposition en matière d'échanges commerciaux concerne l'élimination progressive d'ici à 1994 de la quasi-totalité des restrictions quantitatives appliquées par la CEE aux importations en provenance de Pologne.

BRUXELLES
Communautés européennes
la notre correspondant

Jeudi 14 septembre, à Strasbourg, lors du débat devant le Parlement européen, M. Valéry Giscard d'Estaing, parlant en tant que président du groupe libéral, ainsi que plusieurs autres orateurs avaient estimé qu'il faudrait aller plus loin et offrir à la Pologne un accès au marché des Douze, comparable à celui dont bénéficient les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELÉ). M. Andriessen n'avait pas cédé à priori une telle perspective, mais valoir que l'accord maintenant signé devait être considéré comme un point de départ.

C'est assurément vrai en matière de coopération économique. L'accord pourra, dans bien des cas, servir de base juridique aux efforts que consentira la CEE pour appuyer une politique de redressement économique mise en œuvre par le nouveau gouvernement polonais. Les entretiens qu'auront MM. Dumas et Andriessen porteront surtout sur la forme que pourrait revêtir le concours de la CEE et, plus généralement, de l'Occident. On sait

qu'une réunion de coordination, rassemblant des représentants des vingt-quatre pays de l'OCDE mobilisés pour aider la Pologne, doit se tenir sous la présidence de la Commission européenne le 26 septembre à Bruxelles.

Un programme d'aide alimentaire

Il s'agit là de la mise en œuvre de l'opération « PHARE », décidée par le sommet de l'Arche. Les Polonais, si l'on en croit les informations recueillies auprès de la Commission, mettent l'accent sur quatre points : 1) l'amplification de l'aide alimentaire ; 2) une aide à la formation, combinée, le cas échéant, avec l'envoi de techniciens occidentaux ; 3) une participation communautaire ou, mieux, occidentale aussi importante que possible à la conception et à la mise en œuvre d'un programme de développement agricole à moyen terme ; 4) la mobilisation d'une partie des intérêts de la dette extérieure polonaise pour financer les besoins d'importation de pays, ainsi que la modernisation de ses entreprises.

En juillet, au titre de l'opération « PHARE », les Douze avaient adopté un programme d'aide alimentaire de 130 millions d'ECU (910 millions de francs) portant sur 10 000 tonnes de viande bovine, 500 000 tonnes de blé, 300 000 tonnes de céréales fourragères et 20 000 tonnes d'agrumes. Les livraisons de viande, les plus urgentes selon Varsovie, ont débuté fin août et s'achèveront début octobre. Un programme a été établi pour écouler les premières livraisons de céréales de la fin septembre à la fin octobre. Le blé viendra des stocks allemands, l'orge des stocks français et belges. Le premier cargo, chargé de 25 000 tonnes d'orge, devrait arriver entre le 25 et le 28 septembre à Gdansk.

PHILIPPE LEMAITRE.

Afrique

ALGÉRIE : réunion des cadres du parti

L'examen de conscience du FLN

ALGER
de notre correspondant

Les cadres des directions successives du Front de libération nationale (FLN) sont réunis depuis ce mardi 19 septembre au Palais des Nations, du Club des pins, à une quinzaine de kilomètres à l'est d'Alger, pour se concerter sur les questions que soulèvent les grands changements que connaît la société algérienne. C'est ce qu'a précisé le secrétaire général du comité central du FLN, M. Abdelhamid Mehri, dans une invitation publiée par les journaux dépendant maintenant du Front. Les membres des différents conseils de la révolution, antérieurs et postérieurs à l'indépendance, ainsi que les membres de tous les comités centraux successifs depuis 1976 ont été priés de répondre, présent, à l'exception de ceux qui ont déjà constitué leurs propres partis. Ce qui exclut évidemment le premier président de la République algérienne, M. Ahmed Ben Bella, mais également MM. Hocine Ait Ahmed et Mohamed Boudiaf, respectivement fondateurs du Front des forces socialistes (FFS) et du Parti de la révolution socialiste (PRS), figures historiques de la guerre d'indépendance.

M. Mehri explique dans sa lettre que les changements profonds de la société algérienne posent « avec acuité » deux questions. « La première, écrit-il, se rapporte au rôle du FLN dans l'accélération du processus de ces changements et réformes, et leur accomplissement dans les meilleures conditions ». La seconde a trait, estime-t-il, à « la stratégie qui permet au pays de relever les défis et d'affronter les graves problèmes induits par l'évolution générale ou qui sont générés par des erreurs de conception ou d'exécution ». L'autocritique n'est pas loin et si M. Abdelhamid Mehri pense que « le FLN représente une force nécessaire pour l'équilibre politique de la société algérienne » et qu'il doit rester « un facteur de rassemblement et de dialogue », il estime nécessaire d'« élucider les facteurs qui ont conduit à la situation actuelle ».

Le secrétaire général du CC insiste sur « les conditions difficiles », dans lesquelles les directions successives ont œuvré, « qui ont

général de nombreux problèmes entre les dirigeants eux-mêmes ». Il remarque également que « le manque de dialogue politique et de débat libre entre les militants a fait que les considérations personnelles ont souvent dominé la physionomie générale, dominé l'expression que ces dirigeants n'avaient eue que des luttes personnelles pour le pouvoir ».

Préparer les réformes politiques

La décision d'organiser cette conférence des cadres du FLN a été prise en clôture de la réunion tumultueuse du comité central, au printemps. Mais elle avait, en fait, été suggérée dès le 23 octobre dernier par un groupe de dix-huit anciens hauts responsables qui préconisaient, dans une déclaration remise au président de la République, de surseoir au congrès du Parti et d'organiser une « conférence nationale » pour préparer les réformes politiques.

L'unanimité ne régnait pas dans les rangs des anciens responsables du parti, à la veille de la conférence. Plusieurs cadres de l'ALN-FLN de la Wilaya V (Oranie) réunis le 14 septembre à l'université d'Oran (USTO) avaient adopté une résolution politique indiquant leur refus de participer à la conférence et invitant les anciens responsables ALN-FLN des autres wilayas à boycotter la réunion. A un mois du congrès extraordinaire du FLN qui réunira le Front dans le nouvel environnement politique, l'ex-parti unique cohabite durs et déjà avec cinq autres formations.

En effet, après le Parti social-démocrate (PSD), le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS) et le Front islamique de salut (FIS), deux organisations viennent d'être agréées par les autorités. Il s'agit du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et du Parti national pour la solidarité et le développement (PNSD). Trois autres attendent encore le label du ministère de l'Intérieur pour exister officiellement : le Parti du peuple algérien (PPA), le Parti national algérien (PNA) et le Parti pour le renouveau de l'Algérie (PRA).

FREDERIC FRITSCHER.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

ISTH Institut privé des Sciences et Techniques Humaines depuis 1954
Pour vous aider à réussir à l'EXPERTISE COMPTABLE
D.P.E.C.F. - D.E.C.F.
Toutes épreuves
Succès garantis
• Enseignement normal : 20 oct. à fin jan.
• Stage intensif : sept-octobre
ISTH 83, av. d'Ivry 75013 PARIS
TEL. : 42.24.10.72
45.85.59.35

Politique

La préparation des élections PS et RPR mobilisent

Les préfets des départements et des territoires renouvelables aux élections sénatoriales devaient publier, mercredi 20 septembre au plus tard, la liste officielle des candidatures déposées jusqu'au 15 septembre à minuit. Cent deux sièges sont, au total, à pourvoir, dimanche 24 septembre, dans le cadre de la série A, qui comprend les trente-sept départements de l'Ain à l'Indre (plus le Territoire de Belfort et la Guyane), deux territoires (la Polynésie française et Wallis-et-Futuna) et quatre sièges (dont deux supplémen-

taires) réservés aux représentants des Français de l'étranger. Les sénateurs seront désignés par un collège électoral de 47 787 membres (46 954 en métropole) composé des députés, des conseillers régionaux et des conseillers généraux ainsi que des délégués des conseils municipaux qui ont été élus le 3 septembre dernier. Dans tous les départements et territoires où moins de cinq sièges sont à pourvoir, le mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours est en vigueur. En revanche,

dans les Bouches-du-Rhône et la Gironde, où respectivement sept et cinq sénateurs sont à élire, les candidats sont désignés à la proportionnelle. Porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne a déploré lundi, à l'occasion de son point de presse hebdomadaire, que « la surprésentation du milieu rural » au sein du collège électoral transforme les élections sénatoriales en « un scrutin conservateur qui ne reflète pas nos résultats aux dernières élections municipales ». M. Queyranne a cité l'exemple du Finistère où le

PS n'espère aucun siège « alors que toutes les grandes villes, à l'exception de Morlaix, sont détenues par des maires socialistes » (voir ci-dessous). En dépit de ces réserves, le porte-parole du PS espère « augmenter la représentation de son groupe au Sénat », qui compte actuellement vingt-neuf sièges, grâce, a-t-il notamment indiqué, à un gain dans les Côtes-du-Nord, le Gers ou la Gironde. Dans les Bouches-du-Rhône, en revanche, M. Queyranne a estimé que la maintien

Aisne : les deux « camps » de M. Pelletier

LAON
de notre envoyé spécial

« Je suis de droite : voyez l'Aisne : je suis de gauche : voyez Paris ! » Jacques Pelletier aimerait bien laisser planer le doute d'ici au 24 septembre, sur la couleur de son camp politique, mais la chauve-souris a besoin de la pénombre pour s'épanouir et il est bien difficile de mener une campagne sénatoriale hors de la grande lumière, surtout lorsque l'on est, comme le ministre de la coopération et du développement, le seul membre du gouvernement à affronter les grands électeurs sénatoriaux.

L'inconfort de cette situation oblige le ministre candidat à des contorsions qui pourraient ne pas être du goût de son électeur. Travailleur à Paris sous les ordres d'un président de la République et d'un chef de gouvernement socialistes, il n'a pas pu faire ami-ami avec la gauche de son département. Il lui faut donc, dans l'Aisne, convaincre de sa fidélité les grands électeurs de droite. Paul Girod, patron départemental de l'opposition nationale, incite d'ailleurs ces derniers à ne pas oublier leur ancien compagnon.

Impossible d'accuser Jacques Pelletier d'avoir retourné sa veste. Avoir été séduit par le slogan de « la France unie », s'être rallié à François Mitterrand entre les deux tours de la présidentielle, être entré dans le gouvernement d'ouverture de Michel Rocard, tout cela est tout à fait cohérent avec le passé politique d'un homme qui a toujours reproché au gaullisme triomphant de couper la France en deux, qui, avec le Centre démocrate puis les réformateurs, a longtemps recherché une « troisième voie », qui, déjà en 1974, avait choisi le candidat de la gauche au deuxième tour et avait tenté d'ouvrir une porte vers le Mouvement des radicaux de gauche.

La droite renvoie l'ascenseur

Quand Valéry Giscard d'Estaing, en 1978, veut ouvrir son gouvernement vers la gauche, il fait de Jacques Pelletier un secrétaire d'Etat à l'Education ; quand François Mitterrand veut ouvrir le sien vers la droite, il fait du même homme un ministre de la coopération. Le sénateur de l'Aisne n'a pas bougé, ce sont les autres qui sont venus à lui.

A Paris, on peut comprendre. Mais dans les 817 mairies d'un département encore très rural ? Jacques Pelletier a longtemps conforté ce lien en profitant des sentiments antigaulistes des gros agriculteurs, betteraviers et céréaliers, avec qui il a — de tout temps — et est encore — très lié. Mais ces électeurs — là où maintenant se trouvent leur habitat naturel à droite, accompagnés par leur vieux complice André

Rossi et celui qu'il a fait naître à la politique, André Girod, Jacques Pelletier, lui, a continué à arpenter son chemin familial. Il y est de plus en plus solitaire, car les grands airs de l'ouverture, entonnés dans la capitale, ne trouvent que bien peu d'écho dans les campagnes de cette province-ci.

Le classique affrontement droite-gauche a encore les préférences de socialistes amers. Eux qui depuis 1981 donnent de solides majorités à François Mitterrand et trois députés sur cinq constatent que le seul membre d'un gouvernement de gauche issu du département depuis huit ans a toujours été leur adversaire : qu'en juin 1988, déjà ministre, il n'a rien fait — bien au contraire ! — pour aider le candidat du PS dans une difficile bataille contre André Rossi alors que sa « base » personnelle est dans cette circonscription et qu'un léger coup de pouce aurait pu suffire à faire basculer le combat qui fut un des plus serrés de France : qu'en septembre 1989 il n'a pas plus aidé la gauche à tenter de prendre la présidence du conseil général, votant même pour Paul Girod, délégué général des adhérents directs de l'UDF.

Les socialistes contre leur ministre

L'amitié n'est pas un vain mot, même en politique. Jacques Pelletier assure que la condition mise par le président de la République et le premier ministre à son entrée au gouvernement était de garder les mains libres dans l'Aisne. Au jour d'hui, ses partenaires de toujours lui renvoient l'ascenseur. Paul Girod, sénateur sortant, a constitué une liste incomplète avec l'autre sortant Jacques Braconnier (RPR). Il aurait aimé, dit-il, adjoindre à cette liste, comme il y a neuf ans, Jacques Pelletier ; s'il ne l'a pas fait, c'est que vraiment c'était impossible, mais...

« Un peu trop grosse, un peu trop courbe de fil blanc, leur histoire », ont pensé quelques élus de droite, plus classiques... D'abord Gilbert Devèze, un ancien député et ancien sénateur CNRP, qui cette fois a l'investiture du Front national. Ensuite Alain Richet, un saint-quentinois qui a quelques comptes à régler avec Jacques Braconnier. Sur tout Charles Brazier, un divers droite, à qui Paul Girod a pris, sans ménagement, la présidence du conseil général à l'automne et qui ne veut pas comprendre pourquoi les non-inscrits, qui forment le tiers de la majorité de l'Assemblée départementale, n'ont pas leur place sur la liste de celle-ci. Sa campagne vise Jacques Pelletier, mais elle pourrait bien atteindre le sortant RPR dont la position est fragile après qu'il a perdu la mairie de Saint-Quentin.

La gauche n'a pas les poudres de la droite officielle. Les commu-

nistes, bien sûr, qui présentent une liste complète de trois noms. Les socialistes aussi, qui font de même, alors que le rapport de forces au sein des grands électeurs ne leur laisse aucun espoir, sauf si la droite se divise au deuxième tour. Certes, ce n'est pas sorti de gros calibres. Mais enfin, ils sont tous de même camp, ils ont tous voté pour le même candidat contre un membre du gouvernement qu'ils soutiennent à Paris ! Peuvent-ils admettre qu'il soit battu ? Eux peut-être, le « national » certainement pas. Si le ministre candidat est mis en ballottage, ils lui feront payer un soutien que Jacques Pelletier souhaite certes offrir de ne pas effaroucher ses amis traditionnels. Dans l'intérêt de tous, il vaudrait mieux que son élection soit réglée au premier tour.

Seul contre tous, ou presque, puisqu'il l'appuie Paul Girod ne peut être que discret. Jacques Pelletier s'y emploie en faisant appel à ses amis fidèles, à ses soutiens habituels chez certains dirigeants agricoles. Méthodiquement — avec François Lescin qui l'a remplacé au Sénat, qui est à nouveau suppléant et qui, après une longue carrière de centriste antigauliste, vient opportunément d'adhérer à l'Association des démocrates — il a entrepris la tournée de tous les cantons du département.

Partout il tient le même discours : « J'ai toujours été contre les

extrêmes : j'ai toujours essayé de rapprocher les deux France ; il faut prendre ce qui est bon de chaque côté. Depuis quinze mois que je suis au gouvernement, je n'ai pas d'états d'âme : il n'y a pas eu de projets qui m'aient heurté, qui aient été contraires à ma conscience ». Et sans discrétion il fait miroiter l'imbrication pour l'Aisne et pour ses habitants d'être un ministre... C'est bien la seule chose qui chagrine publiquement ses auditeurs : ne s'agit-il pas d'une élection de « dupes » ? Il répond clairement : si on le lui demandait, il préférerait rester au gouvernement encore deux ou trois ans ; son suppléant a pris l'engagement de démissionner pour lui laisser, le moment venu, reconquérir sa place au Sénat.

Les vraies questions, ici comme ailleurs, tournent autour des finances des petites communes, de la nécessité et de la difficulté du travail en commun des collectivités locales. Plus de trente ans de vie politique dans l'Aisne permettent à Jacques Pelletier de connaître tout le monde. Et tout le monde tutoie « Jacques » avant que l'assistant de François Lescin qui n'est autre que le fils de la suppléante de Paul Girod, ne sorte les bouteilles de champagne. En votant le 24 septembre, les grands électeurs de l'Aisne se souviendront-ils de Jacques ou ne verront-ils que le ministre d'un gouvernement de gauche ?

THIERRY BRÉHER.

Finistère : surtout pas de politique !

BREST
de notre envoyé spécial

M. Pierre Maille, tête de liste socialiste, le reconnaît sans trop d'efforts : pour lui, cette campagne sénatoriale, quelques mois seulement après sa victoire à la mairie de Brest, est « une petite sucrerie ». Certes, il conviendrait de le féliciter, mais une « sucrerie de choix ». Et, affirme-t-on, nul n'a d'« adversaire » au sein de sa propre famille politique. Même si M. Lombard rappelle volontiers que ce n'est qu'à Paris, le 5 juillet, où il était venu poser aux côtés de ses collègues pour la photographie de campagne, qu'il a appris qu'il ne figurait pas sur la liste d'union. Même si l'UDF a donné son investiture à la fin à M. Lombard et aux candidats de la liste officielle. Même si ces derniers raillent gentiment, par presse interposée, les « isolés ». Ce ne sont que péripéties, observe-t-on. Preuve que cette campagne est celle d'hommes courtois ? M. Georges Lombard n'a-t-il pas été invité, dernièrement, au mariage de la fille d'Alphonse Arzel...

Sur le terrain, que tous sillonnent avec la même énergie, la polémique n'est donc pas à l'ordre du jour face à des maires et à des conseillers municipaux qui veulent entendre parler de statut de l'élu, de fiscalité locale, des moyens de lutter contre le dépeuplement des campagnes ou de la scolarisation des enfants. Chacun son style : barbe finement taillée, tête haute, costume sombre, discours volontiers empathiques, M. Lombard est incontestablement plus à l'aise dans les exposés sur la Bretagne dans la perspective européenne, dans les débats sur le statut de l'élu, de fiscalité locale, des moyens de lutter contre le dépeuplement des campagnes ou de la scolarisation des enfants. Chacun son style : barbe finement taillée, tête haute, costume sombre, discours volontiers empathiques, M. Lombard est incontestablement plus à l'aise dans les exposés sur la Bretagne dans la perspective européenne, dans les débats sur le statut de l'élu, de fiscalité locale, des moyens de lutter contre le dépeuplement des campagnes ou de la scolarisation des enfants.

M. Marc Bécam, qui, en deux ans, a perdu successivement ses mandats de conseiller général, de député (RPR) et de maire de Quimper, mène une campagne plus intimiste, fort avant tout de son expérience de secrétaire d'Etat aux collectivités locales dans le gouvernement de M. Raymond Barre de 1977 à 1981.

« Professionnel » de la Dotation globale de fonctionnement (DGF), de la décentralisation et de la coopération intercommunale, il a toutefois

La gauche, qui a remporté d'importants succès lors des dernières élections municipales dans le Finistère en enlevant notamment les villes de Brest et de Quimper, semble avoir peu de chances d'obtenir un des quatre sièges sénatoriaux renouvelables, le 24 septembre. A la liste socialiste conduite par M. Pierre Maille, maire de Brest, s'ajoute une liste communiste menée par M. Daniel Croff, conseiller général, et une liste régionale, de sensibilité écologiste, conduite par un conseiller municipal de Brest.

La droite part de son côté en ordre dispersé : la constitution d'une liste d'union RPR-UDF — regroupant trois sénateurs sortants sur quatre candidats, MM. Alphonse Arzel (Union centriste), président du Syndicat « Amoco-Cadiz », Alain Gérard (RPR), élu en 1986 lors d'une élection partielle, et Edouard Le Jeune (Union centriste), et M. Jacques De Mezon (RPR), n'a pas empêché les candidatures « isolées ».

Sont ainsi entrés dans la bataille : le quatrième sénateur sortant, M. Georges Lombard (non-inscrit), ancien président de la Communauté urbaine de Brest, M. Marc Bécam, qui avait abandonné son mandat de sénateur en 1986 pour celui de député, de 1986 à 1988, et qui fut battu aux élections municipales à Quimper, et M. Pierre Chaplain, maire de Ploumenez-Lochrist.

Sur le terrain, que tous sillonnent avec la même énergie, la polémique n'est donc pas à l'ordre du jour face à des maires et à des conseillers municipaux qui veulent entendre parler de statut de l'élu, de fiscalité locale, des moyens de lutter contre le dépeuplement des campagnes ou de la scolarisation des enfants. Chacun son style : barbe finement taillée, tête haute, costume sombre, discours volontiers empathiques, M. Lombard est incontestablement plus à l'aise dans les exposés sur la Bretagne dans la perspective européenne, dans les débats sur le statut de l'élu, de fiscalité locale, des moyens de lutter contre le dépeuplement des campagnes ou de la scolarisation des enfants.

M. Marc Bécam, qui, en deux ans, a perdu successivement ses mandats de conseiller général, de député (RPR) et de maire de Quimper, mène une campagne plus intimiste, fort avant tout de son expérience de secrétaire d'Etat aux collectivités locales dans le gouvernement de M. Raymond Barre de 1977 à 1981.

« Professionnel » de la Dotation globale de fonctionnement (DGF), de la décentralisation et de la coopération intercommunale, il a toutefois

avec M. Arzel un accord de retrait, au second tour de l'élection, en faveur des candidats de droite les mieux placés.

La seule surprise pourrait en fait venir de M. Pierre Chaplain, un agriculteur de cinquante-quatre ans, maire d'une commune de deux mille cinq cents habitants. M. Chaplain ne fait « surtout pas de politique » et se bat pour le « bien public ». Sans le secours d'un parti, entouré de bénévoles, il pèse contre ces sénateurs « cumulards », qui « passent plus de temps à remplir leur feuille de route qu'à servir le bien public ». Et, toujours sans faire de politique, il montre en souriant la dernière livraison de littérature de campagne de la « liste d'union » RPR-UDF — mal affranchie à 2,20 F au lieu de 2,70 F, taxe qu'il s'est refusé à payer, — présentant aux grands électeurs... le groupe RPR du Sénat, sans dire un mot de l'UDF.

M. Chaplain, qui espère obtenir « au moins 350 voix » sur les 2065 grands électeurs du département, n'a pas donné son accord formel pour un désistement au second tour. Une incertitude qui ne semble guère inquiéter M. Arzel.

PASCAL ROBERT-DIARD.

GEOSTRATEGIE ET DEFENSE

S'ARMER POUR GAGNER LA PAIX: ANALYSE D'UN PARADOXE

Sous la direction de Jean-Yves Capul

Les Cahiers Français
100 pages, 47 F

LA DOCUMENTATION FRANCAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tel. (1) 40.15.70.00

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES FEMMES EN MARCHÉ

Avec notamment des articles de :
Yvette ROUDY, Ségolène ROYAL,
Benito GROLLY, Elisabeth BADINTER,
Collette AUDRY.

Envoyer 80 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, un spécimen du dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 F de bonification), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

La médication :
médicaments et modes d'emploi

DES NOUVELLES DONNES POUR L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE FRANÇAISE

par Christine Huttin

Notes et Etudes Documentaires
114 pages, 50 F

LA DOCUMENTATION FRANCAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tel. (1) 40.15.70.00

Politique

groupes

contre gauche

INSTANT

PHAPAGE LA R

صلى الله عليه وسلم

Politique

sénatoriales

leurs troupes

de la candidature de M. Robert Vigouroux, maire de Marseille (dissident du PS) « fera perdre un siège à la majorité présidentielle ». « Nous n'avons pourtant pas ménagé nos efforts, a-t-il ajouté, et je déplore que Robert Vigouroux n'ait pas accepté les propositions raisonnables du PS et qu'il ait choisi la division plutôt que la réconciliation. »

Parallèlement, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a souligné, dans sa Lettre du groupe RPR du Sénat publiée lundi,

que « l'opposition se mobilise pour que la majorité sénatoriale et en particulier le groupe du RPR sortent encore renforcés de ce scrutin afin de faire échec aux projets qu'inspire à ce pouvoir une idéologie qui lui est consubstantielle ». Estimant que « la gauche est, selon toute vraisemblance, au pouvoir pour quelques années », M. Pasqua a fait observer que « le Sénat est redevenu aujourd'hui ce qu'il avait été entre 1981 et 1986 : l'unique bastion national de l'opposition ».

droite unie contre gauche divisée

coutume, a ici réalisé l'union.

M. Moynet et ses deux amis croient qu'on gagne les élections sur un bilan. Alors, ils distribuent de beaux dépliant sur papier glacé, consacrés au compte rendu de leur mandat, avec mention de chacune de leur interventions. Les trois sortants ont chacun leur image, leur réputation et leur style.

Ainsi M. Michel Rigou (MRG) donne dans le genre « copain », décontracté, incoïtable sur les questions agricoles comme sur les activités du littoral. L'homme fort de la région de Saint-Jean-d'Angély, M. Stéphane Bonduel (divers gauche), joue de son principal atout : son intérêt pour le tourisme, et son caractère conciliant qui en fait, dans son secteur, une sorte de recours ou d'arbitre. Quant à « Joey », il se voit réserver les questions de finances locales et se réserve les « pointes » politiques... contre la droite, ses « Batman » et ses « Zorro », qui « prétendent que depuis qu'ils sont là tout va bien », et qui « confondent bonne administration et BB comme béton-bitume ».

Centriste, rural et radical

L'essentiel du discours des trois candidats de l'union UDF-RPR se résume aux liens qui les rassemblent, à l'esprit d'équipe qui les anime, et à l'efficacité de leur complémentarité... Il est vrai qu'il y a neuf ans la droite dispersée avait,

entre autres concurrents, MM. Blizot, aujourd'hui président (CDS) du conseil général, et Belot. Cette fois, le premier a décidé de prendre le second sur sa liste et de choisir comme troisième homme M. Michel Doublet, suppléant de M. Jean de Lipkowski (RPR). Ce dernier, qui a perdu sa mairie de Royan en mars, y a vu une mauvaise manière, mais il ne s'est pas pour autant présenté.

Sur le ton de la confiance, ce novice en campagne sénatoriale, M. Doublet, qui se définit « non comme le régional de l'étape », mais comme le « rural » du trio, assure : « J'ai passé plus de temps avec eux [ses deux colistiers] depuis 1985 [date à laquelle la gauche a perdu la majorité du conseil général et M. Blizot en est devenu le président] qu'avec ma femme. »

Après le « président » centriste et le RPR « rural », c'est le « radical » qui intervient dans les réunions de délégués. Professeur à l'université de Poitiers, M. Belot, l'« économiste » de la bande, est maire de Jonzac, commune-éponyme de ce que l'on peut faire de mieux en espaces verts, carrefours grandioses, kilomètres de bitume et esprit de franche camaraderie au conseil municipal. Candidat à plus de fonctions qu'il n'en décline, M. Belot, dont on dit qu'il agace autant qu'il plaît, n'hésite pas à plaider pour « le sang neuf » qu'il faut introduire au Sénat et pour l'accroissement des responsabilités pour « les hommes

pragmatiques et les hommes d'action », sous-entendu pour les responsables du conseil général.

Le souverain président du conseil général, M. Blizot, ne craint pas d'aller à l'encontre des idées les mieux reçues. Quand on lui demande si le cumul des mandats à la tête du département et au Parlement ne sera pas trop lourd, il affirme que la présidence du conseil général d'avant la décentralisation demandait beaucoup plus de temps dans la mesure où toutes les décisions qu'il prenait obligeaient le président du conseil général à perdre beaucoup d'énergie dans les négociations avec le préfet.

C'est la première fois, de mémoire de grand électeur charentais, que l'issue d'un scrutin sénatorial apparaît aussi imprévisible. En mars dernier, près d'un tiers des fauteuils de maire ont changé de titulaires. Une infime minorité des maires affichent une préférence partitane.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Sont en lice : la liste « majorité de progrès », composée des trois sénateurs sortants (MM. Joy Moynet, div. g., Stéphane Bonduel, div. g., et Michel Rigou (MRG) ; celle d'union de l'opposition, composée de MM. François Blizot, UDF-CDS, Michel Doublet, RPR, et Claude Belot, UDF-rad ; celle du Parti socialiste, composée de MM. Michel Baron, Patrick Moquet et Michel Cheneau ; celle du Parti communiste, composée de MM. Léon Bolly, Jean Pétard et Guy Fredon.

le must de Cartier

Ferrari Formula Yves Saint Laurent Collection

ORGANISENT UNE VENTE DE BIJOUX ET OBJETS "HORS COLLECTION" A PRIX RÉDUITS AU PROFIT DE

LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE

LE SAMEDI 23 SEPTEMBRE 1989 DE 9 H A 18 H 30

HÔTEL GEORGE V. 31, AVENUE GEORGE V PARIS 8^e
HÔTEL LUTETIA. 47, BOULEVARD RASPAIL PARIS 6^e

FOYER DU GRAND THÉÂTRE, PLACE DE LA COMÉDIE - BORDEAUX
PALAIS DU COMMERCE, PLACE DE LA BOURSE - LYON
C.M.C.I., CENTRE MÉDITERRANÉEN DU COMMERCE INTERNATIONAL
2, RUE HENRI BARBUSSE - MARSEILLE 1^{re}
HÔTEL PLAZA-CONCORDE, 12, AVENUE DE VERDUN - NICE
CROIX-ROUGE FRANÇAISE, CHEMIN DE LA BRETEQUE - BOISGUILLAUME

LE PROFIT DE CETTE VENTE SERA VERSÉ À LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE POUR LE SOUTIEN DE SES ACTIONS DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE SUR LE TRAITEMENT DE LA DOULEUR

Fine...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

CHEZ GUY SAVOY Paris 17^e

VOLVIC

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

INSTANTANÉ D'UN NOUVEAU COMMUNICANT.

Le nouveau communicant ne se fait pas de souci. Il sait qu'avec Alphapage, il peut être joint par Minitel... et du monde entier!

Le nouveau communicant a la liberté dans le sang. Avec Alphapage il peut être joint 24 h sur 24 aux quatre coins de son territoire.

Même s'il a la tête en l'air, le nouveau communicant n'a pas de trou de mémoire. Stockpage, un service Alphapage, conserve 24 h minimum tous les messages qui lui ont été envoyés.

Le nouveau communicant a l'esprit pratique. Il achète ou loue son Alphapage. Son inscription payée une fois pour toutes, il recevra sa facture d'abonnement tous les 2 mois.

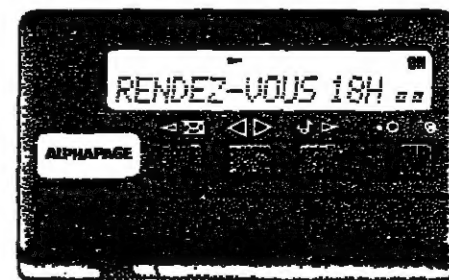
Attention! Le nouveau communicant est très rapide à la détente. Informé grâce à son Alphapage, il peut réagir à la seconde près.

Les yeux du nouveau communicant lui permettent de voir le signal lumineux l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a du nez. Il a tapé 3614 code Alphapage sur son Minitel, et depuis il est au courant de tous les services Alphapage.

La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Alphapage, le secret du nouveau communicant vous donne la liste de ses distributeurs en tapant 3614 code Alphapage sur votre Minitel.



TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COSECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES

FRANCE TELECOM

Politique

Un entretien avec M. Alain Carignon (RPR)

« Le pouvoir politique est aux abonnés absents »

M. Alain Carignon, maire de Grenoble, vient de créer, au sein du RPR, son propre courant. M. Carignon s'explique sur cette initiative, sur la rénovation des partis. Il accuse également les socialistes d'avoir mis le pouvoir politique « aux abonnés absents ».

« Vous avez créé le premier « courant » au sein du RPR. Pourquoi l'avoir appelé VIE ? »

« Parce que ce courant veut incarner la vitalité économique, l'imagination sociale et la préoccupation de l'environnement et aussi rappeler que l'action politique c'est la vie. »

« Qui est avec vous ? »

« Des parlementaires et des élus locaux dont les noms seront révélés en octobre lorsque nous présenterons au sein du RPR des propositions positives pour l'avenir. Nous voulons faire passer les idées et nous voulons éviter les querelles de personnes. »

« Y-a-t-il beaucoup de rénovateurs avec vous ? »

« Il va de soi que tous ceux qui m'ont manifesté leur amitié ces derniers mois sont à mes côtés. Bien entendu, d'autres membres du RPR, qui ne s'étaient pas manifestés jusque-là, y participent. »

« Quel est désormais l'avenir de l'association des rénovateurs autour du groupe des « douze » ? »

« Ils ont un rôle important que l'on peut qualifier de « trans-partis », qui consiste à proposer à leur mouvement des idées pour le renouvellement et pour l'union. Chacun les défend dans le cadre des règles de fonctionnement de sa propre formation. »

« Vous voulez donc la rénovation par l'intérieur ? »

« Alain Juppé a fait beaucoup pour que les choses bougent dans le RPR. Le Conseil national de juin a accepté l'expression de sensibilités diverses. Cette décision s'impose donc désormais à tous. »

« Et pourtant, M. Pasqua a critiqué le principe même des « courants ». »

« Il n'est pas dans les habitudes de Charles Pasqua de critiquer les décisions prises par le RPR dans son Conseil national unanime. »

« Quelles différences y a-t-il entre ce que vous souhaitez et ce que propose M. Jacques Chirac ? »

« Je ne cherche pas à me différencier de Jacques Chirac dont l'autorité à la tête de notre mouvement et son avenir ne sont pas en cause. »

« Mais alors, pourquoi un courant ? »

« Mon analyse est simple : la société française a connu de nombreux et réels changements et le monde politique n'en a pas assez tenu compte. La classe politique

paraît vouée à devenir une sorte de nouvelle Eglise avec crise des vocations et absence de fidèles. »

« Quels sont vos remèdes après diagnostic ? »

« Il faut une évolution forte sur deux plans. D'une part, la fin du monolithisme des mentalités fait courir aux partis politiques, eux-mêmes hyper-monolithiques, le risque de ne être que des groupes de pression et non des structures aptes à rassembler et donc à gouverner. Ils doivent donc s'ouvrir et se diversifier. »

« D'autre part, l'autorité interne doit être plus partagée, mieux expliquée et davantage concurrencée. Nous exaltons la diversité dans le sport, dans l'économie, nous acceptons la diversité dans la culture. Pourquoi ne pas en faire autant pour nos propres organisations politiques ? »

« Cette diversité ne peut être comprise que si elle répond à des idéaux, des aspirations et non à des conflits de carrière, des ambitions de personnes comme montre le Parti socialiste en offrant un spectacle affligeant. »

Le seuil d'incompétence de l'Etat

« Et pourtant, le PS connaît le système des courants ? »

« Le système du PS a abouti du fait des conflits de personnes à une sorte de fossilisation. Si vous ajoutez à cela que M. Mitterrand se comporte avec les Français comme s'il les considérait comme des enfants, leur prenant la main pour les faire traverser, on comprend que le débat d'idées soit mis en veilleuse. »

« En matière d'idées, c'est au RPR de reprendre l'initiative. Tenez, il y a juste vingt ans, le 16 septembre 1969, Jacques Chaban-Delmas proposait la « nouvelle société ». Elle est toujours d'actualité. Car le problème ne se pose pas seulement en termes de croissance et de partage comme le fait M. Rocard. Aujourd'hui, le risque social s'étend à de nouveaux domaines qui concernent l'éducation, la qualité de la vie, l'insécurité, la drogue. La croissance économique seule est donc incapable de couvrir le coût de cette protection sociale élargie. »

« Le RPR est-il capable de proposer cette réforme de la société ? »

« En 1958, les gaullistes, autour du général de Gaulle, ont réformé un Etat qui était inadapte. Aujourd'hui, trente ans après, il faut reprendre l'ouvrage. »

J'ai confiance car chaque fois les gaullistes ont su être de vrais réformistes. Le RPR peut donc incarner les solidarités modernes même s'il lui faut parfois un aiguillon. On ne peut pas s'accommoder longtemps d'une société civile sans direction politique. Le pays a besoin de règles et d'hommes qui l'accompagnent et le conduisent. Il est inquiétant que le pouvoir politique soit « aux abonnés absents ». Aujourd'hui, l'Etat a atteint son seuil d'incompétence car il a trop étendu son champ d'intervention. Il devrait se contenter de réguler et de contrôler mais laisser la plus grande partie de la gestion à d'autres plus proches de la société civile et plus agiles. »

« Et l'actuel président de la République ? »

« Son gouvernement manque d'esprit réformateur. »

« Il a pourtant proposé des réformes de la Constitution. »

« La saisine directe du Conseil constitutionnel, je l'avais souhaitée il y a un an au moins. Ce n'est pas suffisant. Il faut d'autres réformes comme le référendum d'abrogation des lois, les référendums locaux, la saisine directe du médiateur, la consultation des citoyens sur la sécurité routière, l'éthique médicale, la peine de mort, la drogue, etc. pour renforcer la démocratie directe. »

« Jacques Chirac assigne à l'opposition de préparer l'alternance. N'est-ce pas trop tôt ? »

« C'est le rôle de l'opposition de se préparer à accéder au pouvoir. Mais il faut prendre d'abord en compte ce qu'attendent les citoyens et il faut exposer nos choix et nos priorités. Jacques Chirac a raison de poser les problèmes en termes d'alternance, c'est sain dans une démocratie. »

« L'opposition peut-elle y aller en ordre dispersé ? »

« L'union de l'opposition est inéluctable à terme. Personne n'a encore trouvé la bonne méthode mais il faut que cela soit résolu avant 1993. Si l'opposition a des idées et qu'elle en débat, elle peut gagner ; si elle en vient aux querelles d'hommes, alors ce sera compromis. »

« Etes-vous partisan d'un candidat unique à la présidentielle ? »

« Je suis partisan d'une méthode par laquelle toutes les composantes de l'opposition se mettent d'accord. Car si l'une seule d'entre elles manque à l'appel, nous risquons d'échouer. »

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON.

Le « chantier » de la région parisienne

M. Rocard déplore que Paris devienne une « ville à deux vitesses »

M. Michel Rocard veut pousser les feux sur l'un de ses grands chantiers : le réaménagement de la région parisienne. Il l'a dit, lundi 18 septembre, à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), à l'occasion du vingtième anniversaire de l'établissement public d'aménagement de cette ville nouvelle, qu'il connaît bien puisqu'elle jouxte Conflans-Sainte-Honorine.

Le premier ministre est particulièrement sensible à ce dossier, dont il n'est pas loin de penser qu'il est l'un des plus importants de ceux qu'il doit régler. Il a été heurté par certains doutes émis après la présentation de son plan, au conseil des ministres du 26 juillet. La « méthode » se heurte, en effet, à une difficulté de perception.

Il est persuadé que l'amélioration de la situation est une œuvre de longue haleine, puisqu'elle passe par l'élaboration d'un nouveau schéma d'aménagement et sa traduction sur l'urbanisme régional.

Il sait que, dans une région dominée par l'opposition, le pouvoir central ne peut imposer ses vues s'il ne convainc pas une bonne partie des élus locaux de droite. Pourtant, M. Rocard sait aussi qu'il faut que le changement se traduise vite pour les Franciliens, puisqu'il estime que leurs conditions de vie et de logement sont une des causes importantes du malaise de la fonction publique, qui est particulièrement sensible dans des services fortement implantés en Ile-de-France : infirmiers, postiers, policiers, agents des impôts.

Ainsi, le chef du gouvernement, qui avait été accueilli à Cergy-

Pontoise par cinq cents à six cents manifestants de la CGT, de la CFTD, de FO, du SNI et du SNUI (syndicat autonome des impôts), a affirmé, dans son allocution, que « l'agreur » des manifestants est « l'expression des difficultés de la région parisienne ».

C'est aussi certainement à eux qu'il pensait quand il a déclaré : « C'est une véritable ville à deux vitesses qui est en train de se constituer sous nos yeux. D'un côté, les entreprises symboles de la prospérité retrouvée et ceux qui peuvent s'offrir d'habiter au cœur d'une des plus belles villes du monde. De l'autre, le plus grand nombre, qui vit de plus en plus mal, soumis à une dégradation constante de ses conditions de transport et aux difficultés de logement. »

Aussi M. Rocard a-t-il annoncé que le programme que prépare M. Michel Delebarre, pour la fin du mois de septembre, aura pour but de « s'attaquer, sans délai, aux évolutions les plus préoccupantes notamment dans le domaine du logement, des transports ou des déséquilibres habitat-emploi », car, a-t-il ajouté : « J'ai tenu à ce que des mesures très concrètes soient décidées immédiatement pour que les choses commencent à changer très vite sur le terrain ». Ce coup d'accélérateur n'empêche pas la poursuite d'un travail à long terme, puisque M. Jean-Paul Huchon, le directeur de cabinet du premier ministre, en lançant le réaménagement de la région parisienne dans les « travaux d'Hercule », a affirmé qu'il s'agit d'une tâche pour « cinq à dix ans ».

Th. B.

10^e ÉDITION

LES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Sous la direction d'Alfred Grosser

L'année politique, économique et sociale des dix-huit pays de l'Europe occidentale dont la France.

Notes et Études Documentaires
328 pages, 80 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

Commission nationale de l'informatique et des libertés

9^e RAPPORT D'ACTIVITÉ 1988

INFORMATIQUE: la Commission veille pour la protection des droits et des libertés des individus.

CNIL

9^e rapport d'activité, 1988
446 pages, 120 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

COLLOQUE
du
PARTI SOCIALISTE

la France et ses entreprises

Paris - 23 et 24 septembre 1989.
Hôtel Méridien-Etoile

Rens: PARTI SOCIALISTE, 10, rue de Solferino, 75007 Paris. Tél. (1) 45 56 77 00

Samedi 23 Septembre 1989

• 9h30: OUVERTURE du COLLOQUE

M. Daniel CHOLLEY. Délégué Général à l'Entreprise, au Secteur Public et à la Planification.

Interventions de M. Pierre MAUROY. Premier Secrétaire du Parti Socialiste.

M. Roger FAUROUX. Ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire.

• PRESENTATION des RAPPORTS du COLLOQUE

"L'entreprise dans la France d'aujourd'hui". M. Sylvain HERCBERG

"Un nouveau dialogue social". M. Michel JAUREY

"Les entreprises françaises face aux défis européens et internationaux". M. Michel RAFFET

Intervention de M. Laurent FABIUS. Président de l'Assemblée Nationale.

• 12h30: DEJEUNER

• 14h30: TABLES RONDES

"L'entreprise dans la France d'aujourd'hui".

Présidence M. Jean-Marie BOCKEL. Député-Maire de Mulhouse.

Président de la Commission de la Production et des Echanges de l'Assemblée Nationale.

"Un nouveau dialogue social". Présidence M. Paul CALANDRA.

Membre du Conseil Economique et Social. Directeur des Relations Sociales de Thomson.

"Les entreprises françaises face aux défis européens et internationaux".

Présidence M. José BIDEgain. Dirigeant d'entreprise, Chargé de Mission

auprès du Ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire.

18h00: FIN des TRAVAUX de la PREMIERE JOURNEE

Dimanche 24 Septembre 1989

• 10h00: OUVERTURE des TRAVAUX

Table ronde plénière: "La France et ses entreprises".

Intervention de M. Michel CHARZAT. Député de Paris, Secrétaire National à l'Entreprise,

au Secteur Public et à la Planification du Parti Socialiste.

Intervention de M. Michel Rocard. Premier Ministre.

• 12h30: FIN des TRAVAUX

communiqué 43407/82

صكرا من الامل

Un livre sur l'affaire des Irlandais de Vincennes

Le brûlot vengeur du commandant Beau

Un homme, un militaire, le lieutenant-colonel Jean-Michel Beau, en retraite de la gendarmerie depuis 1987, après vingt-six années de service, publie un livre au titre manifeste : *L'honneur d'un gendarme* (1). Ce livre, à la fois plaidoyer et règlement, écrit par son auteur comme l'on suit une thérapie, est d'abord celui d'un soldat racontant l'effondrement de son monde, de ses valeurs, de ses amitiés. Mais il est bien plus encore une sorte de brûlot vengeur et explosif.

La lecture de *L'honneur d'un gendarme* crée un sentiment de malaise. Soit il s'agit de fiction, la fiction d'une série B politico-policier, une sorte de scénario habile inspiré des ténébreuses « affaires » d'Etat. Soit il s'agit d'une réalité beaucoup plus inquiétante, le récit fidèle de l'affaire dite des Irlandais de Vincennes. Une affaire où s'est égaré en 1982 la cellule antiterroriste de l'Elysée, où se sont déchirés d'anciens compagnons d'armes, officiers et sous-officiers de la gendarmerie nationale. Une affaire enfin où a failli sombrer un homme, Jean-Michel Beau, victime pas tout à fait innocente, « coiffe d'un chapeau trop grand pour lui », selon ses propres termes.

S'il s'agit bien de cette affaire-là, ainsi racontée, et si la mémoire de celui qui couvre les irrégularités de procédures commises à Vincennes par le GIGN est fidèle, ce que rapporte le commandant Beau est grave. Ainsi ce récit d'une série de rencontres :

- 20 octobre 1982, palais de l'Elysée : « Dès mon arrivée, je comprends à la mine de Prouteau que nous avons des problèmes. »
- « Regardez. »
- « Il me tend le P.V. des auditions des Irlandais faites au juge Vertheux. »
- « Tu as eu ça comment ? »
- « T'occupes-tu. »
- « Je suis rapidement édifié : les Irlandais contestent tout, soulignent leur non-participation à la perquisition, en discutent les résultats, mentionnent la présence de civils. »
- « C'est gagné ! Qu'est-ce qu'on fait ? »
- « Prouteau est catégorique : »
- « On fait tout. On va pas se laisser emmener par des terroristes. »
- « Le juge ne se contentera pas de ma seule audition. Tout le monde va y passer, les OPI, Barril, le GIGN. »
- « Ce n'est pas un problème ! (...) Il suffit que Paul et toi vous les briefiez. (...) »



« Je trouve son optimisme démesuré. Nous allons au massacre si tout n'est pas coordonné. »

« Ne te fais pas de bile. J'en ai discuté avec le président ; il n'est pas question de laisser un petit juge emmener des gendarmes qui font leur devoir, pour de simples détails. »

27 octobre 1982. Pour la quatrième fois, Beau, alors commandant, se rend à l'Elysée pour y rencontrer M. Christian Prouteau, nommé l'été précédent conseiller technique de M. François Mitterrand. Il s'agit de celui-ci déclare : « Il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Je n'ai déjà dit que le président ne tolérera jamais qu'un petit juge vienne chercher des histoires à des gendarmes qui n'ont fait que leur devoir. Je vais faire contacter Arpaillange » (alors procureur général de Paris).

« Tout doit tenir. »

Novembre 1982, deuxième visite au « château ». « Tu devais paraître à l'audience que le juge se calme », assure avoir demandé Beau. Réponse de Prouteau, toujours selon le livre : « Je l'ai fait. J'ai eu des assurances, via la chancellerie. Le Parquet suivra de très près le dossier et est déjà intervenu pour faire discrètement passer le message. Contentons-toi de réunir tes sous-officiers pour l'assurer qu'ils ne vont pas raconter des conneries. »

3 février 1983, septième visite. Le commandant Beau affirme faire état

pot aux roses fut découvert, en juin 1983 : au président de la République lui-même qui, en septembre 1987, lors de l'inculpation de M. Prouteau, avait un écho appuyé de celui-ci « un homme extraordinaire ». « Le prototype de ce que notre armée peut produire. »

La loi du genre est que l'on règle des comptes. Mais il n'y a pas que cela. Toutes les affaires où l'Etat s'est placé hors jeu, ignorant ses propres règles, ont été de commun qu'on y croise des seconds rôles qui tombent de haut, écrasés par ce qu'ils avaient servi, livrés à eux-mêmes, au ressentiment et au désespoir, quand ce n'est pas — et ce fut le cas du commandant Beau — à la dépression. Aujourd'hui, il en sort par la grâce de la confession, en vidant sans précaution son sac. Sans se donner pour autant le beau rôle. Son credo tient en trois points : 1) oui, il a en toute conscience couvert les irrégularités de procédure de Vincennes, en croyant agir au nom d'une suprématie « raison d'Etat » ; 2) non, il ne l'a pas fait seul ; M. Prouteau savait tout ; 3) non, il ne savait pas que les pièces à conviction avaient été, en fait, déposées préalablement dans l'appartement par le GIGN.

Top secret

Et il est indiscutable que MM. Prouteau et Barril présenteront à ce brillant officier, en passe alors de prendre la tête de la plus importante unité de police judiciaire de la gendarmerie, l'opération de Vincennes comme un secret d'Etat, comme un dossier directement suivi par le président lui-même. « L'affaire est top secret. Le président ne souhaite pas qu'on en parle avant. » « Tu n'asvertis absolument personne, ni parquet ni hiérarchie, avant que je te rappelle (...) Je vais contacter le président à Luchon pour lui rendre compte. » « Je viens d'avoir le président. Il est très content, il vous félicite, il va faire un communiqué à la presse » : autant de phrases que M. Beau assure avoir entendues de la bouche des deux « supergendarmes », le 28 août 1982, à Vincennes.

L'aspect le plus passionnant de ce récit est la quête de son auteur pour savoir, pour comprendre à quel point il fut « naïf », ou plutôt aveugle. Avec des ruses de Sioux, le localiste lui-même, l'informateur du capitaine Barril, livrant en 1985 au juge d'instruction son adresse par un télégramme anonyme. Il ne faut rien de ses contacts, avec d'autres gendarmes mais aussi avec des journalistes, dont ceux du Monde et du Canard enchaîné. Une fois n'est pas coutume, la source de quelques scoops se dévoile elle-même : c'est en effet le commandant Beau qui fit « fuiter » dans des colonnes tel ou tel document ladinement classé « secret défense ».

En ce sens, ce livre est vrai. Sans doute M. Beau aura-t-il droit à une vigoureuse contre-attaque de ceux qu'il accuse. Mais peu lui importe : il aura dit sa vérité, en espérant que, faite d'un tribunal, ce livre lui rende justice. Au passage, il aura, pour la petite histoire des faces cachées de l'Etat, laissé un témoignage utile. Car cette affaire, qui fut aussi celle de la chute d'officiers de gendarmerie ayant compromis, dans l'aventure, l'arme toute entière, son image et son honneur, permet de comprendre nombre d'aspects de la récente grippe des gendarmes. Ce fut en quelque sorte une première alerte. Toutes les leçons n'en furent pas tirées à temps. Et M. Beau, de ce point de vue, reste à mi-chemin, proclamant toujours son inébranlable fidélité à une institution qui a pourtant brisé sa carrière et sa vie.

EDWY PLENEL

JUSTICE

Affaire Touvier Le juge consulte les archives du diocèse de Lyon

M. Jean-Pierre Gotti, juge d'instruction à Paris, chargé du dossier des plaintes pour crimes contre l'humanité visant Paul Touvier, ex-chef du service de renseignement de la milice lyonnaise, s'est rendu, lundi 18 septembre, à Lyon, pour y consulter les archives du diocèse. En juin dernier, le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, avait annoncé que ces archives seraient mises à la disposition du juge afin que celui-ci puisse recueillir « tous les éléments suffisants » sur les relations entre

Dans l'Isère Huit ans de silence autour d'une affaire d'inceste et d'infanticide

LYON
de notre bureau régional

« On ne savait pas bien de quel il vivait ; il n'avait pas peur, alors on ne cherchait pas à savoir », racontent les vieux habitants de ce village de l'Isère, indignés, mais finalement peu surpris d'apprendre les crimes commis dont leur voisin, André L., est accusé.

L'homme, cinquante-deux ans, a été inculpé de viol par ascendant sur mineur et infanticide, et écroué à la maison d'arrêt de Bourgoin-Jallieu le 15 septembre. Il lui est reproché d'avoir fait subir des violences sexuelles à sa fille Christine, qui, entre quatorze et seize ans, avait mené à terme deux grossesses, en les dissimulant sous d'épais bandages. Chaque fois, il l'aurait accouchée lui-même, avant d'étouffer les enfants et de les enterrer dans le jardin attenant à sa ferme. Christine, aujourd'hui âgée de vingt-deux ans, vit dans une villa proche de la Suisse. Lors d'un passage à Bourgoin, elle s'est confiée à une amie qui, avec son accord, est allée tout raconter au commissariat.

« Avant de s'installer au village, le père L. cherchait du bois, au noir, du côté de Bourgoin. Un jour, il s'est pris la jambe dans un câble : ça l'a coupé net, au-dessous du genou. Depuis, il porte une prothèse », raconte l'un des habitants. « C'est possible pour ça que sa femme l'a quitté. Il est arrivé ici en 1981, avec ses six enfants. Il devait toucher une petite pension d'invalidité et les allocations familiales. Et puis, il bricolait, sans doute. On lui avait refusé la permission de construire, à cause de sa jambe. Mais il conduisait un tracteur. Quand on se retrouvait dehors, il faisait tout son possible pour vous empêcher de passer », se souvient un client du café-restaurant.

André L. avait acheté une ferme isolée, où il élevait quelques poules, un cochon, une vache et des chèvres. Il avait planté un panneau interdisant l'accès, « sauf aux riverains », du long chemin de terre qui, de la route départementale, conduisait à sa maison. Près de la ferme désertée, trois chiens en liberté assaillaient les voitures des visiteurs en aboyant à tue-tête. Plusieurs automobiles et tracteurs attendaient dans une cour boueuse et envahie de ferrailles. Une vieille porte en bois grise ferme la grange attenante à la maison, dont les volets sont délabrés. L'arrière est devenu un véritable chantier creusé par les engins des enquêteurs qui cherchent les corps des bébés.

RAFAËLE RIVAIS.

Les difficultés de M. Ibrahim Souss

« Je me suis toujours senti un peu juif... »

M. Ibrahim Souss affirme qu'il se sent « un peu plus juif encore » depuis que se manifeste l'hostilité de ses futurs voisins de La Celle-Saint-Cloud dans les Yvelines (le Monde du 8 septembre). « Toute cette campagne contre moi a été que racisme à l'état pur », souligne le représentant de l'OLP en France dans un entretien accordé au correspondant du Jerusalem Post à Paris. Non pas du racisme contre Souss de l'OLP, mais Souss l'Arabe. Je me suis toujours senti un peu juif, mais depuis cette affaire, je me sens un peu plus juif encore. »

Alois qu'il avait vainement tenté de s'installer à Rueil-Malmaison, puis à Garches (Hauts-de-Seine).

avant de choisir La Celle-Saint-Cloud. M. Souss avait vu ses futurs voisins, effrayés par « les mesures de sécurité », signer des pétitions pour l'empêcher de venir habiter dans leur quartier. « Le racisme et l'antisémitisme sont largement développés en France, poursuit-il. Je suis persuadé que si un Israélien bien gardé avait voulu acheter une maison dans le voisinage, il aurait rencontré les mêmes problèmes de la part de ses voisins. »

M. Ibrahim Souss ne renonce, toutefois, pas à s'installer à La Celle-Saint-Cloud. « Ultérieurement, je reviendrai probablement dans cette maison à la municipalité », souligne-t-il. Je n'ai pas l'intention de vivre dans un environnement aussi raciste. »

Par ailleurs, SOS-Racisme se déclare « choqué » par l'hostilité des futurs voisins de M. Ibrahim Souss. Dans un communiqué, publié lundi 18 septembre, l'association antiraciste rappelle que « la liberté de résidence est un principe élémentaire de la France. Elle s'applique à tous, sans distinction aucune ».

Le Monde

PUBLICITÉ
TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

CAP'COM

VALENCE 27, 28, 29 SEPTEMBRE 1989

SALON DE LA COMMUNICATION DES INSTITUTIONS, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

PROGRAMME

DÉBAT D'OUVERTURE

« La communication des collectivités : nouveau métier ? Nouveau profil ? » à partir d'un sondage exclusif réalisé pour le Monde, le groupe Stratégies, la Gazette des communes et l'UNHLM. — Mercredi 27 septembre — 12 h 15

COLLOQUES

- « Images de quartiers, image de ville »
Mercredi 27 septembre — 14 h.
- « Tourisme et séjours »
Mercredi 27 septembre — 14 h 30.
- « Communication économique et identité territoriale »
Jeudi 28 septembre — 14 h.
- « Ressources humaines, management et communication interne »
Jeudi 28 septembre — 14 h 30.
- « Communiquer en situation de crise »
Vendredi 29 septembre — 14 h.

ATELIERS

- « Le téléphone, outil de communication : comment l'optimiser ? »
Mercredi 27 septembre — 15 h.
- « Les réseaux télématiques »
Jeudi 28 septembre — 10 h 30.
- « PAO et outils de présentation »
Jeudi 28 septembre — 11 h.
- « Élaboration et traduction graphique d'un concept de presse municipale »
Jeudi 28 septembre — 15 h.
- « Sondages, études, pré et post tests »
Vendredi 29 septembre — 15 h.
- « L'affiche »
Vendredi 29 septembre — 15 h 30.

et de nombreuses conférences organisées par les exposants

RENSEIGNEMENTS :

Philippe Bleicher ou Corine Letting
Téléphone : (16) 78-52-10-82.

Société

50 000 sans-abri à Porto-Rico

Le cyclone Hugo a dévasté plusieurs îles sur son passage

Après avoir semé la désolation dans l'île de la Guadeloupe, le cyclone tropical Hugo est arrivé sur Porto-Rico dans la matinée du lundi 18 septembre. Au passage, il avait tué cinq personnes à la Guadeloupe puis six à Montserrat, et deux à Antigua.

A la Dominique, on ne déplore pas de victimes, mais les dégâts matériels sont considérables. Sur l'île de Montserrat, Hugo a privé de toit 99 % des 12 000 habitants et détruit la majorité des cultures. Des

dégâts sont signalés aussi dans les îles Vierges.

Porto-Rico ne déplore, mardi, qu'un seul mort, mais ce n'est là qu'un bilan provisoire. On compterait 50 000 sans-abri, surtout sur la côte nord de l'île.

Dans l'après-midi du 18 septembre, le cyclone se déplaçait de nouveau sur une mer chaude, risquant d'y puiser un supplément d'énergie. Il semblait vouloir se diriger vers

les îles Turks et Caïcos puis vers les Bahamas. Mais il pouvait aussi menacer la République dominicaine, où soufflaient déjà des vents très violents. Par prudence, on avait évacué de la côte plusieurs milliers de familles.

Le ministère français de la mer a annoncé que « l'ensemble des navires français dans cette zone ont été mis en alerte et se tiennent prêts à effectuer des transports locaux et des approvisionnements d'urgence ».

La Martinique, de la peur au soulagement

FORT-DE-FRANCE
de notre correspondant

Dès le vendredi 15 septembre dans la matinée, toute la Martinique avait commencé à dresser l'oreille avec inquiétude. Il apparaissait déjà, et la météo l'affirmait, que le gros du cyclone tropical Hugo passerait plus au nord. On n'essait pas de se réjouir du probable malheur des autres, mais le soulagement était certain.

D'ailleurs, les prévisionnistes de la Météorologie nationale répétaient que les Martiniquais, sans subir directement le cyclone, auraient de toute façon, à souffrir de vents assez violents — de l'ordre de 100 à 120 kilomètres à l'heure, — de coups de mer et, surtout de précipitations très abondantes. Or toute pluie diluvienne est inquiétante dans le contexte géographique et topographique de l'île. Elle signifie, à coup sûr, des débordements de rivières, des glissements de terrain.

Samedi matin, on attendait le déclenchement de l'alerte numéro 2. Ce fut fait à 14 heures. Les femmes avaient couru au supermarché et, là, dans une affluente supérette à celle d'une veille de Noël, rempissaient plusieurs chariots d'eau minérale, de pain, d'huile, de conserves, de légumes secs, de piles électriques...

« Trop de prudence ne peut nuire »

A la maison, les hommes étaient de leur jardin tous les pots de fleurs et autres objets d'un vent de cyclone transformés en projectiles meurtriers, calvaire les moindres entrées d'air, clouaient des planches en travers des fenêtres, remplissaient d'eau tous les récipients disponibles. Leur transpiration ne les quittait pas.

Le cyclone arrive, disséminant en substance les météorologues compétents. Puis : non, il n'arrive pas, en tout cas pas tout de suite. Il avançait à 25 kilomètres à l'heure et, d'un coup, il se ralentit. Nous ne comprenons pas très bien sa personnalité. Va-t-il bondir, se calmer, dévier de sa route ? Nous y perdons un peu notre science...

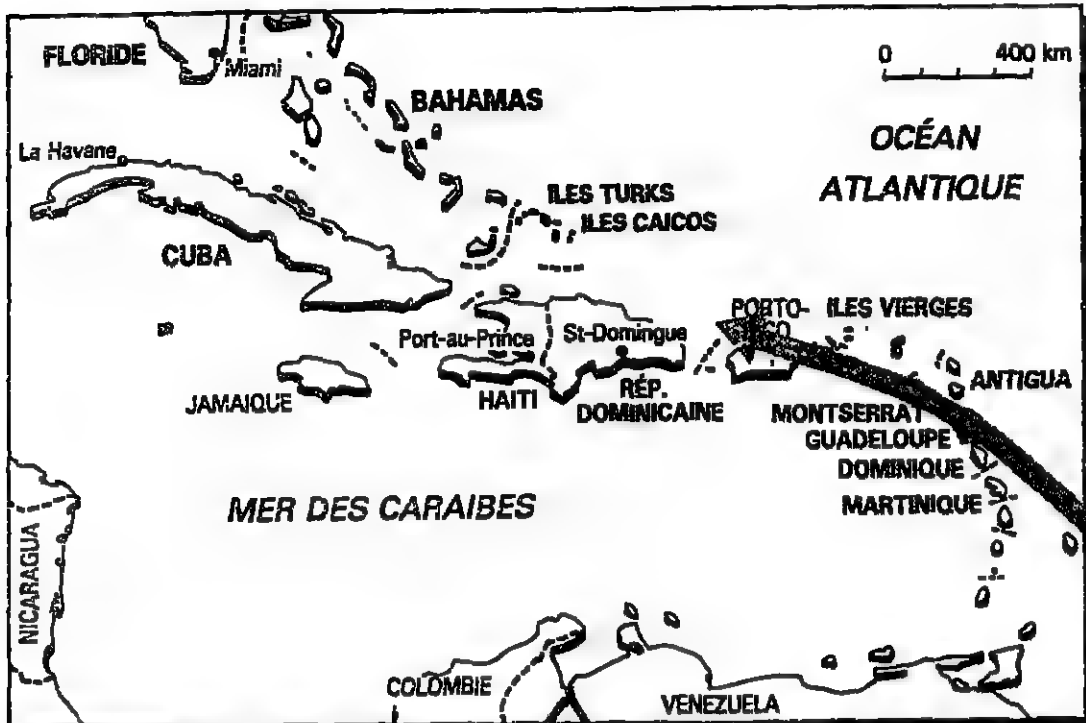
Quoi que largement rassuré, le préfet refusait de lever l'alerte numéro 2. « Trop de prudence ne peut nuire ». Pour lui donner raison, dix ou quinze minutes après, survenait une première rafale de vent chargée de pluie. Dix minutes plus tard, c'était le calme plat. Cette douche écossaise a duré des heures.

Solidarité avec la Guadeloupe

Dimanche matin, on savait qu'il n'y avait plus rien à craindre de sérieux. Quelques arbres déracinés, quelques poteaux téléphoniques abîmés, un ou deux gués sur des routes rendues passagèrement dangereuses, le bord de mer de Fort-de-France encombré de galets et de débris projetés par la houle... Mais pas un blessé, pas une maison endommagée, pas une route vraiment coupée.

Le soulagement a donné lieu aussitôt à d'innombrables déclarations et initiatives de solidarité en faveur de la Guadeloupe, distante de 200 kilomètres et qui, elle, n'avait pas été épargnée.

ETIENNE MARIE.



La Guadeloupe ne « baisse pas les bras »

POINTE-À-PITRE
de notre correspondant

Dès sa descente d'hélicoptère, lundi 18 septembre, en compagnie de M. Hubert Fournier, directeur de la sécurité civile, M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM et porte-parole du gouvernement, a affirmé son intention de visiter tous les lieux les plus atteints par la catastrophe. « Nous ne sommes pas venus de Paris pour rester dans des bureaux », a précisé le ministre.

C'est par la commune du Moule (17 000 habitants) que M. Le Pen a commencé sa visite en compagnie de M. Gabrielle Louis Carabin, maire de la commune où 80 % des familles sont sans-abri. Seule auprès d'une case délogée une femme ne cesse de répéter : « c'était écrit dans la Bible, persuadée que « Dieu a sauvé ses enfants et son mari ».

Ici ou là, à la fatalité répond le fatalisme. Mais déjà des familles s'affairaient à remettre leur maison debout avec le secours du « koudmen », pratique qui consiste à demander aux voisins un coup de main en échange d'un repas. Dans le centre du bourg, des barques de pêcheurs, des toitures de tôles se mêlent aux branches des arbres abattus par le vent jonchant les rues.

M. Fournier, sous-préfet de la Grande-Terre, constate avec effarement l'étendue du désastre. Il annonce son départ pour Paris où il doit aider à coordonner les secours, laissant des administrés qui, malgré leur fatigue, n'ont pas perdu tout espoir.

De son côté, M. Le Pen se « apprécie » que « personne ne baisse les bras » et considère que « la Guadeloupe s'est déjà aidée elle-même ». Il annonce toutefois des mesures exceptionnelles : une avance de 34 millions de francs de secours d'urgence, le report des échéances fiscales et des cotisations

Renseignements et dons

Divers organismes peuvent donner des renseignements sur la Guadeloupe par téléphone.

• Ministère des DOM-TOM : 45-67-94-23.

• Air-France : 43-37-31-50 ou 43-37-31-51.

D'autre part, on peut adresser des dons en argent, en précisant « Solidarité Guadeloupe », à :

• Secours populaire français : CCP Paris 23-33 S.

• Association SOS-Hugo (crée par plusieurs associations d'outre-mer) : compte BNP (32, place du Maréchal-Juin 75017), n° 005085-25.

• Comité de solidarité nationale en faveur des sinistrés de l'outre-mer (COSSIDOM), créé en 1988 après le passage sur les Antilles du cyclone Inés : compte Crédit Lyonnais (agence 430, 7, place Victor-Hugo, 75016 Paris), n° 67159 J.

sociales pour les particuliers et pour les entreprises sinistrées. A quoi il ajoute le report des échéances des prêts à long terme (doublé d'un minimum garanti de ressources) pour les agriculteurs et le versement en une seule fois du solde des dotations globales de fonctionnement des collectivités locales.

Enfin, M. Le Pen a fait savoir que la CEE débiterait 1,3 million d'écus (9 millions de francs) pour la Guadeloupe. Pour éviter les indemnités, une mission interministérielle qui devrait se rendre à Pointe-à-Pitre jeudi 21 septembre remettra sous une semaine un rapport au gouvernement. Avant le 18 octobre, a affirmé M. Le Pen, les conditions d'indemnisation seront fixées.

En attendant il faut résoudre les problèmes urgents, rétablir l'eau, l'électricité, assurer l'hébergement. Déjà sur les ondes de Radio-Caribbe international, un boucher de Pointe-à-Pitre, privé de chambre froide a proposé d'offrir son stock de viande aux plus nécessiteux.

Si rien n'est rapidement rétabli, les marchandises périssables seront, avant deux ou trois jours, arrivées à leur date limite de consommation et il faudra que la Guadeloupe soit ravitaillée par la France métropolitaine ou par la Martinique. Après avoir fait le point à Basse-Terre avec les autorités locales le ministre des DOM-TOM devrait avoir, mardi 19 septembre, un entretien avec les planteurs de bananes qui sont les plus cruellement touchés par le cyclone. Il devait aussi visiter les communes du nord de la Basse-Terre, Sainte-Rose et Deshaies.

ANDRÉ LEGER.

Sports

BASKET-BALL : forfaits contre Saint-Etienne

Le championnat et le droit

Crise dans le championnat de nationale 1 B de basket-ball : après Salon-de-Provence samedi 16 septembre, Sceaux devait refuser de rencontrer Saint-Etienne mardi 19 septembre parce que cette équipe aligne deux joueurs qu'on ne peut sélectionner en équipe de France, c'est-à-dire naturalisés, depuis moins de trois ans.

Le règlement d'une fédération sportive peut-il faire abstraction du droit français ? Le Conseil d'Etat a répondu par la négative (le Monde daté 25-26 juin) en rappelant à la Fédération de basket-ball qu'elle ne pouvait pas faire de discrimination entre les joueurs de nationalité française, qu'ils le soient de naissance ou par naturalisation.

Cela n'a pas empêché le Comité des clubs de haut niveau (CCHN)

d'adopter à Cholet un code de conduite pour l'application des règles internationales considérant comme « non sélectionnable » un joueur naturalisé depuis moins de trois ans.

Tous les clubs avaient adhéré à ce code sauf un, Saint-Etienne, qui évolue en nationale 1B. Au nom de « l'éthique sportive » les quinze clubs de cette division ont décidé de ne pas jouer contre les Stéphanois. Salon-de-Provence ne s'est donc pas présenté samedi 16 septembre au stade du Bardot pour le premier match de la saison, et Sceaux a indiqué qu'il ne recevrait pas Saint-Etienne, mardi 19, pour la deuxième journée de championnat. Ces forfaits devraient entraîner le versement d'indemnités (de 50 000 à 100 000 francs par match).

Le président du Comité des clubs de haut niveau, M. Jean Bayle-Lespiérou, a été pris de court par l'attitude des clubs envers Saint-Etienne : « Nous ne pouvons qu'appliquer le règlement [qui ne fait pas de discrimination à l'égard des naturalisés]. Nous ne pensions pas qu'une action de ce type serait adoptée par les clubs ».

Le problème des naturalisés déborde largement le cas du basket-ball. C'est la raison pour laquelle le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), M. Nelson Pailhou, a décidé de demander au Conseil d'Etat de trouver une solution : « L'intention des fédérations sportives demeure la protection du sport olympique et la préparation de nos meilleurs athlètes ».

Vous vous interrogez sur votre avenir :

Secrétariat d'Etat au Plan

X^e PLAN

1989-1992

LA FRANCE / L'EUROPE

Préface de Michel Rocard

Des réponses précises sur :

- La croissance
- Le partage social
- L'éducation
- La recherche
- L'aménagement du territoire
- La protection sociale
- Le rôle de l'Etat.

Le LIVRE de POCHE

Vient de paraître

صكنا من الراحل

Société

MÉDECINE

835 millions de francs en 1990

Le ministre de la santé présente les grands axes de la politique nationale de prévention

Après la publication du rapport sur la santé des Français (le Monde daté 11-12 septembre) et avant celle, très attendue, du rapport demandé à un groupe de spécialistes de santé publique, la présentation du programme d'action 1989 au titre du second semestre de 1989 permettrait, pour la première fois, à M. Evry d'entrer dans les détails. Ces actions seront financées sur le Fonds national de prévention.

500 millions de francs seront consacrés d'ici à la fin de l'année, au financement d'actions de prévention, d'éducation et d'information sanitaire. Elles peuvent être classées en quatre groupes :

• Le programme expérimental de dépistage précoce du cancer du sein (25 000 nouveaux cas par an, soit 15 % de l'ensemble des cancers). Six départements — Alpes-Maritimes, Ardennes, Bouches-du-Rhône, Rhône, Bas-Rhin et Sarthe — sont concernés par ce dépistage à partir des mammographies, pour une somme de 6 millions de francs. Et pour 3,5 millions de francs, le dépistage (par recherche de sang dans les selles), du cancer du côlon et du rectum dans les régions Nord, Picardie et Aquitaine.

MM. Claude Evry, ministre de la santé, et Maurice Derlin, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, ont rendu public, lundi 18 septembre, les grands axes de la nouvelle « grande politique nationale de prévention », que le gouvernement entend développer en liaison avec la Sécurité sociale. Concrètement le développement d'une série d'initiatives portant sur le dépistage précoce du cancer du sein chez les femmes de cinquante à soixante-neuf ans (le Monde du 17 septembre), M. Evry a annoncé que la somme consacrée aux diverses actions de prévention serait, pour l'année 1990, de 835 millions de francs.

• Une action « à titre expérimental » de prévention bucco-dentaire. On estime que 68 % des enfants de six ans et 92 % de ceux de quinze ans souffrent de caries. L'action, prévue dans huit sites — caisses primaires d'assurance-maladie — Chamont, Epinal, Haguenau, Reims, Salsbourg, Strasbourg, Tulle et Vannes — consistera en une éducation sanitaire en milieu scolaire ainsi que dans le dépistage et le traitement des lésions, afin de prévenir le développement ultérieur des caries. L'action sera financée, pour le second semestre 1989, à hauteur de 8,9 millions de francs.

• La vaccination contre la grippe et contre la rougeole, les oreillons et la rubéole. Cent quinze millions de francs seront consacrés, d'ici à la fin de l'année, à la prise en charge de la vaccination gratuite contre la grippe des assurés sociaux âgés de soixante-dix ans et plus et des personnes souffrant d'une affection dite de « longue durée ».

D'autre part, dix millions de francs seront affectés à une campagne d'incitation à la vaccination des enfants contre la rougeole, les oreillons et la rubéole, trois maladies infantiles dont le coût global, en 1988, était de 510 millions de francs. L'objectif est de parvenir à un taux de couverture vaccinale situé entre 90 et 95 %, contre 50 % actuellement.

Un programme de prévention des maladies métaboliques de l'enfant (47 millions de francs), ainsi que les

examens de santé pour les assurés sociaux de moins de soixante ans et, à hauteur de 29 millions de francs, le renforcement des programmes d'éducation sanitaire contre le sida et l'alcoolisme.

En ce qui concerne les examens de santé (dont le coût équivaut à plus de la moitié du Fonds national de prévention), M. Evry a déclaré que ceux-ci devraient être rapidement redéfinis, en précisant que ces examens devraient « s'adresser prioritairement aux populations n'ayant pas naturellement accès à notre système de santé, compte tenu de leur niveau de vie ou de leur marginalisation ».

D'autre part, le ministre de la santé a annoncé la création prochaine d'une instance scientifique chargée de conseiller les pouvoirs publics et la CNAM sur les programmes prioritaires de prévention, d'information, d'éducation sanitaire et de dépistage. Il s'agit d'ailleurs indiqué que le Fonds national de prévention serait, au total, pour l'année 1990, de 835 millions de francs. M. Derlin souhaitait pour sa part que les montants ultérieurs de ce Fonds national puissent être réexaminés et augmentés.

JEAN-YVES NAU.

Les infirmières adoptent un plan d'action pour le mois d'octobre

Les infirmières de la Coordination nationale se sont donné deux rendez-vous nationaux, le 12 et le 21 octobre, pour faire savoir au gouvernement que le mécontentement règne toujours au sein de la profession.

Réunies en assemblée générale samedi 16 septembre, les infirmières ont repoussé des motions proposant des journées de grève nationales successives pour en adopter trois autres jugées plus réalistes. Si l'on constate toujours une insatisfaction sur les accords qui ont mis fin au conflit de l'automne dernier, le climat n'est pas, de moins en moins, un redémarrage d'un mouvement dur comme celui de l'an passé.

A la demande de représentants de nombreux hôpitaux de province, la Coordination a décidé de préparer cet automne des actions médiatiques spectaculaires et décisives, à savoir : un immense rassemblement de la profession le 12 octobre à Paris. Ce rassemblement national concernant strictement les infirmières devrait être suivi d'une journée d'action, le 21, élargie à toutes les professions de la santé : les coordinations de kinésithérapeutes, d'ergo-thérapeutes, les psychomotriciens, les aides soignants et les agents de service ont en effet déjà fait savoir qu'ils appelaient ce même jour à une grève nationale et à une manifestation.

La coordination a prévu par ailleurs que, à partir du 2 octobre, les infirmières dénonceront quotidiennement « les scandales des sous-effectifs et leurs conséquences sur la qualité des soins et les conditions de sécurité ». Ce problème des effectifs (la dégradation de la profession et la pénurie de candidats aux écoles d'infirmières) est passé au premier rang des préoccupations.

L'avenir de la Coordination

Parmi les autres revendications figurant dans la charte adoptée lors des états généraux de l'été dernier à Paris, se trouvent, entre autres, la semaine de 35 heures (32 pour les services de nuit), une hausse salariale de 2 000 francs pour tous, le paiement à 100 % des dimanches et jours fériés, un troisième mois, la reconnaissance du diplôme d'infirmier psychiatrique comme diplôme d'Etat.

L'avenir de la coordination a fait l'objet d'un débat très vif, mais court, l'assemblée repoussant tout projet pouvant modifier les statuts actuels de l'association. Pour la majorité des infirmières présentes, la force de la Coordination réside dans son originalité : un regroupement quasi informel de syndiqués, non-syndiqués, associés et non-associés. Toucher à cette originalité serait la rendre vulnérable.

Conscient de l'insatisfaction régnant toujours au sein de cette profession, M. Claude Evry, ministre des affaires sociales et de la santé, ne cesse d'affirmer que le dossier santé n'est pas clos. Vendredi 15 septembre, il a rendu publique une circulaire qui clarifie le rôle propre de l'infirmière figurant dans la loi du 31 mai 1978 et le décret du 17 juillet 1984. Définition qui fait l'objet de frictions entre les infirmières et les aides-soignantes ou les infirmiers et les médecins. Dans la circulaire, M. Evry souligne que « les aides-soignantes et les auxi-

lières de puériculture, au sein des établissements hospitaliers, travaillent en étroite collaboration avec les infirmières et les infirmiers qui les encadrent et qui peuvent leur confier des tâches relevant de leur rôle propre ». Il rappelle les éléments qui doivent comporter les dossiers des infirmières sur les patients et suggère qu'une partie de ceux-ci soient transmis aux médecins traitants.

M. Evry précise surtout que « les prescriptions médicales doivent être clairement formulées et les ordonnances rigoureuses par les médecins ». Une démarche qui semble aller de soi mais que les médecins répugnent à respecter complètement, certains n'hésitant pas à communiquer leurs prescriptions par téléphone, ce qui laisse peser sur les épaules des infirmières des responsabilités allant au-delà de leurs fonctions.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Insuffisant

Le détail des mesures que vient d'annoncer M. Claude Evry apparaît bien modeste, au regard à la réalité sanitaire française. Chaque année, non seulement le montant du nouveau fonds national de prévention (500 millions de francs pour la fin 1988, 835 millions de francs pour 1990) apparaît dérisoire, ou, presque, mais ce fonds sert pour l'essentiel à des actions déjà mises en chantier (vaccination contre la grippe, examens de santé, information sur l'alcoolisme et le sida) depuis plusieurs années. En outre, les quelques rares actions originales sont lancées avec trop peu de moyens.

L'exemple du cancer du sein est significatif. Alors que l'objectif de ce dépistage n'est plus à démontrer — ce qui permettrait, s'il était effectivement mis en œuvre en France, de prévenir un millier de morts chaque

DÉFENSE

Compromis technico-financier pour le « Charles-de-Gaulle »

Un porte-avions bien lent

Avec le Charles-de-Gaulle, la France a-t-elle choisi de proposer de construire un porte-avions nucléaire à l'économie ou bien la marine nationale a-t-elle été contrainte de faire un compromis entre le coût de ce bâtiment et ses performances ? La question veut d'être posée, s'agissant d'un investissement de l'ordre de 14 milliards de francs, sans compter le prix des avions embarqués.

Dans la revue Côté bleu, de l'état-major de la marine, le capitaine de vaisseau Robert Fauilly, qui annonce que la valeur de 2 000 tonnes du Charles-de-Gaulle est actuellement assemblée à l'arsenal de Brest, révèle que le porte-avions français sera l'un des moins rapides des bâtiments du même type en service ou en projet dans le monde. Avec sa propulsion nucléaire qui développera 82 000 chevaux, au lieu de 128 000 pour chacun des deux porte-avions classiques Foch et Clemenceau, le Charles-de-Gaulle aura une vitesse maximale de 27 nœuds (environ 50 kilomètres à l'heure) sur ses deux lignes d'arbres ou de 20 nœuds (soit 37 kilomètres à l'heure) sur une seule. Il pourra naviguer à 25 nœuds (de l'ordre de 46 kilomètres à l'heure) pendant cinq ans sans interruption, s'il était nécessaire.

De longues discussions

Seul le porte-avions espagnol à propulsion classique, le Principe de Asturias, est moins rapide, quand les autres bâtiments du même type filent entre 28 nœuds (pour le Royaume-Uni) et 33 nœuds (pour les Etats-Unis). Le premier véritable porte-avions soviétique, le Tbilissi, qui sera en service en 1990, est donné pour plus de 30 nœuds.

Cette vitesse maximale de 27 nœuds, écrit notamment le commandant Fauilly, est certes faible pour un porte-avions. Mais elle n'a été acceptée qu'après un long débat, en tenant compte de l'économie réalisée en évitant de développer une autre chaufferie nucléaire et du fait que les installations réservées à l'aviation sont très coûteuses.

L'auteur de l'article de Côté bleu fait allusion à un double fait.

En retenant la solution de la propulsion déjà conçue pour le Triomphant, la marine fera l'économie du développement d'une chaufferie propre au porte-avions, de la construction du prototype à terre et des essais en mer. Quand on sait que l'ensemble propulsif d'un bâtiment de ce type représente entre 30 % et 35 % de l'investissement global, on peut comprendre que la marine ait choisi de travailler à l'économie. Les chaufferies nucléaires du Charles-de-Gaulle auront l'avantage d'être compactes, ce qui permet de réserver plus de volume au stockage des carburants pour les avions et à la soute des munitions qui arment les appareils.

C'est au terme de longues discussions technico-financières au sein du conseil supérieur de la marine, présidé par le ministre de la défense, que la vitesse du Charles-de-Gaulle a été déterminée, avec l'argument majeur de pouvoir disposer d'un porte-avions plus performant sur zone que compenser sa faiblesse par la vitesse et le rayon d'action allongés des différents avions embarqués dans ses hangars.

Il n'en demeure pas moins que le Charles-de-Gaulle, dont la vitesse sera en harmonie avec les navires de surface qui l'escorteront, peut être handicapé dans sa navigation de transit ou dans ses manœuvres de débordement pour rallier son objectif. Il aura, de surcroît, un ennemi principal, le sous-marin nucléaire d'attaque, qui, en immersion, va plus vite que lui pour le pister et le neutraliser.

JACQUES ISNARD.

ENVIRONNEMENT

Menaces sur les forêts tropicales

Le Japon dévoreur des bois

(Suite de la première page.)

C'est qu'il est plus rentable d'importer du bois canadien ou soviétique, cultivé en très grandes surfaces, que d'exploiter la forêt japonaise, qui se trouve à 70 % en montagne, sur des pentes difficiles d'accès. Et il est encore plus rentable d'importer du bois de Malaisie ou d'Indonésie, où des sociétés japonaises sont à l'œuvre sur le terrain.

Une bombe à retardement

Le boom économique japonais se traduit par une consommation toujours plus grande du bois comme du reste. Pour satisfaire ses besoins en pâte à papier, par exemple, le Japon importe du bois de mangrove, dont la fibre est très recherchée pour les papiers de qualité. Résultat : la Thaïlande a perdu 100 000 hectares de mangrove en dix ans (dont le bois est aussi coupé pour faire des parcs à cravettes exportées également au Japon) ; les Philippines ont perdu 200 000 hectares de mangrove entre 1968 et 1977, et l'Indonésie en a perdu près de 2 millions d'hectares en vingt ans.

Pour approvisionner ses usines à papier haut de gamme, comme le papier de reprographie (265 000 tonnes de papier ont été utilisées pour ce seul secteur en 1988), le Japon importe aussi de l'eucalyptus, qu'il va chercher en Australie (850 000 tonnes par an) ou qu'il essaye de planter en remplacement de la forêt primaire, comme en Thaïlande, malgré l'opposition des populations locales.

Les Japonais sont aussi d'importants consommateurs de baguettes, chez eux comme au restaurant. Ces waribashi — baguettes en bois blanc jetées

après usage, — les Japonais en ont consommé vingt milliards de paires l'an dernier, dont la moitié ont été importées de Chine, d'Indonésie, de Corée et des Philippines.

Même si les baguettes, en poids, ne représentent qu'une très faible partie du tonnage de bois consommé, elles contribuent à l'importation des grumes de l'arbre appelé lauan en malais. Cet arbre de Bornéo, partagé entre la Malaisie (Sarawak) et l'Indonésie (Kalimantan), est devenu la première victime des

exploitants forestiers. L'an dernier, il a représenté 88 % des quel-ques douze millions de tonnes de bois tropicaux importés par le Japon.

Après les Philippines, puis l'Indonésie, c'est donc la Malaisie qui vide ses forêts pour alimenter l'industrie japonaise. Les importateurs de bois nippons larguent maintenant vers la Nouvelle-Zélande et même la forêt amazonienne, lorsque la Malaisie, à son tour, devra déclarer forfait.

ROGER CANS.

Bornéo, le nouvel Eldorado

L'île de Bornéo, naguère habitée seulement par les orang-outangs et quelques peuplades éparpillées, comme les Dayaks « coupeurs de tête », est devenue en une décennie le paradis des exploitants forestiers — sans parler de l'Eldorado pétrolier du sultanat de Brunei. La forêt vierge est aujourd'hui intensément exploitée par les deux États qui se la partagent : Malaisie et Indonésie.

Kalimantan, la partie indonésienne, a déjà été largement exploitée au profit des colons allemands de l'île surprise de Java. Sarawak, la partie malaisienne, est la partie de l'île qui fait aujourd'hui l'objet des plus fortes convoitises. La Malaisie, en effet, a pratiquement épuisé les ressources forestières « vierges » de la péninsule malaise. Les concessions aux grandes sociétés étrangères sont donc attribuées à Sarawak. Par solidarité idéologique, la Malaisie fournit en bois les pays du Moyen-Orient dépourvus de ressources forestières, mais souvent bien pourvus en dollars. La

reste est exploitée par des sociétés mixtes nippon-malaisiennes pour le seul marché japonais.

A Sarawak, un mouvement de protestation a surgi parmi les tribus Penang, qui sont aujourd'hui à la pointe du combat contre l'exploitation industrielle de leur forêt. Le gouvernement malaisien soutient pour sa part que les protestataires, soutenus par un militant étranger — suisse en l'occurrence — ne sont qu'une toute petite minorité (trois cents personnes), alors que la majorité des Penang, aujourd'hui sédentarisés, participent activement à l'exploitation forestière.

Kuala-Lumpur a déjà mis en « protection totale » quelque 4,8 millions d'hectares, et vise à préserver au total 6 millions d'hectares vierges. Mais cette protection s'applique à 7 % du territoire. Les 93 % restants seront donc largement ouverts aux bulldozers et aux tronçonneuses, en échange de dollars et surtout de yen.

R. C.

RELIGIONS

Une cinquantaine d'intellectuels polonais réclament le départ des religieuses d'Auschwitz

Une cinquantaine d'intellectuels polonais, catholiques, juifs, chrétiens, ont lancé, mardi 19 septembre, un appel au départ des carmélites du couvent qu'elles occupent à Auschwitz et au respect des accords signés à Genève en février 1987. Ce texte devait être publié le même jour dans le quotidien de Solidarité Gazeta (1).

« Pendant des siècles, Polonais et juifs ont vécu ensemble dans une histoire marquée par des hauts et des bas, affirme le texte. Quand on les persécutait ailleurs, les juifs ont trouvé en Pologne leur nouvelle patrie, jusqu'à ce qu'en 1939 ils aient été expulsés. Les juifs ont pourtant fourni une précieuse contribution à la culture polonaise, à la lutte du pays pour l'indépendance. L'Holocauste a mis fin à cette histoire (...).

dans les événements qui ont suivi la guerre (le document des intellectuels cite en particulier le pogrom de Kielce, l'assassinat des derniers juifs vivants en Pologne à la fin des années 60), « beaucoup de Polonais ont compris que l'antisémitisme est un obstacle sur la route de leur indépendance et de leur liberté. L'Occident ne comprend pas toujours les conditions dans lesquelles nous avons vécu et nous vivons toujours : tous ces événements restent encore sur toute la nation polonaise. »

« Maintenant, ajoute le texte des intellectuels, nous avons devant nous une nouvelle épreuve qui pourrait annihiler le travail de ceux qui, depuis des années, travaillent à la fraternité des juifs et des Polonais. Le carnage à Auschwitz, symbole de la Shoah, est aussi le lieu des martyrs des hommes appartenant à plusieurs nations et religions de l'Europe.

« L'intention des carmélites de rester en ce lieu d'extermination est belle et noble. Elle n'avait pas pour but de diviser les nations, mais les résultats n'y ont rien fait. Elles se retirent,

sans chercher les coupables et les responsables. De part et d'autre, sous l'effet de l'émotion, beaucoup d'arguments irresponsables et erronés ont été utilisés. Il faut que cela cesse. Nous lançons un appel pour que s'arrête ce conflit, en référence aux accords signés à Genève. Notre pays traverse un moment crucial pour son avenir politique. Polonais et juifs, essayons d'accueillir cette perspective de liberté dans l'amour et la vérité », conclut le texte.

De son côté, Mgr Giamp, primat de Pologne, a de nouveau dénoncé, lundi 18 septembre, sur Antenne 2, la « violence juridique » des accords signés à Genève. Il ne s'agit pas, selon lui, d'un véritable engagement, mais seulement « d'une déclaration d'intention dénuée de la simple bonne volonté des deux parties ».

La primat de Pologne a pris à partie la presse française, qui a traité ce conflit, dit-il, « de manière partielle ». Ajoutant : « Cela nous a fait mal. Cette façon de critiquer les droits des juifs qui vivent tranquillement là-bas était pour moi la preuve que l'influence des centres juifs sur les médias est très grande. »

(1) Parmi les signataires de cette déclaration, on relève en particulier les noms de M. Jerzy Turwicz, directeur de l'hebdomadaire Tygodnik Powszechny, ami personnel de Jean-Paul II, négociateur à Genève dans l'affaire du canal, M. Zofia Kaszowska, vice-président du Sénat, membre de Solidarité, M. Jan Jozef Lipiński, écrivain, président du parti socialiste, Marek Edelman, survivant du ghetto de Varsovie, Alexandre Galski, universitaire, ancien président de l'Académie des sciences, Konstanty Giebert, journaliste juif proche de Solidarité, Janek Wozniakowski, directeur du groupe des éditions Znak, des poètes, le président de l'union des écrivains, etc.

(Lire page 2 les articles de Jean-Marie Domenach et Samuel Piat.)

سكائنات

Le Carnet du Monde

Naissances
— Roselyne, Olivier et Morgane de CRAY ont la joie d'annoncer la naissance de Samuel, le 25 août 1989, Hôtel de la sous-préfecture, 07110 Largentière.

— Marion BAUMIER, Dillon et Jean-Pierre GRANIER-DUPHIL ont la joie d'annoncer la naissance de David BAUMIER, le 7 août 1989, chez Nadeau DUPHIL et Vincent BAUMIER, 2, rue Roger, 92140 Clamart.

— Anne-Paule et Guy KONOPNICKI, Imbelle, David et Sandra sont heureux d'annoncer la naissance de Elina, le 16 septembre 1989, à Paris.

— Axelle, Marc et Valérie OSOUE sont heureux de faire part de la naissance de Nils, le 23 août 1989.

— Marcelle, Hyères. Le docteur et M^{me} Jean GRAVELINE ont la joie d'annoncer la naissance de Thibault, chez Philippe et Marie-France, le samedi 9 septembre 1989.

Françaises
— La comtesse Albert COSTA DE BEAUREGARD, née Diane de Neuville, le comte Charles DE FOUCAULD et la comtesse, née Clotilde Buria des Rozières sont heureux d'annoncer la naissance de leurs enfants, Anne-Clémence et Henri.

— Nathalie PEYRON, avocat à la Cour, et Olivier de CHAZEUX, avocat à la Cour, sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré le 9 septembre 1989.

Décès
— M. Gaston HABIB, son épouse, M. et M^{me} Marcel Narva et leurs enfants, M. et M^{me} Roger Vabre et leurs enfants, M. et M^{me} F. Jean-Claude Habib et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, ses belles-sœurs, Les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Gaston HABIB, née Marie-Alexandrine Blumstein, survenue le 17 septembre 1989.

Ses obsèques ont lieu ce mardi 19 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Pantin-Parisien dans le caveau de famille, dans la plus stricte intimité. Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

29 bis, rue de Rocroy, 75010 Paris.

JACQUES GAUTIER

Broche « Mille Fleurs » Cristal sur argent parsemé d'émaux multicolores : 2.800 F OMAI : eau de parfum raffinée 36, rue Jacob, 75006 PARIS 42-60-84-33

— Les familles Pontoux, Et ses amis, font part du décès de M. Fernand CHAPAR, conseiller honoraire à la Cour de cassation, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, survenu à l'âge de quatre-vingt ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 septembre 1989, à 14 h 15, en la cathédrale de Bayonne. Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Edouard GENEVE, son épouse, M. et M^{me} Bernard Frank, Jeanne et Joséphine, M. et M^{me} Marc Bourgeois-Mannoury, ses enfants, M. et M^{me} Daniel Gendve et leurs enfants, ont la douleur de faire part de la mort de Edouard GENEVE, survenue le 12 septembre 1989, à « la Passée », à l'âge de soixante-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière Montparnasse, 8, avenue Montparnasse, 75116 Paris.

— Le docteur et M^{me} Yves Hoch, ses enfants, Olivier et Catherine Hoch, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Henri HECHT, survenue le 13 septembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Suresnes (Laurent).

— Les anciens de l'Amicale des Forces Françaises combattantes des réseaux Abbi-Maurice, ont la douleur de faire part du décès de leur camarade, Henri HECHT, survenue le 13 septembre 1989, à Paris.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

— M. Ferdinand Le Pichon et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} André LE PICHON, née Mandat, survenue le 13 septembre 1989.

Les obsèques ont été célébrées à Lorient.

— Charles, Philippe, Olivier, Sébastien et Catherine Raybaud, M. et M^{me} Franc Causse, Pierre Causse, Jean Causse et Geneviève Delmas-Causse, Les familles Eveline Ansoix, Antoine Raybaud, Mireille Poux, Françoise Perrin, Claude Martel-Roisin et Nicole Larnicol, leurs parents et alliés, ont la douleur de faire part de la mort soudaine de Françoise RAYBAUD-CAUSSE le 14 septembre 1989.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale le 19 septembre 1989, au cimetière Saint-Lazare de Montpellier.

Traverse de l'Amnès, 13400 Aubagnas. Le Triangle, 34000 Montpellier.

— M. et M^{me} Patrick Brulburd, M. et M^{me} Julien Vielle, M. et M^{me} Alain Carli, M. et M^{me} Jean-Pierre Vielle, Nicolas, François, Alicia, Léonard, Alexandre, Anne-Cécile, Adrien, Marie-Estelle, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Jean-Robert VIELLE, née Colette Jacquot-Davis, le 16 septembre 1989.

Survivants de son mari

Jean-Robert VIELLE, ancien élève de l'Ecole polytechnique, rappelé à Dieu le 15 septembre 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 septembre 1989, à 14 heures, en l'église Saint-Jean-de-Chantal (place de la Porte-de-Saint-Cloud, Paris-16^e).

41, rue Erlanger, 75016 Paris.

« Aimons-nous les uns les autres. » 1 Jean 4-7

CARNET DU MONDE Réassurances : 42-47-85-03 Tarif : la ligne H.T. Toutes rubriques 83 F Abonnés et actionnaires 73 F Commercial, diverses 86 F

— M^{me} Louis Sergé, son épouse, Agnès Sergé, Amick et François Rouillé, leurs enfants et petits-enfants, Jean et Ghislaine Sergé et leurs enfants, Bernadette et Jacques Letarrier et leurs enfants, Rami et Françoise Sergé et leurs enfants, Pierre et Catherine, Christine Sergé et leurs enfants, Etienne et Odile Sergé et leurs enfants, Marie-Alice Sergé, ses enfants, Marguerite Sergé, sa sœur, M. et M^{me} Robert Sergé, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Claude Martin, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Yves Martin, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Michel Martin, ses enfants et petits-enfants, Son frère, ses belles-sœurs et beau-frère, Les familles Chais, Dupire, Guéry, Martin, Vidocq, ses cousins, ont la douleur de faire part du décès de M. Louis SERGÉ, ingénieur général à la SNCF, survenue le 16 septembre 1989, en son domicile, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 20 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Martin-des-Champs, 36, rue Albert-Thomas, 75010 Paris (métro République).

55, quai de Valmy, 75010 Paris.

Remerciements
— M^{me} Hélène Sandjiv, Luc, Claude, Eric, Sara Sandjiv, très touchés par les nombreuses marques de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées à la suite du décès de Henri SANDJIV, et ne pouvant y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine, et les prient de recevoir l'expression de leur reconnaissance.

— Bagnols-sur-Cèze. Très émus par les multiples témoignages d'affection, d'estime, de respect ou de reconnaissance qui se sont exprimés envers la personne de notre cher regretté Maurice SAUVADET, inspecteur de l'enseignement primaire honoraire, la famille, ses amis et surtout la grande famille enseignante et médicale qui l'a entouré et à laquelle il a dédié ces quelques dernières semaines de sa vie, remercient chaleureusement tous ceux qui ont eu une pensée pour lui par leur présence, leurs fleurs, leurs lettres, leurs télégrammes, et tout particulièrement la famille Penchev Dumes, qui lui a apporté la paix de l'âme par la noblesse de son geste.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

JOURNAL OFFICIEL
Sont publiés au Journal officiel du jeudi 14 septembre 1989 : UN DÉCRET N° 89-648 du 31 août 1989 modifiant le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des bulles usagées.

UNE CIRCULAIRE N° 28 du 28 août 1989 relative à la validation des formations mises en œuvre dans le cadre du crédit formation jeunes.

UNE INSTRUCTION N° 7 du 7 septembre 1989 relative à l'action des pouvoirs publics en cas d'accident survenant lors d'un transport maritime de matières radioactives (plan NUCMAR).

Sont publiés au Journal officiel du samedi 16 septembre 1989 : UN DÉCRET N° 89-663 du 15 septembre 1989 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Nouvelle-Calédonie le 4 avril 1989.

UN ARRÊTÉ : N° 27 juin 1989 relatif à l'archivage des documents de l'administration de l'information.

UNE CIRCULAIRE N° 7 juin 1989 relative à l'exécution des décisions de justice condamnant l'Etat au paiement d'une somme d'argent.

Est publié au Journal officiel du dimanche 17 septembre 1989 : UN DÉCRET N° 89-667 du 13 septembre 1989 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au livre IV du code de la sécurité sociale relatif aux accidents du travail et aux maladies professionnelles.

POMPES FUNÈRES
ROBLOT
ASSISTANCE TOTALE DANS L'ORGANISATION D'OBSEQUES
N°VERT 03.45.22.27

STERN
GRAVEUR depuis 1840
Cartes de visite
Invitations
Papiers de haute qualité
le prestige de la gravure
47, Passage des Panoramas 75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.46 - 45.88.86.45

— Liliane Bloch-Morhange, son épouse, Françoise Londer, Lili Bloch-Morhange Hunter, Gérard Bloch-Morhange, ses enfants, dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages de sympathie et hommages rendus à la mémoire de Jacques BLOCH-MORHANGE, décédé le 15 août 1989, remerciant toutes les personnes qui se sont associées à leur peine et les prient de trouver ici l'expression de leur gratitude et de leur affection.

— Semevières, Loches. M^{me} Jimine Degliame-Fouché, son épouse, Ses enfants, Et toute la famille, remerciant très sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, envoi de fleurs et de cartes, se sont associées à leur peine lors du décès de M. Marcel DEGLIAMÉ, dit Fouché, « Le Bray », 37600 Semevières.

Anniversaires
— Il y a cinq ans disparaissait à l'âge de vingt et un ans le jeune et brillant LADJIMI Zoubéir. Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

— Il y a un an, le 19 septembre 1988, Françoise MARRACH nous quittait, après un courageux combat contre une brutale et cruelle maladie. Que ceux qui l'ont connue et estimée aient une pensée pour elle.

André, Jean-Marie et Pascal Marrach, Domaine de Grandchamp, 78230 Le Pœy.

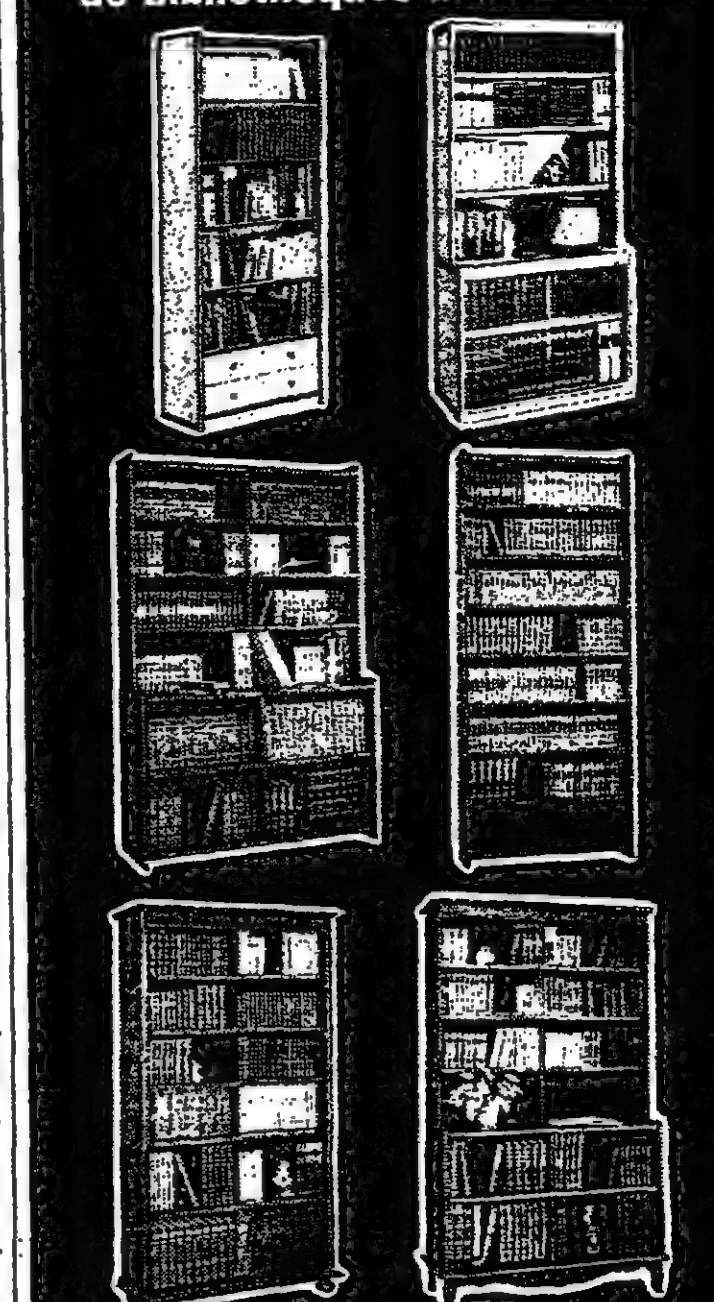
Avis de masses
— Le mercredi 27 septembre, à 12 h 10, en l'église Saint-Lambert, Paris-XVI^e, une messe sera célébrée pour Norbert DENY, inspecteur général jeunesse/sports, décédé le 19 juillet 1989.

— Une messe sera célébrée le mercredi 27 septembre 1989, à 18 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-VI^e, pour le docteur Marcel ECK, rappelé à Dieu le 21 juillet 1989.

Communications diverses
— Hommage à Jacques d'Arthuis. — La Cinémathèque française, le Monde diplomatique, la Comité du film ethnographique et la Maison de l'Amérique latine invitent à un hommage à Jacques d'Arthuis, le mardi 19 septembre, à 20 h 45, à la Cinémathèque française, palais de Chaillot (entrée rue Albert-de-Mun).

La maison des BIBLIOTHEQUES
61, RUE FROIDEVAUX
PARIS 14^e
RÉGION PARISIENNE, ARPAJON (200 m avant sortie Arpajon centre)
13, Route Nationale 20
Tél. 64 90 05 47

Le plus grand choix de bibliothèques individuelles



JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES,

SANS AUCUNE FIXATION MURALE, DONC DÉMONTABLES ET DÉMÉNAGEABLES A VOLONTÉ.

pour former des ensembles à la mesure de vos besoins, de l'espace dont vous disposez et de votre budget.

14 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS GRATUIT

Vous y trouverez tous les modèles, dimensions, prix, et plus. 22 pages en couleurs (liste jointe au catalogue).

NOM : _____ ADRESSE : _____ CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75080 PARIS CEDEX 14
OU PAR 24 h/24 : (0) 43.20.73.33

menade des

AL PALAIS DES DE PARIS

LE BOLCHO

GLAC

PRÉSENTATIONS EXCLUSIVES

PAR TELEPHONE

47 58 13 03

PALAIS DES CONGRES

FNAC AGENCES

صلى الله عليه وسلم

ARTS

« Septembre de la photo » à Nice

La promenade des Européens

Des révélations, et le bon niveau des auteurs régionaux, assurent le succès de cette première biennale internationale.

Dans le calendrier déjà chargé des manifestations photographiques, le Mois de la photo de Nice a réussi à se tailler une place confortable. Cette agréable façon de prolonger l'été est l'occasion d'attirer l'attention sur une ville qui est plus connue pour son caractère-estival que pour sa culture.

Le volet principal de ce « Mois », réparti dans dix-sept lieux d'expositions, privées ou municipales, est consacré aux douze pays de la Communauté. A côté de noms connus (Cezanne, Ghirli, Basilio, Cézanne, Eschère), cet ensemble bien dosé a le mérite de s'intéresser à des pays ethniquement méconnus (Irlande, Portugal, Danemark). Et de faire découvrir des créateurs jusqu'ici non exposés en France : le Luxembourgeois Jean-Luc Koenig, aux rêves cruels et angossants, proches de Wilkin. Les Grecs Antonellis et Depollis, révélés à Athènes en 1987. Et l'Anglais John Stathos, qui, dans son hommage à Melville, anticipe en quinze séquences le squelette d'une baléine. Mis en parallèle avec des scènes millénaires, ces tableaux vertigineux, agencés en diptyque, constituent une réflexion sur la mémoire, l'architecture, l'espace et la nature.

Ce riche panorama, malgré des degrés de maturité variés, offre un bon aperçu de la vitalité de la création photographique en Europe. Même si les Pays-Bas sont plutôt desservis par Lieve Prins (copie couleur laser) et Margriet Smulders (portraits féminins mis en scène). Le temps fort de la manifestation a lieu à la galerie Lola Gasin qui présente l'Allemande Jaschi Klein. Errante, découverte dans des sites déserts, des personnages feignants,



John Stathos : hommage à Melville (1988)

ques, à l'étrange gestuelle, dansant ou en état de transe, évoquant une pantomime désespérée qui unit avec bonheur George Platt Lynes, Ueda et Fina Bausch.

Cet univers caméléonesque et d'inspiration surréaliste est d'une intense théâtralité, immergés dans des lambeaux très étudiés, distri-

bues, et, dirigés comme des acteurs de film, ces héros de Beckett campent d'extrêmes scènes métaphysiques. Malgré un accrochage bachelé, ces tirages virent bleus méritent simplement d'être exposés à Paris.

Le second volet de cette biennale est réservé à la création régionale, représentée par huit auteurs. Dans cet ensemble, il faut épargner les balancements au sténopé de Fabienne Lucas, proches de clichés de famille et timides d'une aura mourissante. Les nus d'Étienne Revault, figuration de l'androgyne réalisée avec une contorsionnisme. Les portraits d'Inconnus, très intimistes, de Laurent Thellier. Et les études à la chambre de Roger Thiery qui, à partir de tissus déchirés, accablent de dévotion leur usage, aboutit à une subtile réflexion sur les ombres, la trame et l'air.

Avec une pointe jusqu'à Antibes, où expose Hérold. « Septembre de la photo », dont l'ambition est de s'étendre à tout le département, a pour but de montrer la photo à un public qui n'en a pas l'habitude. Organisé par Jean-Pierre Ginto et quelques amis, son budget est encore modeste (270 000 F). Il devrait être réajusté par les pouvoirs locaux si ceux-ci veulent réellement se doter d'un festival digne de la cinquième ville de France.

PATRICK ROGERS

« Septembre de la photo », organisé par Nice-Andalous, présenté par Kodak et Nice-Matin, jusqu'en 30 septembre.

DEUX ANES

Nouvel spectacle

Les tonton's farceurs

Bernard MARLE
Christian VEBEL
Jean-Michel MOLÉ
Jean-Pierre MARVILLE
et
Serge LLADO

Au piano :
Claude STEREMANS
MAT. SAM. et DIM. 15 h 30

Le Monde
BOULEVARD
RUE DE LA VILLE

LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36,511 MARINER

Les galeries de la Bastille

East Village

Il y a de plus en plus de galeries à la Bastille. Naissance d'un nouveau quartier de l'art ?

Rue Keller, il y a un établissement spécialisé dans le toilettage des chiens, un teinturier, un épicer et un bar-tabac. Il y a aussi une demi-douzaine de galeries d'art. Et il y en a d'autres, de plus en plus nombreuses, dans les rues et les passages voisins, rue de Charonne, rue Saint-Sabin et passage Lhomme.

Échappées et caves sont ripolinées en blanc rapidement, et il reste parfois des traces de l'ancien commerce, ne serait-ce que la traditionnelle vitrine qui aide ces galeries à rompre avec le goût du secret et du dialisme qui règne encore au Marais. Ici, l'art n'est pas au fond d'un couloir sombre, mais en devanture.

Le phénomène n'est pas nouveau, mais il gagne en ampleur. La preuve : des galeries comme de longues dates défendent pour venir à la Bastille et profiter de sa nouveauté. Autre preuve : à leur suite, antiquaires, bars et magasins de mode envahissent l'endroit. Explications sociologiques ordinaires : propriété de s'établir dans le périmètre du Marais par le rattachement de l'immobilier, les jeunes galeries ont cherché un quartier moins coûteux et ont élu celui de la rue de Charonne. Ils ont, de la sorte, rejoint les artistes établis depuis longtemps.

dans les cours et arrière-cours des immeubles d'artisans bâtis au siècle dernier.

Ce serait, en somme, la répétition parisienne de l'histoire de l'East Village new-yorkais. Au début des années 80, incapables de se loger à Soho ou dans le « style Soho » et de ses conventions, des aventuriers du marché ont imaginé d'émigrer dans l'East Village, l'un des lieux les plus mal famés de la ville. Peu à peu, ils l'ont conquis et transformé, tout en imposant leurs goûts et leurs artistes. De l'East Village sont issues les modes « graffiti » et « néo-dadaïste », qui campent désormais dans les musées. Verrait-on l'histoire recommencer à Paris, et le déplacement géographique s'accompagner d'un renouvellement des artistes ?

A la vue des expositions d'automne, il y a de quoi en douter. Manifestant pour la plupart une étrange et inquiétante propension à préférer le déjà connu et à se déifier des débuts, les galeries de la Bastille exposent du contemporain qui a osé de l'être, le conceptuel Lawrence Weiner (1), que l'on a vu écrire des phrases aux murs de toutes les institutions culturelles parisiennes, et les anciens combattants de Fluxus, tous groupés derrière le célèbre Nam June Paik (2).

Ce n'est pas que les pièces exposées soient médiocres : la Paik est un ingénieux et spectaculaire assemblage de télévisions aux images ruisselantes, le Village un arrachage

d'affiches bien classique, les Weiner couvrent habilement exemplaires. On peut trouver de la solidité, à défaut d'originalité véritable, aux abstractions matérialistes d'Olivier Tonné (3). Mais il est un peu décevant de voir des galeries de trentecinq ans ne pas exposer les artistes de leur âge, reproduire le modèle de leurs aînés du quartier Beaubourg et obéir au marché au lieu de tenter de l'infirmer.

Résultat : les œuvres les plus singulières ne sont pas nécessairement dans les galeries dites d'art mais dans d'autres, plus sensibles au décoratif et au design. Le verrier Matei Negreanu expose ainsi des sculptures translucides d'une belle vigueur, sans rien des afféteries et mignardises trop souvent pratiquées par les artistes du verre (4). A la joliesse il préfère la violence et taille ses blocs à reflets jaunes soufre comme d'autres tailleraient le marbre et le granit. C'est étrange et souvent séduisant. Or, que l'on sache, Negreanu n'est pas pour autant un habitué des foires d'art contemporain et des expositions à grand spectacle. Encore un effet du conformisme ambiant ?

PHILIPPE DAGEN

- (1) Galerie Le Gall-Peyroloet, 18, rue Keller, jusqu'au 17 octobre.
- (2) Galerie du Chêne, 23, rue Keller, jusqu'au 16 octobre.
- (3) Galerie Antoine Camille, 17, rue Keller, jusqu'en 12 octobre.
- (4) Galerie Clara Scramini, 39, rue de Charonne, jusqu'au 7 octobre.

PATRIMOINE

L'hôtel de Camondo retrouve son lustre

Le musée Nissim-de-Camondo fait lentement peau neuve, pièce par pièce. La restauration entamée en 1985 se poursuit aujourd'hui avec la rénovation de la salle à manger et du cabinet de porcelaines. Les boiseries du dix-huitième siècle ont été repeintes en harmonie avec les tentures restaurées. Les marqueteries de Lelou et de Weisweiler ont retrouvé leurs teintes d'origine. Le jardin, laissé à l'abandon, a été redessiné sur les plans de Duchêne. C'est la société Honda qui a payé cette tranche de travaux qui dépasse le million de francs. Il reste à remettre en état la bibliothèque et deux chambres à coucher pour que l'hôtel, construit par Moïse de Camondo en 1914, retrouve son lustre.

Moïse de Camondo, fils d'un riche banquier, banquier lui-même, rassembla dans le bâtiment inspiré du Petit Trianon qu'il fit élever par l'architecte Sergent en bordure du parc Monceau ses étonnantes collections du dix-huitième siècle. Celles-ci peuvent rivaliser sur bien des points avec la célèbre collection Frick de New-York.

Le décor imaginé par le collectionneur est intact. Nous avons là une image du dix-huitième va à travers les lunettes de la Belle Époque. Nissim, fils de Moïse, mourut au cours de la première guerre mondiale. Son père accola son prénom à l'hôtel et le donna à l'Union des arts décoratifs. Les derniers membres de la famille Camondo (Béatrice Reinach, fille du donateur, et ses enfants) furent déportés à Auschwitz, où ils disparurent.

E. de R.

2H45, C'EST TROP COURT!

LYDIE MEDIA et les ACP. Présentent
SARINER

DEMAIN

« FILM »
« ROGER COGGIO »

LA FOLLE JOURNÉE OU le Mariage de Figaro

FANNY CUTTENON - ROGER COGGIO - MARK LARROU - CLAUDE CHABO
ROGER COGGIO - MARK LARROU - CLAUDE CHABO
Avec la participation exceptionnelle de JEAN LÉFÈVRE et LINE RENAUD
ANDRÉ BOUT-PHOTO - YVONNE CASSENET DE NOÛLE - COSTUMES - PIERRE JANSEN - MUSIQUE

T · H · E · A · T · R · E

MOGADOR

A PARTIR DU 22 SEPTEMBRE

TANGO ARGENTINO

UN SPECTACLE DE CLAUDIO SEGOVIA ET HECTOR OREZZOLI

RADIO
NOSTALGIE
7541 54

LOCATION: 48 78 75 00
DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS

«Télérama»

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE
AU
PALAIS DES CONGRES
DE PARIS
DU 27 SEPTEMBRE AU 8 OCTOBRE

LE BOLCHOI SUR GLACE

RTL



16 MÉDAILLES OLYMPIQUES MONDIALES ET EUROPÉENNES

Cette troupe exceptionnelle ne dépend pas du Bolchoï Théâtre de Moscou

LOCATION: PAR TELEPHONE

47 58 13 03

PALAI DES CONGRES
FNAC, AGENCES

Culture

CINÉMA

Festival de Toronto

Bas-fonds et envolées belles

Bien que sans compétition le Festival de Toronto s'est terminé le 17 septembre par des remises de prix.

Au Festival de Toronto, c'est le public qui distribue les prix, et il a choisi *Roger et moi* de Michael Moore (le Monde du 13 septembre), tandis que la critique internationale récompensait *Jésus de Montréal* de Denis Arcand. Le court métrage d'Alan Zweig, *Stealing Images* recevait un prix spécial (pour le cinquantième anniversaire du National film board) de 2.000 dollars. Enfin, City-TV et la ville de Toronto remettaient un chèque de 25 000 dollars pour son *Roadkill* à Bruce McDonald, qui, haba attendé, remerciait en disant : « Je vais m'acheter une bonne bouteille de whisky... »

C'est dur d'être un canadien : y a pas un ouvrier plus stressé que nous quand on cherche à continuer de planer », dit Matt Dillon, le « cowboy des drogues ». Des films sur la drogue, il y en a eu pour tous les goûts et tous les usages. Présents aux festivals de Montréal et de Toronto, *Drugs* de Cow-boy, de Gus Van Sant, plonge dans un univers généralement traité par le pathétique, l'indifférence, ou l'hygiène justicière, politiquement payante.

Tiré du roman homonyme et inédit de James Fogle (actuellement dans un pénitencier de l'Oregon), *Drugs* est, sous forme de comédie noire et rose à la manière de Fassbinder, un constat honnête et réaliste, qui allie lucidité et générosité, un humour acerbe (avec William Burroughs, acteur épatant) et enfantin (avec Matt Dillon, jamais aussi bien depuis *Rumble Fish*). Par moments, l'imagerie réaliste cède le pas à un surréalisme façon Dali : Gus Van Sant a été peintre. Le film mériterait une d'être rapidement distribué en France.

Centré sur les rapports troubles entre un jeune projectionniste argentin élevé en Angleterre et un mystérieux locataire américain, *Appartement zéro* de Martin Donovon, plonge également, et également non sans humour, dans un monde d'instabilité morale et politique, dans un pays où chaque voisin peut appartenir aux brigades de la mort. Pratiquement ouvertement la métaphore, *Appartement zéro* frôle l'insistance, mais en est sauvé par l'inquiétante justesse de ses deux interprètes : l'Américain Hart Bochner (*Riches et célèbres*) et l'Anglais Colin Firth, le Vahoum de Miles Forman.

Au cours du Festival, on a pu remarquer les débuts d'une production canadienne consacrée aux Indiens, réalisée par les Indiens eux-mêmes, mais aussi par des Blancs :

ainsi *Where the Spirit Lives*, de Bruce Pittman, qui ne craint pas de reprendre l'histoire « génocidaire » du Canada, déterminé à « civiliser les indigènes » en arrachant les enfants à ces tribus, les a envoyés de force dans des écoles anglaises. Dans un débat sur le thème de « l'image indigène », on a même eu droit à la passionaria indienne, qui, se plaçant judicieusement devant les caméras, est venue déposer ses mocassins devant le scénariste (blanc) de *Where the Spirit Lives*, lui reprochant de voler aux Indiens jusqu'à leur histoire.

A l'opposé, *For All Mankind* tient du prodige. Pour les voyages Apollo, de décembre 1968 à novembre 1972, les laboratoires Kodak ont mis au point une pellicule et les astronautes ont rapporté deux mille heures de film. La NASA y a jeté un coup d'œil, et a enregistré le tout. Vingt ans après, le journaliste et réalisateur Al Reinert a obtenu l'autorisation de s'en servir et a composé « son » voyage interstellaire, soutenu par des interviews et une remarquable musique de Brian Eno. Les images éblouissantes, et même le suspense, et aussi les gags font de *For All Mankind* presque un film de fiction. « Je ne savais pas qu'il était encore permis de rêver à ce point », s'émerveillait un spectateur. Le Festival a finalement public — de Toronto a donc rêvé.

HENRI BEHAR.

Venise, semaine de la critique

Les benjamins ont triomphé

A Venise, la Semaine de la critique joue un rôle de découvreur. Cette année, elle a révélé des jeunes gens sincères, sans pitié pour eux-mêmes ni le monde qu'ils habitent.

En ne présentant qu'un seul premier film en compétition, *Le Mari et la Femme de Tamara Alexandrovna* de la cinéaste soviétique Olga Naruskaya, le directeur de la Mostra, Guglielmo Biraghi, a permis à la Semaine de la critique réservée aux débutants de remplir son rôle de découvreur et de présenter une sélection cohérente.

Kama, des Russes Nijole Adomaitis et Boris Gurov, produit par les studios de Leningrad, les plus en pointe de l'URSS, est le premier film, à notre connaissance, qui décrit l'univers du Goulag. Tourné en hiver sur les lieux mêmes d'un ancien camp de concentration, il évoque un monde carcéral du début des années 50, peuplé exclusivement de femmes, où dominent la peur et la trahison, la banalisation du mal et l'acceptation de l'innommable. Une caméra toujours en mouvement traque les épreuves d'une détresse « humiliée et offensée ».

Tout compte fait, c'est en partant de leur génération que les cinéastes débutants s'expriment le mieux. Wendell B. Harris n'est pas Spike Lee, mais il s'en approche avec son *Chameleon Street*. Il interprète lui-même un Zelig noir, génial imposteur et grand coureur de jupons. Accumulant les maladroits, il se laisse sans cesse piéger mais, à chaque sortie de prison, grâce à son bagout impitoyable, il repart pour une nouvelle escroquerie.

Les meilleurs films venaient des benjamins de la sélection. A vingt-huit ans, Ilkka Järvelin confirme avec les frères Karimaki l'existence d'un jeune cinéma finlandais. Dans son *Kotia Paim* (« Fuite devant le passé »), on retrouve les mêmes cieux plombés, les beuveries, les petits matins blêmes et les visages patibulaires associés à la mélancolie des longs hivers nordiques.

La grande révélation de cette sélection fut incontestablement *Un monde sans pitié*, premier film d'Eric Rochant. Son film, rapide et léger, s'inscrit dans une lignée française de moralistes lapidaires qui décrivent sans complaisance, avec une sympathie dépourvue d'apitoiement, des héros velléitaires. Godard, Eastache, Carax et aujourd'hui Rochant ont su montrer chacun à leur manière la difficulté de vivre de personnages mal avec le monde, mal avec les femmes, mal avec eux-mêmes. Hippo (magnifiquement interprété par Hippolyte Girardot) ne fait rien, ne veut rien, se désolait d'un futur qui lui promet le grand marché européen. Il vit entre

son frère et son copain, indifférent à tout jusqu'à sa rencontre avec Nathalie (Mireille Perrier, parfaite), normalement, interprète de russe, solidaire et décidée, qui expédie la vie papillonnaire. Alors, rien ne va plus. Rochant excelle à capter l'air du temps, celui des dialogues d'une grande justesse et donne à son film un rythme adèle, un ton élégant qui cachent une réelle émotion.

Enfin, hors sélection, mais patronné par la critique italienne, *Palombella Rossa*, le dernier film (inexplicablement absent de la compétition), de Nanni Moretti, cinéaste culte des jeunes cinéastes transalpins. Le titre renvoie à la Palombella, un tir parabolique qui surprend le gardien du but adverse au moment du coup-franc en water-polo, car l'œuvre de Moretti se déroule pour l'essentiel dans le décor unique d'une piscine. Et si la palombella est rouge c'est que le héros est un dirigeant communiste, joueur de football et de tennis, et aussi perdus comme Moretti lui-même qui, bien évidemment, l'interprète.

Moretti a introduit dans la comédie italienne une hygiène et une paranoïa qu'il pousse ici à des limites rarement atteintes. Si *La messe est finie*, son précédent film, faisait le bilan de l'Eglise catholique à travers un personnage de curé, Moretti se livre aujourd'hui au même exercice, quitte à faire grincer des dents, sur l'autre Eglise, le P.C.I.

Palombella Rossa est une étape nouvelle dans la conquête par Moretti d'un style visuel original. Dans ce film audacieux, sans vrai fil narratif, il nous submerge de sa logorrhée irrésistible. Entouré de deux admirateurs — persécutés, d'un journaliste qui horripile par son langage branché (le « trend négatif »), d'un arbitre qui ne lui laisse rien passer, Moretti auteur-acteur complet développe sa métaphore aquatique avec une rare insolence. Et son « job » parfaitement exécuté a pris à contrepiéd plus d'un festivalier.

MICHEL CIMENT.

● Guy Béart poursuivi pour plagiat. — A la suite d'une accusation de plagiat déposée par le compositeur Guy Boyer, le chanson de Guy Béart *Liban libre* a été saisie vendredi 15 septembre sur ordre du tribunal de grande instance de Paris. Guy Boyer reproche à Guy Béart d'avoir copié un thème de sa composition intitulée *Jérusalem Stones* déposée en 1978. Cet air avait à l'époque servi de générique à l'émission « La course autour du monde ». La SACEM, qui enregistre annuellement 70 000 titres, dénombre 200 différends de ce type chaque année. Une demi-douzaine de ces seulement sont soumis aux tribunaux. Les autres sont réglés sous les auspices de la SACEM.

THÉÂTRE

« Les Meilleurs Amis », à la Comédie des Champs-Élysées

Où est passé le metteur en scène ?

Si trois de nos meilleurs acteurs, Edwige Fenech, Guy Tréjan et Henri Virlogeux, avaient travaillé avec un bon metteur en scène, cette pièce anglaise eût été réussie.

Un trio d'acteurs d'exception, un très beau théâtre, un texte assez bon, les *Meilleurs Amis*, d'Hugh Whitmore, écrit du être l'un des spectacles les plus courts de cette rentrée. *Bien !* Les deux producteurs de la pièce, Jacques Comier, la bonne fée des théâtres privés parisiens, et Guy Descom, à la tête de la Comédie des Champs-Élysées, sont allés chercher en Angleterre un metteur en scène du nom de James Roose-Evans.

On nous dit qu'il a gagné beaucoup de récompenses, à Londres comme à New-York, et connu de grands succès dans le West End. Tant mieux. Mais si, de temps en temps, le spectacle paraît frappé d'asthénie, si, en plusieurs endroits, les trois interprètes perdent et leur voix et leur mot, si, de nombreuses reprises, ils se déplacent à l'aveugle, ne sachant plus très bien ce qu'ils font là, tout est de la faute de James Roose-Evans.

Lui qui confesse pourtant une grande admiration pour Edwige Fenech n'a eu, pour deux heures de spectacle, que deux idées. Une à l'heure, c'est peu. La première est d'ordre artistique : il a demandé à son décorateur — Pace, qui s'en est bien tiré — d'organiser l'espace scénique en trois zones. Au jardin, la bibliothèque de Sir Sydney Cockfield (Guy Tréjan), directeur du Musée de Cambridge et connu dans le monde entier pour sa collection de manuscrits médiévaux. Au centre, les grilles de fer et les arcs brisés stylisés de l'abbaye bénédictine de Southbrook où Laurence Mac Lachlan (Edwige Fenech) a choisi de vivre pour Dieu, d'être des livres pour les hommes et de correspondre avec tout ce que son époque (1885-1953) compte de grand hommes.

A la cour, le cabinet de travail, ouvert sur un jardin, de George Bernard Shaw (Henri Virlogeux), auteur dramatique et militant socialiste virulent. Une fois l'espace ainsi découpé, le metteur en scène n'a rien su indiquer à ses acteurs, à l'exception d'une scène

de nettoyage et de rangement de pommes dont Edwige Fenech sort indemne. C'est lamentable.

La seconde idée de James Roose-Evans est d'ordre technique : comme le metteur en scène est un échange de correspondance dialoguée entre les trois protagonistes, il paraît avoir peur que le spectateur s'ennuie et a donc demandé à ses interprètes de parler très — trop — vite et d'enchâsser le texte sans faille, au risque que les uns volent sur ceux la plupart de leurs allures répliques. Nous avons beau être au Boulevard, chic, mais au Boulevard, le public n'est pas complètement incapable d'écouter et de partager la conversation amicale et intelligente des trois amis. Ce manque de confiance dans les spectateurs est affligeant.

James Roose-Evans est resté sourd aux remarques du public qu'introduit dans l'action un Bernard Shaw dont la générosité, l'humour, l'émancipation créative l'ont laissé de glace. Il n'a pris

à aucun moment la dimension de la douleur, de la solitude, du courage démesuré d'une abbesse intelligente que l'on a propulsée sur la scène du monde quand sa condition l'enferme dans ses murs de silence. Il n'a pas senti sous l'apparente bienveillance, du médiateur l'indigne, l'absence d'une recherche rigoureuse. Rien, cela ne lui a rien inspiré. A grand peine a-t-il imaginé une adresse de Saint-Laurent au public commençant par un bryum « *Meilleurs Amis !* » qui, il le comprendra, a laissé les spectateurs hommes perplexes.

Aussi bien faudra-t-il oublier le nom de James Roose-Evans, ou plutôt tâcher de s'en souvenir, et ne retenir que la performance quasi héroïque de trois acteurs qui ont su trouver en eux, et en eux seulement, la force, le courage, le bonheur de nous parler un moment. Malgré lui.

OLIVIER SCHMITZ.

* Comédie des Champs-Élysées. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée le dimanche à 15 h 30. Tél. : 47.20.07.79.

« Le Boucher », d'après Alina Reyes

Triste étal

Rufus et Evelynne Dress jouent le Boucher, d'après Alina Reyes. On en deviendrait végétarien.

Qu'allait-il faire dans cette galère ? La question se pose en voyant Rufus, comédien estimable, sympathique, embarqué dans un spectacle tellement nul qu'il en devient presque drôle, le rire étant ici l'expression d'un ennui nerveux.

Rufus, d'ailleurs, n'a pas grand-chose à faire, sinon tenir un rôle de monsieur Loyal : il sert de faire-valoir à Evelynne Dress. Tous deux, mais surtout elle, donc, se débattent avec un texte qui est vrai assez difficile à faire passer, mais ils l'ont choisi : *Le Boucher* d'Alina Reyes (éditions du Seuil), d'un écrivain assez cru sinon torride, descriptions cliniques des états du désir entre un boucher et une caissière, entre chambre froide, étal et coutelets. Quand les odeurs d'herbe fraîche commencent à nous parvenir enfin, il est trop

tard : le souffrage est devenu depuis longtemps déjà irrémédiable.

Les thèmes sont cousins de ceux de Bataille : le sexe, la mort, la dépense. Mais la langue n'a pas la beauté de celle de l'auteur du *Bleu du ciel*. Elle travaille beaucoup sur la banalité, il aurait fallu la prêter avec un léger, une froideur un peu décalée. Rufus y parvient un peu, en tout début de spectacle. Le voir prononcer, impeccable dans son costume noir, des mots sans détour à quelques choses de piquant. Ensuite, ça se gâte. Evelynne Dress aurait mieux fait de rester assise derrière son comptoir dans sa robe lamée, plutôt que de se lever pour jouer, dans une effroyable misère rose, en tout premier degré. La mise en scène enfonce le clou : « Une voiture passe », dit-elle, et on entend le bruit d'une voiture. La trassique en rejoice, sur des projections de diapositives dont l'auteur, prudent, ne figure pas sur le programme. Mais la mise en scène est bien de Philippe Ferran.

ODILE CURIOT.

* Au Bataclan, 50, boulevard Voltaire.

PHILIPPE NOIRET

SABINE AZEMA

"La vie et rien d'autre."

UN FILM DE BERTRAND TAVERNIER

STUDIO

Le Monde

Bertrand Tavernier retrouve la pudeur poignante du quotidien de l'horloger de Saint-Paul, l'ironie iconoclaste de Coup de Torchon, le souffle épique de Que la fête commence. Il se retrouve.

BAZAAR

Philippe Noiret, tout en pudeur, en retenue, toujours sur la corde raide, dont l'interprétation rend son personnage vraiment émouvant. Face à lui, intuitive, fine, pétillante comme un verre de champagne, Sabine Azema au meilleur de son talent.

LE POINT

Au scénario vigoureux, genéreux comme un arbre de vie, Tavernier offre une mise en scène retenue, attentive à tout et à tous.

L'EXPRESS

C'est l'une de ces réussites romanesques, si irrésistibles que les personnages, innombrables, laissent à chacun le regret de ne pas les avoir connus.

LA DÉPÊCHE

"Le scénario est superbe, sans le moindre temps mort, construit, efficace, passionnant, et porté par une image aux beautés rudes et profondes." "On sublime qu'illuminent des éclairs de dérision."

En hymne à l'espoir et un poignant film d'amour. Le centième rôle de Philippe Noiret, exceptionnel de rage et d'émotion.

LE QUOTIDIEN

Un très beau film, dense et émouvant.

صلى الله عليه وسلم

(services)

صباحنا من الامل

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Psychiatrie : l'électrochoc de la perestroïka

Réunis en congrès prochainement à Athènes, les spécialistes mettront à l'ordre du jour la réadmission de l'URSS au sein de l'Association mondiale de psychiatrie.

A situation de la psychiatrie soviétique, qui, dans les années 70, c'est-à-dire sous Brejnev, s'est particulièrement distinguée par l'usage politique qui en a été fait, a-t-elle changé? Cette question sera débattue au cours du congrès mondial de la psychiatrie qui se tiendra à Athènes du 12 au 19 octobre pour décider de réintégrer ou non l'Union soviétique au sein de l'Association mondiale de psychiatrie (WPA).

Il y a deux mois (le Monde du 26 juillet), un rapport rédigé par des experts américains ayant été autorisés à visiter des hôpitaux psychiatriques soviétiques et à rencontrer un certain nombre de malades qui leur avaient été signalés, avait témoigné du fait qu'il existe encore des personnes internées pour délit d'opinion. Qualifié de « document valable et utile » (Psychiatric News, 4 août 1989) par les Soviétiques, ce rapport présentait un certain nombre de réformes du système psychiatrique actuellement en vigueur en URSS, visant en particulier à améliorer le recours aux avocats et à limiter l'internement forcé.

Les temps changent... Les Soviétiques ont longtemps prêté sa dévotion aux accusations de l'Occident au sujet de la psychiatrie soviétique, niant les abus et en défendant la spécificité de leur système psychiatrique, socialiste et par essence différent de celui des pays capitalistes.

On trouve dans la version soviétique du serment d'Hippocrate un cinquième paragraphe, où le médecin « jure de fonder tous ses actes sur les principes de la morale communiste, d'avoir toujours présent à l'esprit le haut titre de médecin soviétique, d'être toujours conscient

des tentatives de protestation de l'Occident contre l'internement d'opposants ont été interprétées par les autorités soviétiques comme des ingérences dans les affaires intérieures de l'URSS, et celles de la résistance intérieure comme de l'agitation antisocialiste commanditée par l'étranger.

La politique gorbatchévienne a réformé ce discours, mais continue à défendre l'idée de la spécificité du système soviétique et de ses valeurs progressistes. Ainsi le discours actuel d'ouverture de l'URSS est-il ambigu. Si les erreurs du passé sont dénoncées, peu de changements fondamentaux ont vu le jour. Dans le domaine de la psychiatrie, le désa-

venement de l'Occident face aux abus de son usage a conduit l'URSS à se retirer de l'Association mondiale de psychiatrie en 1983. Tout en réhabilitant quelques individualités célèbres (Pouchkine, Boulkovski, Gorbenevskaya), les dirigeants de la psychiatrie continuaient à nier farouchement la pratique de l'internement de « ceux qui pensent autrement ».

C'est le cas du professeur Vartanian, actuellement directeur du Centre de recherche sur la santé mentale. Fort du soutien de certaines personnalités de l'Association mondiale qui prônent un dialogue avec l'URSS sans ingérence dans ses affaires intérieures, il analyse la

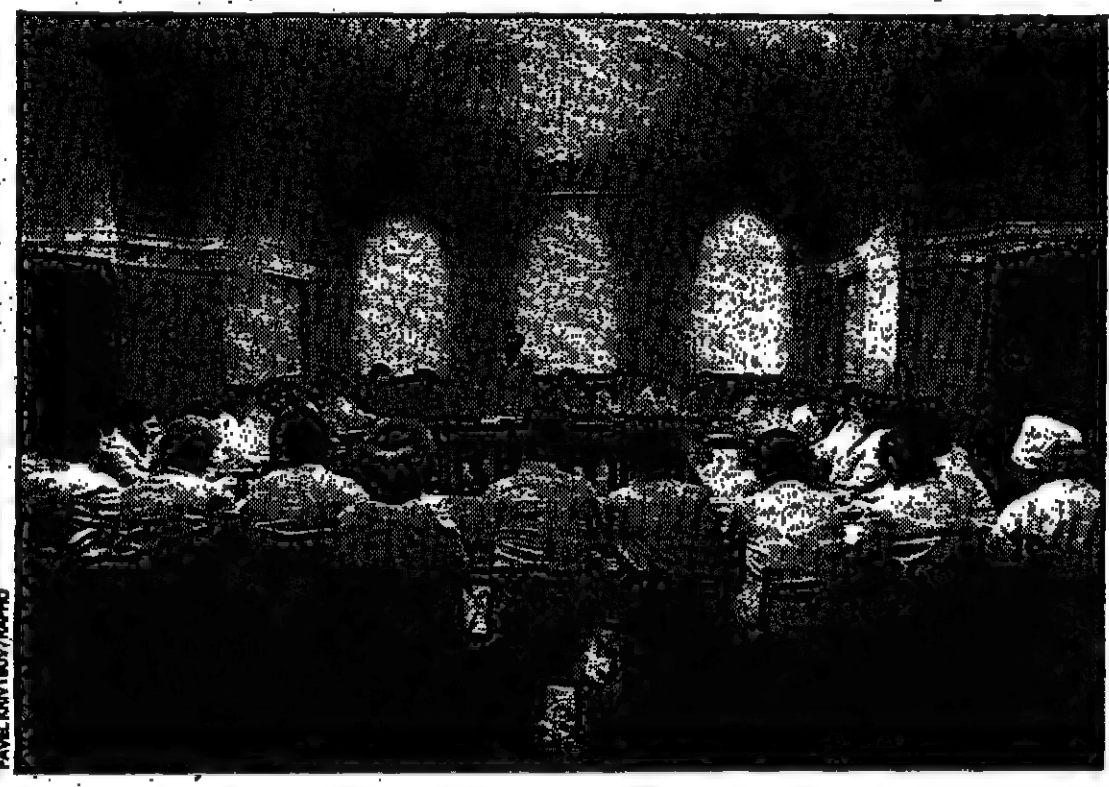
situation actuelle de la façon suivante : l'URSS est prête à revenir au sein de l'Association, car, nous dit-il, « l'atmosphère y est aujourd'hui plus objective, on n'y cherche plus la confrontation mais la coopération ».

Le docteur Tchoukine, qui dirige la psychiatrie au ministère de la Santé, déclarait de même, au cours d'une conférence de presse à Moscou en février 1988 : « Nous sommes prêts à revenir au sein de l'Association... à la condition qu'il y ait une atmosphère de travail et pas de discussion sur l'activité politique ».

La tentative de dépolitiser le débat actuel sur la psychiatrie mos-

tre la volonté des dirigeants de la psychiatrie soviétique d'éviter certains sujets épineux. Selon Peter Roddaway, un expert sur les droits de l'homme en URSS et membre de la délégation américaine, ces dirigeants en place depuis longtemps « se battent pour préserver leur position ». Selon lui, ils savent que, « en permettant ces réformes sélectives, ils entretiennent leur propre chute ». « Un départ timide a été réalisé », ajoute-t-il, mais il a été imposé par quelques politiciens réformateurs à la bureaucratie du système soviétique « résistante, hostile et sur la défensive ».

ANNE DASTAKIAN.
(Lire la suite page 21.)



A l'hôpital Kashchenko, le plus grand hôpital psychiatrique de Moscou.

ASILES ET TRANSPARENCE

DEPUIS 1987, un certain nombre d'articles critiques sur la psychiatrie ont paru dans la presse soviétique, tantôt dans des journaux assez confidentiels, et plus récemment dans des journaux à grand tirage. Des faits divers psychiatriques sont aussi dénoncés, avec, par exemple, le récit dans Nedelia (la Semaine) de l'internement pour le moins suspect d'un comptable qui avait dénoncé des malversations.

Si l'on ne peut parler d'un débat public sur le sujet, comparable à la mise en accusation du stalinisme ou de la corruption, du moins le glasnost dévoile en partie ce sujet tabou et met en cause des responsables et un système qui sont encore en place.

Evgenii Evrouchenko, poète connu pour son non-conformisme dans les années 60, s'adressait à toute la nation de la tribune du Congrès des députés du peuple le 1^{er} juin 1989 en ces termes : « Je propose de priver du droit d'exercer tous les psychiatres qui, brisant le serment d'Hippocrate, ont envoyé en hôpitaux psychiatriques des gens normaux et persécutés arbitrairement, ceux qui ont fait passer les autres à l'ennemi ».

Un article publié le 28 juin dans la Literaturnaja Gazeta exposait ensuite à un large public l'étendue des problèmes de la psychiatrie soviétique, de l'état délabré et carcéral des hôpitaux à l'utilisation politique qui en a été faite, conduisant ses victimes (les gens considérés comme fous parce qu'ils désaccordent avec les autorités) à être « soignés » avec des médicaments punitifs et parfois battus.

L'article s'attaquait à la figure-clé de la psychiatrie soviétique, feu l'académicien Snejnevski, qui, du temps de Staline, par son fanatisme et sa servilité, a « porté un coup fatal à la psychiatrie humanitaire ». Les professeurs Vartanian (Centre scientifique de la santé men-

tale), G. Morozov (Institut Serbski) et A. Tchoukine (chef de la psychiatrie au ministère de la Santé), des « gens du passé » portent la responsabilité de l'inféodation de la psychiatrie au pouvoir politique. Seule la glasnost, conclut l'auteur, permettra un contrôle sur le ministère de la Santé, qui, « comme avant, garde secret tout ce qui touche à la psychiatrie, et qui décide de tous les actes et instructions sans que la société soit consultée ».

On y voit, en juillet 1989, publiant la confession d'un ancien procureur qui avait fait l'essentiel de sa carrière au KGB, où il avait personnellement participé à la lutte contre les dissidents. Qualifiant de « honteux » l'internement en hôpital psychiatrique de gens normaux, il cite l'exemple du général Grigorenko qui fut, sur l'initiative du KGB, exclu du parti, puis de l'armée et dégradé, puis interné en hôpital psychiatrique pour avoir critiqué la politique intérieure et étrangère de Krouchtchev.

Un autre signe de la glasnost fut la publication, le 21 mai, par la Meditsinskaja Gazeta (un journal médical) d'un article du psychiatre Semion Glouzman, qui a passé dix ans en camp pour s'être opposé à l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques (le Monde du 26 juillet).

Si cette publication est essentiellement une par des médecins, elle a l'avantage d'exposer l'opinion d'un spécialiste, lui-même victime de répression, et qui témoigne de cas précis rencontrés pendant sa captivité.

Cet article est un réquisitoire précis contre le système actuel de la psychiatrie en URSS, qui a notamment « une hostilité générale pour les classifications occidentales, Freud, le freudisme, et tous les autres termes ». Selon lui, « actuellement les psychiatres soviétiques font du malade, et non les causes de sa maladie ».

A. D.
(Lire la suite page 21.)

Détournement de fossiles

Depuis vingt ans, un paléontologue spécialiste de l'Himalaya aurait trompé ses collègues sur l'origine des fossiles qu'il soumettait à leur expertise.

A n'en pas douter, l'histoire restera dans les annales. Le scandale secoue depuis six mois le milieu très fermé des paléontologues, et vient de connaître la semaine dernière un nouveau rebondissement avec la publication, dans la revue britannique Nature (1), de quatre articles, provenant de chercheurs impliqués de près ou de loin dans ce que la communauté scientifique appelle désormais « l'affaire des fossiles péripatéticiens ». Un scénario rocambolesque ayant toutes les apparences d'une gigantesque escroquerie paléontologique, orchestrée depuis vingt ans par un chercheur indien, et dont la révélation remet désormais en question tout un pan des connaissances acquises en cette fin de siècle sur l'Himalaya.

A eux seuls, titres et chiffres font frémir : membre de l'Académie des sciences de l'Inde, doyen de la faculté des sciences de l'université de Pondichéry à Chandigarh, M. Vishwa Gupta aurait truffé d'anomalies et d'incohérences plus de trois cents publications scientifiques en vingt ans de travaux ! Père : infatigable adepte du doute et l'authenticité, brouillant les pistes stratigraphiques et géographiques, qui, en temps normal, permettent de dater les sites étudiés, ses « découvertes » rendraient aujourd'hui inutilisables la quasi-totalité des données accumulées depuis lors sur la géologie himalayenne. Un véritable imbroglio scientifique réalisé au nez et à la barbe d'une bonne soixantaine de paléontologues internationaux,

« Or ces fossiles présentent une ressemblance stupéfiante avec celui que je venais d'étudier - et ce, fait remarquable, jusqu'à la couleur de la roche ! », relate Philippe Janvier. Saisi d'un léger soupçon, celui-ci écrit immédiatement à M. Gupta pour lui demander de mentionner dans leur publication commune cette étonnante similitude - ce qui fut fait.

Coincidences douteuses

Deuxième surprise : dans les mois suivant la publication de l'article, M. Janvier reçoit plusieurs lettres de paléontologues internationaux, désireux de confronter avec lui leur point de vue. Tous ont conscience, dans les années précédentes, une publication avec M. Vishwa Gupta. Tous émettent eux aussi des réserves, des inquiétudes. « A la dixième lettre, j'ai compris que quelque chose ne tournait pas rond. » De l'étonnement, M. Janvier passe à la suspicion. Et il n'est pas le seul. Au début des années 80, la rumeur s'amplifie parmi les paléontologues : considéré dix ans plus tôt comme l'un des principaux spécialistes de l'Himalaya, M. Gupta perd son crédit international, et bon nombre de chercheurs refusent désormais, non seulement de collaborer avec lui, mais encore de tenir compte de ses publications.

Les choses en seraient probablement restées là si un scientifique australien, lui-même bon connaisseur de la géologie himalayenne, ne s'était décidé à dénoncer le scandale. Paléontologue à l'université Macquarie de Sydney, M. John Talent, qui avait commencé à soupçonner M. Gupta dès 1971, va se livrer, des années durant, à une enquête digne de Sherlock Holmes.

De la rue parisienne Saint-Louis-en-l'Île (où il retrouve, dans la boutique Minéraux fossiles,

d'Alain Carion, des spécimens provenant du Maroc rigoureusement identiques à ceux décrits par le géologue indien) à la vérification (par la négative) de l'existence de plusieurs gisements himalayens cités dans ses articles, la piste, semée d'incohérences douteuses, et de coïncidences douteuses, se termine à l'incroyable : Etats-Unis, Afrique, Tchecoslovaquie ou Grande-Bretagne, les fossiles décrits par M. Gupta semblent venir pratiquement de toutes les régions du monde... sauf d'Himalaya.

CATHERINE VINCENT.
(Lire la suite page 20.)
(1) Nature du 7 septembre 1989.

A défaut du

vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...

Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence qui vous présentera toutes les règles de financement des différents régimes de protection et de leurs couvertures associées, sur le plan légal, social et fiscal, c'est plutôt le Lamy Protection Sociale qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Protection Sociale téléphonez au plus vite au

01 47 33 11 11

pour agir en connaissance de cause

Le Lamy Protection Sociale

Les résurrections de Saint-Denis

Depuis treize ans, les archéologues ont mis au jour les objets les plus divers et les plus surprenants.

UNE petite plaque en or où des émaux colorés, dans un style carolingien, les espaces ménagés par les techniques du cloisonné et du champlevé (1). L'objet n'a guère que 3 centimètres sur 1. Mais, découvert en août dernier dans les fouilles de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), il a soulevé l'enthousiasme (encore un peu dubitatif) de M^{me} Danielle Gaborit-Chopin, conservateur au département des objets d'art du Louvre : la petite plaque semble bien provenir de la « table d'or » (ou devant d'autel) donnée à l'abbaye par Charles le Chauve (823-877).

Le trésor de l'abbaye de Saint-Denis était l'un des plus riches d'Europe. La « table d'or » en était une des pièces maîtresses. Transformée en retable à la fin du treizième siècle, elle a été fondue à la Révolution comme presque tous les objets du trésor. Mais, sous sa forme de retable, elle figure avec beaucoup de précision dans un tableau du quinzième siècle, *la Messe de saint Gilles* de la National Gallery de Londres. Ainsi est-il légitime de penser que la petite plaque est très probablement un des motifs de la frise qui faisait tout le tour de la « table d'or ».

Autre indice qui étaye cette hypothèse : la petite plaque a été trouvée dans un atelier d'orfèvre de la fin du treizième siècle qui était tout proche de la nécropole occupant les terrains bordant le côté nord de l'abbaye. Elle était dans un tas de débris. Ce qui permet d'imaginer l'effacement de l'orfèvre mettant son atelier sans dessus dessous à la recherche de l'élément égaré au cours des travaux de transformation de la « table d'or ». Si les études confirment l'hypothèse de la provenance de la petite plaque, on aurait désormais l'unique fragment subsistant de la « table d'or ».

Les fouilles de Saint-Denis sont menées en permanence depuis 1973, sous la direction de M. Olivier Meyer, nommé archéologue municipal en 1982. Elles ont ainsi scruté le sous-sol de 13 hectares du quartier « basilique-centre ».

« Au fil de vastes opérations de rénovation urbaine. Le site de Saint-Denis a été occupé au début du néolithique (vers 5000 ou 6000 avant Jésus-Christ) et, en continu, au moins depuis le septième siècle de notre ère. Jusqu'au premier tiers du neuvième siècle, l'occupation a été diffuse, mêlant éléments civils et religieux. N'oublions pas que le tombeau présumé de saint Denis, premier évêque de Paris (décapité à Montmartre au troisième siècle, selon la tradition), a très vite attiré des foules de pèlerins.

« Au début du septième siècle, le bon roi Dagobert construisait une abbaye ou enrichit un établissement préexistant. En tout cas, son trésorier saint Eloi, évêque et orfèvre, fit, pour l'abbaye, une superbe croix en or et pierres précieuses, qui figure, elle aussi, sur le tableau *la messe de saint Gilles*. Rien ne subsiste de cette abbaye.

Un labyrinthe de murs et de rues

Vers 830 est édifiée l'enceinte monastique le long de laquelle ont été construites, au fil des siècles, huit églises dont les fouilles ont retrouvé les vestiges. En 869, devant le danger des raids normands, Charles le Chauve, abbé laïque de Saint-Denis, entoure la ville d'une muraille. Celle-ci aura pour effet de concentrer la population et, surtout, de déterminer jusqu'à nos jours la trame urbaine avec le tracé des rues et même des parcelles.

Enfin Suger vint (vers 1081-1151). Abbé de Saint-Denis, conseiller très avisé de Louis VI le Gros et de Louis VII le Jeune, Suger commença la basilique actuelle et donna à l'abbaye son rayonnement maximal. Par la suite, Saint-Denis souffrit sévèrement de la Grande Peste du milieu du quatorzième siècle. Les guerres de Religion (1562-1598) marquent le déclin de Saint-Denis. La population diminua beaucoup. Si bien qu'au dix-septième siècle de nombreux couvents (notamment le carmel, dont Louise de France, fille de Louis XV, fut la supérieure, et qui abrite maintenant le Musée d'art et d'histoire de la ville de Saint-Denis) purent s'entourer de très grands jardins, origine des grands espaces non bâtis que Saint-Denis avait encore très récemment.

Depuis seize ans, les fouilles ont été faites en fonction des opérations d'urbanisme. Elles ont mis au jour un labyrinthe très enchevêtré de murs et de rues, et même, cette année, une partie de l'aqueduc souterrain qui alimentait trois fontaines. Surtout, elles ont permis de dégager des fondations, de cabanes, de maisons et d'ateliers de dix-sept sortes d'activités arti-

sanales, des dépotoirs, des nécropoles de toutes les époques, où la moisson a été extrêmement riche surtout pour la période allant de 550 environ à 1450 : sept cents tombes, vingt-cinq mille « objets » (sans compter des dizaines de milliers de tessons), et même des tissus et des chaussures.

Un bonnet en point de jersey

Les plus intéressants des objets trouvés il y a plusieurs années

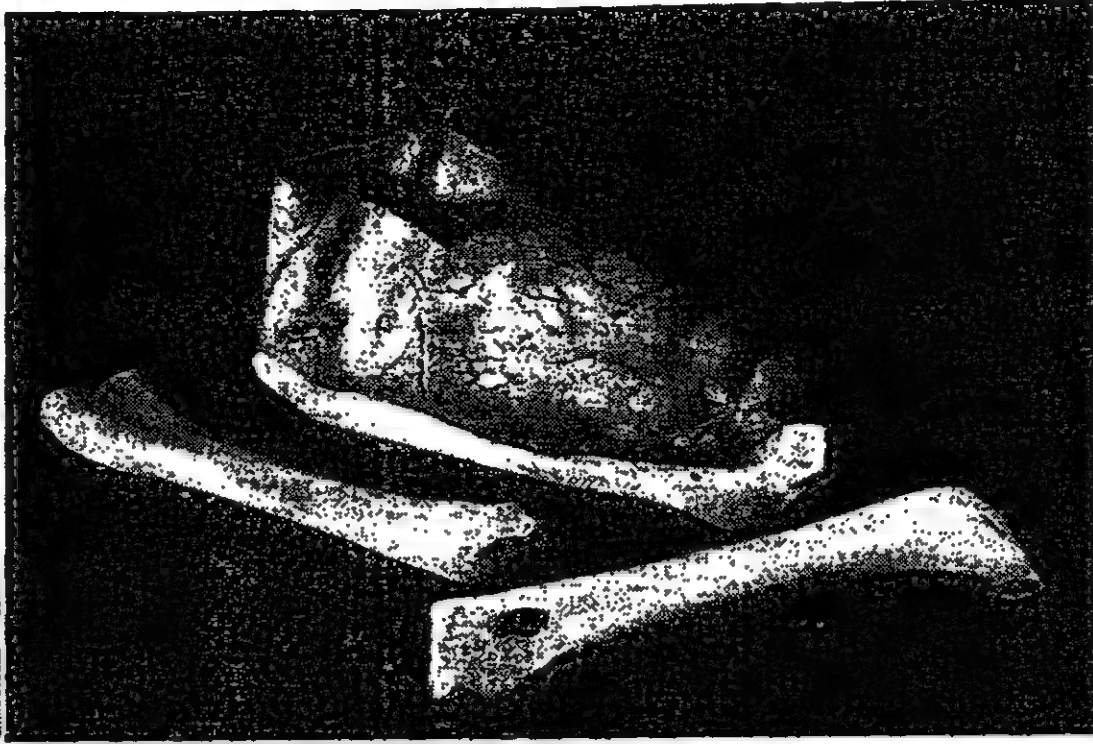
sont exposés au Musée d'art et d'histoire (2). Parmi eux, des chapiteaux romans (dont certains tout juste ébauchés), un manche de couteau en ivoire représentant un adolescent jouant aux dés, un saint Joseph en ivoire autrefois polychrome, un couvre-feu (un très grand plat creux percé de deux trous qui permettait de garder les braves chaudes en évitant que le feu ne se propage hors du foyer). Et surtout un bonnet tricoté du quatorzième siècle. Dégagé à la pointe d'aiguille de la

gargue très dure qui l'emprisonnait, ce bonnet tricoté au point de jersey, à quatre aiguilles puisqu'il ne comporte aucune couture, n'a pas nécessité de traitement compliqué de préservation. Il n'est pas fait de laine, comme on l'a d'abord cru, mais de byssus (3). Le byssus très fin de ce bivalve est « jambonneau de mer ». Le byssus très fin de ce bivalve était effectivement utilisé comme textile de prix depuis l'Antiquité — et encore récemment en Italie

du Sud — sous le nom de « soie de mer ».

Des objets trouvés plus récemment sont exposés au dépôt de fouilles, une ancienne école maternelle mise à la disposition des archéologues par la municipalité (4). Des verreries étonnantes par leur élégance. Les chaussures sont encore souples. Les tablettes (ces artisans qui travaillaient l'os, l'ivoire, la corne ou le bois) émerveillent par leur technique : les totos sont fins et délicats ; un dé, tout bosselé de cupules minuscules, est fait comme nos dés à coudre ; les épingles sont finement décorées. Les poteries utilisent des matériaux très divers pour faire les grains de chapelier. Il y a même des patins à glace (comme ceux dont parle un hagiographe de Thomas Becket) : de petits os longs (de bovins ?) dont une face, parfaitement aplatie, porte les stries gravées par les glissades sur la glace.

YVONNE REBEYROL



Cette chaussure en cuir, du début du dixième siècle, a été retrouvée avec une centaine d'autres dans le fossé de Charles le Chauve. Par des textes, on sait qu'un atelier de cordouanier existait à l'époque près du fossé. Le patin à glace en os était aplati sur une de ses faces pour permettre les glissades. Celui-ci date aussi de l'époque carolingienne.

Détournement de fossiles

(Suite de la page 19.)

« Comment se peut-il qu'une telle quantité de matériel d'origine suspecte ait résisté si longtemps à l'investigation du milieu scientifique ? », s'interroge M. John Talent en conclusion de son article paru au printemps dernier dans *Nature* (2). Première réponse : l'impossibilité, pour les paléontologues internationaux, de vérifier sur place les allégations de M. Gupta. S'étendant du Cachemire au Bhoutan, les gisements indiqués (le plus souvent de façon approximative) se trouvent la plupart du temps dans des sites quasiment inaccessibles, et de surcroît interdits, pour des raisons politiques, à l'investigation des étrangers.

Les silences des scientifiques

Autre élément ayant joué en faveur de M. Gupta : les règles déontologiques du milieu scientifique, qui interdisent aux chercheurs de mettre en doute, a priori, la véracité des dires d'un collaborateur. « Je n'ai pas été assez prudent, mais cela est

facile à dire après coup », souligne M. Gary Webster, paléontologue à l'université américaine de Washington et coauteur avec le géologue indien de neuf publications. « Toute étude paléontologique est basée sur une confiance implicite dans l'origine des données de base », renchérit M. Janvier, qui précise néanmoins ne plus travailler, désormais, « qu'avec des fossiles récoltés par mon équipe ou provenant d'un musée garantissant leur origine ».

On peut, en revanche, s'étonner de découvrir que nombre de spécialistes de l'Himalaya, qui reconnaissent aujourd'hui avoir soupçonné depuis plusieurs années les pratiques plus que douteuses de

leur collègue, n'aient pas jugé utile d'en avertir plus tôt l'ensemble de la communauté scientifique.

La dénonciation ouverte, certes, n'est pas une pratique courante de la profession, et les paléontologues avaient sans doute suffisamment de fossiles en tête pour ne pas se plonger dans la bibliographie exhaustive de Vishwa Gupta. Il n'empêche : outre les nouvelles « victimes » que ce dernier a pu continuer de dupier, le « loi du milieu » a sans doute ainsi contribué à transformer la géologie du Toit du monde en un inextricable réseau de contradictions, dont cette discipline mettra longtemps à se remettre — même si le temps finit

toujours par séparer le bon grain de l'ivraie.

« Toutes les données stratigraphiques et paléontologiques accumulées sur l'Himalaya sont désormais à revoir complètement », confirme Will Ziegler, directeur du Museum Senckenberg de Francfort (RFA). De nombreux chercheurs ont en effet intégré de bonne foi les « découvertes » de M. Gupta dans leur propre réflexion, rendant aujourd'hui les connaissances et les hypothèses établies depuis vingt ans quasiment inutilisables.

M. Gupta, quant à lui, semble cette fois définitivement discrédité. Six mois après le coup d'envoi donné par John Talent, les langues commencent à se délier. Les auteurs des quatre articles qui viennent de paraître dans *Nature*, dont deux proviennent de collègues très proches du géologue indien, dénoncent tous, en termes parfois très durs, les malversations probables de leur co-signataire. Mais la communauté scientifique ne dispose, aujourd'hui encore, d'aucune preuve tangible contre M. Gupta.

La solution la plus simple, suggérée par de nombreux paléontologues, serait sans doute de constituer une commission internationale — sous l'égide, peut-être, du Survey Geological Indian — chargée de vérifier, au 1^{er} un, l'existence — ou plus probablement l'absence — des gisements signalés dans ses publications. Selon toute vraisemblance, l'affaire des fossiles péripatétiques ne fait que commencer.

CATHERINE VINCENT

(2) *Nature* du 20 avril 1989, « The Case of the Peripatetic Fossils ».

PRECISION

Suite à l'article paru dans « Le Monde Sciences et Médecine » du mercredi 13 septembre, M. Jacques Mehler, directeur du laboratoire de sciences cognitives et psycholinguistiques (CNRS/EHESS, Paris), nous précise que les études réalisées sur le bilinguisme des adultes, parues dans la revue *Nature*, ont été menées en collaboration avec M. Juan Seguí, du laboratoire de psychologie expérimentale du CNRS (université Paris-V).

(Publicité)
Le n° 153 - septembre - du mensuel
FRANCE ARABES
vient de paraître
« LIBAN : L'ESPOIR... »
Rapportage au Liban de Lucien Bédaride. Entretien à Beyrouth avec le président Hafez Hossni et à Fatah avec l'ambassadeur de Liban, M. Fouad Turk. Texte illustré du comité technique du 31 juillet et réponse du ministre syrien des Affaires étrangères.
Exclusif au journaliste : Les Français savent-ils parler ? La Syrie et l'OLP ? Les pays arabes : La chronologie des révolutions, les pays arabes, etc...
Diffusion : NMPP - En vente 15 F dans les grandes librairies à Paris et en Province.
« Sciences et Médecine » : 14, rue Augustin, 75007 Paris. Tél. : 45-55-73-52.

A défaut du Lamy Social, vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...

Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence à la fois objectif et opératoire qui vous permettra de gérer les relations humaines au mieux des intérêts de tous, tout en respectant un Droit en constante évolution, c'est plutôt le Lamy Social qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Social téléphonez au plus vite au **40 38 05 03**

Lamy Social Pour agir en connaissance de cause.

Les fraudes célèbres

Aujourd'hui l'Himalaya, hier l'Angleterre, l'Union soviétique ou les Etats-Unis : les falsifications scientifiques ne connaissent pas de frontières. Et, si les « scandales » déboussent plus souvent le milieu des sciences de la vie (témoignons le cas de Sir Cyril Burt, célèbre psychologue britannique, mort en 1971 couvert d'honneurs et qui se révéla, quelques années plus tard, avoir inventé ses couples de jumeaux... et jusqu'à ses collaboratrices pour justifier sa théorie héréditariste de l'intelligence), la supercherie en paléontologie, bien avant l'affaire Gupta, a, elle aussi, connu ses heures de gloire.

Ainsi, le cas de l'homme de Piltdown, dont la célébrité reste à ce jour inégalée. Un crâne primitif d'homme, découvert dans le Sussex (Grande-Bretagne) en 1912, présenté par Charles Dawson et considéré, dans un premier temps, comme preuve probable de l'existence du fameux chaînon manquant entre le singe et l'homme. Pendant plus de quarante ans, les spécialistes de paléontologie humaine crurent à son authenticité, avant de découvrir qu'il s'agissait d'un habile montage entre une mâchoire d'orang-outang et un crâne humain — gigantesque

force dont les auteurs n'ont jamais pu être identifiés.

Mais l'affaire présentant la plus grande analogie avec celle des fossiles himalayens se joue en France, au sortir de la Grande Guerre. Géologue brillant et reconnu, directeur du service géologique d'Indochine à Hanoi, Jacques Depret est violemment accusé par certains de ses pairs d'avoir falsifié l'origine de fossiles qu'il affirme provenir du nord du Tonkin et que l'on ne connaît, en principe, que dans des terrains primaires d'Europe centrale. Personne n'est jamais le fin mot de l'histoire, mais les présomptions pesant sur Depret, banni de la Société géologique de France au début des années 20, furent par la suite largement remises en cause, lorsque l'on découvrit, vérification sur le terrain à l'appui, que la plupart de ses descriptions étaient parfaitement exactes.

Aujourd'hui, la plupart des spécialistes plaident son innocence. Ce qui contribue probablement à expliquer la réticence, chez bon nombre de paléontologues français, à passer trop vite des soupçons à l'accusation en matière de fraude scientifique.

Ca. V.

made in

THE LAM

NTS SOCIO-ECONOMIQUE
LA TECHNIQUE SPATIAL

A défaut du Lamy Social, vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...

Lamy Social Pour agir en connaissance de cause.

صلى الله عليه وسلم

Le « Lancet » made in France

La prestigieuse revue britannique sera pour la première fois éditée en français. Un événement dans le monde de l'information médicale.

LONDRES
de notre envoyé spécial

DANS le plus que distingué Bedford Square, seule une très discrète plaque de cuivre indique le siège de l'une des plus prestigieuses revues médicales internationales. Créée le 5 octobre 1823 à Londres, *The Lancet* (le Bistouri) est l'un des rares exemples d'un journal ayant résisté à l'usure du temps et à la dangereuse manie de la publicité; l'un des rares exemples aussi d'un journal médical qui, en respectant scrupuleusement les principes définis par son fondateur, soit parvenu à s'imposer aujourd'hui — avec son homologue américain *The New England Journal of Medicine* — comme référence internationale en matière de recherche et de publication.

« Nous avons commencé à bénéficier d'une réelle audience internationale dans les années 60, explique M. David Sharp, le docteur Robin Fox, rédacteur en chef adjoint. Ce phénomène est apparu à une époque où nous avons perdu un certain nombre de nos lecteurs médicaux généralistes britanniques et où la recherche médicale s'est rapprochée des sciences fondamentales. » Si l'est encore loin derrière le *New England* (200 000 exemplaires environ), le *Lancet*, avec 42 000 abonnés dont 10 000 en Grande-Bretagne et 15 000 en Amérique du Nord, jouit d'une position confortable, qui lui permet notamment de maintenir son volume de publicité en deçà de ce que l'on observe habituellement.

Une position d'autant plus enviable que les collaborateurs — le plus souvent étrangers — de l'hédomadaire adressent leurs textes du monde entier et que l'on sait cultiver à Bedford Square les joies de l'indépendance absolue. A la différence de nombreuses revues médicales, le *Lancet* n'est pas en effet l'émulsion d'une association médicale ou de l'institution.

Depuis peu, l'hédomadaire britannique est entré dans une nouvelle ère de sa longue histoire. Alors que le numéro 8664 vient tout juste d'être imprimé à Londres, sortira à Paris, le mercredi 20 septembre, le premier numéro de la version française de l'hédomadaire britannique. Après l'Espagne en 1982, l'Italie en 1984 et l'Allemagne fédérale en 1987, les responsables du *Lancet* complètent ainsi leur implantation en Europe par le biais d'éditions dans des langues différentes, avant de s'attaquer au Japon. C'est la filiale française d'Elsevier (1), l'un des principaux éditeurs scientifiques internationaux, qui a acquis l'exclusivité de la

Notre sélection se fera en fonction de l'importance et de l'urgence du sujet traité, mais aussi en fonction de l'intérêt que pourront trouver les médecins français à la lecture d'articles de synthèse, de réflexion, et d'éditorial.

La principale cible visée par les responsables d'Elsevier est celle des médecins spécialistes hospitaliers, qui « n'ont pas le temps de lire en anglais ». Sans doute espère-t-on aussi que les médecins généralistes pourront trouver là une source d'informations originales, différente de celle qu'ils peuvent trouver lorsqu'ils ont une, dans leurs revues de formation médicale continue.

La perte d'audience des revues françaises

« Même si la chose est difficile à expliquer, souligne M. Sharp et le docteur Fox, nous avons observé que, en Italie, en Espagne et en Allemagne fédérale, la publication d'une traduction mensuelle ne nuisait aucunement aux ventes de l'hédomadaire. Sans doute parce que les médecins intéressés par l'édition traduite n'ont pas les mêmes centres d'intérêt que les autres abonnés. »

THE LANCET

CONTENTS	CONTENTS
Original articles	Original articles
Reviews	Reviews
Correspondence	Correspondence
Editorial	Editorial
Obituary	Obituary
Letters to the Editor	Letters to the Editor
Index	Index

traduction en français sous réserve que l'image du *Lancet* soit respectée.

Il ne s'agit pas toutefois de la traduction pure et simple des textes parus à Londres. « Nous sortons à un rythme mensuel, explique le docteur Philippe Brenier, rédacteur en chef de la publication, et nous sélectionnerons des articles parus dans les dernières semaines ou les derniers mois de l'édition anglaise.

équipe spécialement chargée de conseiller les médecins français désirant publier en langue anglaise.

Cette expérience de traduction en français n'est certes pas la première (le journal de l'Association médicale américaine la réalise depuis plusieurs années), elle n'en souligne pas moins la dramatique perte d'audience des revues françaises de formation continue. Car, de manière paradoxale, ces traductions sont le reflet direct de la domination quasi monopolistique exercée en médecine et en sciences par la langue anglaise, qu'il s'agisse de découverte ou de formation continue. Le phénomène semble aujourd'hui irréversible, et l'on voit mal, compte tenu notamment de l'immobilité des pouvoirs publics français et des organismes nationaux de recherche, ou encore des maisons d'édition, comment le français pourrait retrouver ne serait-ce qu'une part de la place éminente qu'il occupait au dix-neuvième siècle et au début du vingtième dans l'avancée de la science et de la pratique médicale.

JEAN-YVES NAU.

(1) La maison Elsevier édite les *Annales de l'Institut Pasteur*, qui furent il y a quelques mois l'objet d'une très vive polémique dans les milieux de la francophonie, les responsables de cette revue souhaitant ne plus publier que des textes rédigés en langue anglaise.

L'électrochoc de la perestroïka

(Suite de la page 19.)

Il semble bien que l'absence de changements dans la direction de la psychiatrie soit la cause de l'ambiguïté de la position soviétique, qui, paradoxalement, a recours aux experts américains pour arbitrer chez elle des questions des droits de l'homme.

Les experts américains dénoncent dans leur rapport l'« hyperdiagnostic » pratiqué en URSS dans les cas de schizophrénie. Selon eux, les symptômes d'« activité unitaire » d'« échec de l'adaptation à la société » et d'« hospitalité à vivre en société » sont utilisés pour sa conduite » illustrent aussi l'hyperdiagnostic concernant les « psychopathes ».

Pour la « schizophrénie à évolution lente » diagnostiquée chez des personnes manifestant leur soutien à des causes politiques, les experts ont dénoncé les symptômes de « délire de réformation » et de « sens exagéré de l'opinion de soi » qui ne sont pas des critères de diagnostic américains ou internationaux.

Sur les quinze patients hospitalisés et les douze qui avaient été relâchés, qu'on pu rencontrer les experts, qu'on ait pu rencontrer les experts, aucun trouble mental présent ou passé, et trois présentaient des symptômes légers qui ne nécessitaient pas d'hospitalisation. Les traitements subis par ces patients leur avaient été administrés « pour les punir ou les contrôler ».

L'usage de l'atropine, de sulfazine ou de coma insulinaire pour traiter des psychoses ou augmenter l'action de neuroleptiques n'est pas accepté à l'Ouest, ajoute-t-il. Les Soviétiques n'ayant pas pu fournir la preuve de l'efficacité de ces méthodes, elles sont dangereuses que la sulfazine, aux effets secondaires si douloureux, les Américains ont conclu à son usage « punitif plutôt que thérapeutique ».

Ce rapport sévère a reçu une réponse circulaire de la part des Soviétiques. Ils ont reproché aux psychiatres américains d'avoir trop mis l'accent sur la mémoire subjective des patients sur leur hospitalisation, ce qui, selon eux, témoigne d'une position trop partiale. Sur l'usage de traitements punitifs, ils ont affirmé qu'ils étaient plus utilisés. Acceptant les critiques concernant l'usage de la sulfazine et de l'atropine, ils ont défendu celui de coma insulinaire, efficace, selon eux, sur certains schizophréniques, mais ont nié son utilisation pour provoquer des crises. Ils n'ont pas non plus admis l'idée d'inclure le patient dans les décisions de traitement, ce qui n'est pas chez eux coutumier dans la médecine, sauf si le patient est lui-même médecin.

Confrontés à l'« ingérence étrangère » de la délégation américaine, les dirigeants de la psychiatrie soviétique s'efforcent de sauver la face. Mais les Américains précisent qu'ils se sont heurtés à de nombreux obstacles de procédure, significatifs, selon eux, d'une réticence à offrir un accès libre à toute l'information nécessaire. Les experts n'ont ainsi pas eu accès aux rapports d'enquête juridiques des cas qu'ils étudiaient, le fondement des affaires concernées restant ainsi caché.

Si les autorités psychiatriques refusent de reconnaître la systématisation de la psychiatrie punitive, elles admettent désormais l'existence d'erreurs passées et, adoptant le discours réformiste aujourd'hui en vigueur de la perestroïka, affirment que de tels abus ne pourront plus avoir lieu.

Il semble qu'il y ait réellement eu des changements politiques en ce qui concerne l'internement des dis-

dents communs (croyants, objecteurs de conscience, opposants politiques) qui ont presque tous été relâchés avant la visite de psychiatres américains, les autorités psychiatriques ont l'air peu enclines à réformer en profondeur un système qu'elles ont contribué à créer.

Selon les experts américains, la psychiatrie soviétique a encore de grands progrès à faire pour rendre son système thérapeutique plutôt que punitif. Les hôpitaux spécialisés ressemblent plus à des « prisons psychiatriques » qu'à des hôpitaux, selon le docteur Roth, le chef de la délégation : les patients y sont privés de tous droits et ont peur de mesures de rétorsion au cas où ils se plaindraient. Des changements plus importants devraient avoir lieu dans les procédures de placement volontaire, pour prévenir les abus. Les commissions psychiatriques de révision prévues tous les six mois après un internement sont « brèves et formelles », selon le rapport, et n'ont pas de « décision indépendante » qui permettrait aux patients de s'opposer à la volonté de la direction de l'hôpital de les retenir.

Malgré les changements récents, le docteur Roth se dit « peu rassuré ».

sur leur effet préventif contre le type d'abus psychiatriques qui ont encore lieu actuellement en URSS. Les experts recommandent aux psychiatres de commencer à utiliser les critères de diagnostic internationaux pour tous les problèmes mentaux. Ils estiment que la pratique des échanges entre psychiatres américains et soviétiques, ainsi que la formation d'une commission internationale pour contrôler les abus psychiatriques de tous pays, seraient bénéfiques à leur prévention.

Selon Alexandre Podrabinsk, le représentant à Moscou de l'Association internationale contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques (IAPUP), (1) il faudrait en outre une réhabilitation juridique et médicale de toutes les victimes des abus psychiatriques en URSS et le droit pour des organisations civiles indépendantes de contrôler la pratique des hospitalisations et des traitements psychiatriques, pour que la volonté des autorités soviétiques de renoncer à la psychiatrie punitive soit véritablement garantie.

ANNE DASTAKIAN.

(1) P.O. Box 3754 1001 AN AMSTERDAM.

ASILES ET TRANSPARENCE

(Suite de la page 19.)

« Les méthodes de diagnostic sont relatives et subjectives, le psychiatre est constamment pressé, ce qui le rend indifférent et insensible à ses patients; la qualification des médecins est basse, il n'y a aucun contrôle public sur l'activité des psychiatres, et, bien sûr, l'éducation des psychiatres est totale ».

Selon Glouzman, dénoncé aussi le concept soviétique de « schizophrénie à évolution lente » qui est si insidieuse que les « malades » ne présentent à aucun moment d'états psychotiques sévères (ils peuvent être asymptomatiques), mais les « malades » ont tout de même rejoint les malades sévères dans les hôpitaux psychiatriques, où on leur a donné des traitements massifs de sulfazine, d'électrochocs et de neuroleptiques.

Glouzman conclut que la seule prévention contre de tels abus est évidemment la loi, mais aussi « la capacité des psychiatres de questionner leur propre jugement dans l'intérêt des patients ». « Se poser des questions, ajoute-t-il, ce doit être, au même titre que les bonnes manières, enseigné dès l'enfance ».

L'absence précise des droits et intérêts légitimes des personnes souffrant de problèmes psychiques, menée par les juristes B. Protchenko et A. Roudnikov en février 1989 dans *Kommunist* (mensuel théorique du comité central du PCUS), est un réquisitoire contre la législation actuelle du système psychiatrique en URSS, mettant même en évidence certains de ses aspects illégaux (en contradiction avec le code pénal). Les auteurs mettent d'emblée en avant l'utilisation de la psychiatrie par le pouvoir politique pour faire pression sur ceux qui pensent différemment, et parlent de « tragédies humaines ».

A. D.

ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA TECHNIQUE SPATIALE

Dans le cadre de son département ÉCONOMIE & GESTION, le CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS & MÉTIERS organise un enseignement intitulé ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA TECHNIQUE SPATIALE, qui a pour objet de présenter le développement spatial et d'analyser les liens qui existent entre ses aspects techniques et ses aspects socio-économiques.

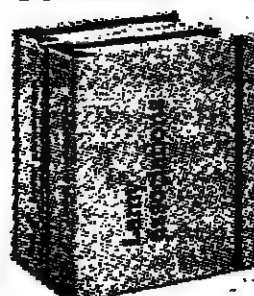
Les cours auront lieu chaque mardi de 18 h 30 à 20 h à partir du 24 octobre 1989.

Les inscriptions sont reçues au CNAM. Le cours est cependant ouvert aux auditeurs libres.

292, rue Saint-Martin, 75003 PARIS

A défaut du

vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...



Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence pluridisciplinaire qui couvre la totalité des sujets de préoccupation d'une association, tant pour les administrateurs que pour les salariés et les partenaires, c'est plutôt le Lamy Associations qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Associations téléphonez au plus vite au



MERCREDI 27 SEPTEMBRE - HOTEL ROYAL MONTEAU - PARIS



L'EUROPE DE 1992 : DÉFIS ET CONTRAINTES

Notre société vit à l'heure de l'Europe sans frontières. L'organisation structurée des réglementations européennes dans ce domaine devient l'un des sujets brûlants d'aujourd'hui. La prolifération de nouveaux textes pose non seulement le problème de l'harmonisation entre les Etats-Membres de la C.E.E., mais aussi celui d'un surcroît de normes, qui pourrait porter atteinte à la liberté d'expression commerciale. Dans ce cadre, nous vous proposons de participer à un colloque sur les défis et contraintes auxquels devront faire face les consommateurs, les entreprises et le monde de la communication dans l'Europe de l'après 92. Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez vous adresser à :

THE BUSINESS FORUM
Mme Michèle Mallvel
10, pl. du Pré-Mithouard
F - 75007 Paris
Tél. : (1) 47.34.57.90

En association avec Libération Europe

Communication

Après le recours judiciaire de M. Hersant

Le contrôle de la Cinq dépend de l'attitude des petits actionnaires

Dans son combat pour garder le contrôle de la Cinq, M. Robert Hersant a réussi, lundi 18 septembre, à gagner du temps et à éviter le pire.

Sur le point d'être défait en conseil d'administration, le PDG de la Cinq brusquement a contre-attaqué sur le plan juridique et il a obtenu du tribunal de commerce un nouveau report de cette réunion (nos dernières éditions du 19 septembre).

Le matin même, en effet, la démarche de l'un des responsables du groupe, M. Yves de Chaisemartin, auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), avait échoué. Non seulement le CSA ne revenait pas sur sa décision d'autoriser un changement de présidence sans remettre en cause l'autorisation de la chaîne, mais, il la confirmait dans un communiqué, mettant ainsi fin à un début de polémique interne. L'instance de régulation rappelle, en revanche, que toute modification du capital doit « être portée à sa connaissance ».

Assuré de perdre sa présidence si le conseil se réunissait, M. Hersant obéissait par répit à un nouveau sursis. Le patron de presse affirme, en effet, que les mutuelles agricoles (Grouppama) ont déjà vendu à M. Jérôme Seydoux leurs actions de la Cinq (16,83 % du capital) sans faire jouer le droit de préemption. M. Hersant conteste la légalité de cette vente devant le tribunal de commerce qui doit examiner

l'affaire mercredi 20 septembre. Entre-temps, le conseil d'administration ne peut pas se réunir.

Mais Grouppama conteste radicalement les affirmations de M. Hersant. Les mutuelles agricoles assurent qu'elles n'ont pas encore vendu leurs actions et qu'elles le feront en respectant le droit de préemption. La direction de Grouppama estime, de plus, que cette vente ne peut avoir lieu qu'après un changement à la présidence de la Cinq. Position cohérente en bonne logique financière, puisqu'un bouleversement de cette nature relance indubitablement une surenchère autour des actions de la Cinq et revalorise leurs actifs.

Le groupe les Echos, qui détient 3,67 % du capital, adopte, semble-t-il, la même position. Désireux de vendre sa participation depuis plusieurs mois, ce groupe affirme aujourd'hui « qu'il n'observe une position de stricte neutralité, les Echos ont confirmé leur intention de se défaire de leurs parts en les cédant au plus offrant. Celui-ci devra respecter le droit de préemption ».

Neutralité du Crédit lyonnais

Le Crédit lyonnais, qui ne serait ni acheteur ni vendeur, joue aussi la « neutralité » sans avoir décidé s'il se portait ou non acquiescer de nouvelles actions dans le cadre du droit de préemption. Les autres petits actionnaires « le groupe canadien Vidéotron (3,42 %), SMA filiale du

CIC (2,28 %) » n'ont pas encore fait connaître leur position. Repar, société holding de M. Guy de Roquemaurel, soutient M. Hersant, comme M. Jean-Marc Vernes, mais ne détient que 0,57 % du capital de la Cinq.

En attendant le jugement du tribunal de commerce, les deux blocs d'actionnaires campent donc sur leurs positions. MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi, assurés du soutien de Grouppama et de la neutralité des Echos, contrôlent la majorité du conseil d'administration et peuvent donc toujours espérer la présidence de la chaîne. En revanche, la logique du droit de préférence donne un léger avantage à tandem Robert Hersant-Jean-Marco Vernes (35,81 % des actions) contre l'alliance Seydoux-Berlusconi (32,28 %) dès qu'il s'agit de racheter, au prorata, des parts du capital.

Néanmoins, dans l'état actuel, aucun des deux camps ne peut obtenir la majorité absolue. Le contrôle de la chaîne dépend donc à terme de l'attitude des petits actionnaires encore indécis et de la position du Crédit lyonnais. Cette situation d'incertitude ne peut se prolonger indéfiniment sans risque pour la Cinq. Les annonceurs publicitaires, essentiels à la survie économique de la chaîne, risquent en effet de différer leurs investissements tant que ne seront pas connus les nouveaux dirigeants et leur stratégie de programmes.

PIERRE-ANGEL GAY et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Une hausse de 8,86 %

L'augmentation des tarifs postaux pénalise les journaux pauvres en publicité

Les relations entre une partie de la presse écrite et le gouvernement risquent de se tendre dans les jours à venir. La pomme de discorde porte sur l'augmentation des tarifs postaux des abonnements, prévue le 1^{er} octobre. Cette mesure, décidée après avis d'une commission paritaire dans laquelle siègent des représentants du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (PTE), et ceux des éditeurs, pénalise les journaux les moins argentés.

L'augmentation sera de 8,86 % en moyenne. Mais il s'agit d'un arbre qui cache la forêt. Les journaux sont en effet traités différemment selon leur poids. Ainsi un hebdomadaire de moins de 70 grammes acquittera jusqu'à 0,187 F par abonnement distribué par la poste. A partir du 1^{er} octobre, il devra payer 0,22 F, ce qui correspond à une hausse de 17,6 %. En revanche, un périodique dont le poids excède 301 grammes devra verser 1,901 F au lieu de 1,787 F, ce qui se traduit par une augmentation de 6,9 %. Or les journaux de faible poids sont traditionnellement ceux qui recueillent le moins de publicité. Ce sont fréquemment des titres d'informations politiques et générales.

Cette différence de traitement qui avantage les journaux les plus riches en publicité est imputable à la progressive dérive du système des aides à la presse, dont font partie les aides postales. Traditionnellement, depuis les accords Laurent de 1980, qui souhaitent pallier le déficit chronique de la poste dans le domaine des abonnements, l'ensemble de la presse acceptait d'assumer une part plus importante des coûts de transport et de distribution (33 % du coût total, le reste étant pris en charge par les postes et l'Etat). La poste garantissait une amélioration de la qualité du service. Mais les éditeurs des « poids lourds » — hebdomadaires d'actualité et magazines spécialisés à forte pagination publicitaire — ont jugé que leur prise en charge d'une fraction de la part des petits journaux devenait trop lourde.

A la suite de plusieurs réunions, la décision, avalisée par la Fédération nationale de la presse française (FNPF), a été prise de faire payer à chaque titre le tiers de son coût postal. Au ministère, on assure qu'« il

n'y a pas eu de pression des grands éditeurs » et que « les décisions ont été prises entre techniciens ».

« L'augmentation décidée affirmativement est ponctuelle et ne doit pas être liée aux futures discussions sur la nouvelle grille tarifaire », qui doivent reprendre le 3 octobre. Divers critères — poids du journal, paiement à l'exemple, pondération entre la surface publicitaire et le volume rédactionnel — y seront examinés. « Nous sommes conscients des problèmes des journaux qui ont peu de publicité », reconnaît-on au ministère des postes.

Les discussions et les clivages existant au sein de la presse écrite augmentent mal des négociations sur la nouvelle grille. On peut aussi craindre que le principe de solidarité entre journaux, instauré depuis la Libération, ne succombe du fait de ces dissensions. Comme on peut s'imaginer qu'une telle différence de traitement entre titres ait recueilli l'acceptation bienveillante d'un gouvernement à majorité socialiste auquel appartient M. Paul Quilès, ministre des PTE, qui dirige en d'autres temps le *Matin* de Paris.

YVES-MARIE LABÉ.

M. Maxwell rachète l'éditeur scolaire Merrill

Maxwell Communications Corporation (MCC) vient d'acquiescer pour 260 millions de dollars (1,7 milliard de francs) l'éditeur américain Merrill Publishing, qui appartenait au groupe Bell et Howell.

Merrill est un éditeur de manuels scolaires, notamment dans le domaine des sciences, dont le chiffre d'affaires a atteint 100 millions de dollars en 1987. Si les autorités anti-trusts donnent leur feu vert à la transaction, Merrill rejoindra la filiale de livres scolaires créée en mai dernier par MacGraw Hill et Macmillan, la branche éditoriale de MCC outre-Atlantique. Cette filiale commune se place au deuxième rang des éditeurs scolaires américains, derrière Harcourt Brace Jovanovich, une société que M. Robert Maxwell avait en vain tenté d'acheter il y a trois ans.

Le rachat de Merrill confirme les deux orientations actuelles du groupe de M. Robert Maxwell : priorité aux Etats-Unis (90 % des actifs du groupe y sont concentrés) et priorité à l'édition au détriment de l'imprimerie (secteur dans lequel MCC a déjà vendu pour 2 milliards de dollars d'actifs et s'apprête à céder encore l'équivalent de 1,4 milliard de dollars). En moins de deux ans, M. Maxwell aura ainsi largement changé la physionomie de son groupe.

La nomination des dirigeants des chaînes publiques

Les socialistes « jugeront » sur les actes

Les nouveaux dirigeants des chaînes publiques de télévision ont « trois mois pour convaincre » et engager le redressement du service public de l'audiovisuel, a estimé lundi 18 septembre, M. Jean-Jacques Queyranne, porte-parole et secrétaire national du Parti socialiste, chargé de l'audiovisuel. « Les directeurs nommés ont besoin maintenant d'élaborer des projets d'entreprise » pour « dynamiser leurs entreprises » en évitant les « pièges de la bureaucratie et du statu quo », préconise M. Queyranne, qui avertit que « les socialistes jugeront sur les actes, sans présomption ».

Administrateur d'Antenne 2, M. Queyranne dénonce la « surpopulation des questions de l'audiovisuel » qui est le fait non seulement des politiques mais des médias eux-mêmes. « Il ne faut pas croire que derrière chaque affaire de médias il y ait la main invisible du pouvoir politique », dit le porte-parole du PS, qui voit dans le conflit pour le contrôle de la Cinq une « querelle d'actionnaires ». En cas de changement à la Cinq, il espère qu'« il ne se fera pas sur le dos de l'information ».

EN BREF

● Le CSA sanctionne M 6 pour avoir diffusé des scènes violentes. — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a demandé, lundi 18 septembre, au Conseil d'Etat d'instruire une procédure de sanction contre M 6 pour avoir récemment diffusé à 20 h 30 « plusieurs séquences contenant des scènes susceptibles de heurter gravement la sensibilité des enfants et des adolescents ». Le CSA reproche à la chaîne soit d'avoir diffusé ces séquences sans avertir les téléspectateurs, soit de les avoir programmés avant 22 h 30. L'instance, en revanche, vient d'accorder deux dérogations pour des films normalement interdits de diffusion à 20 h 30, compte tenu de l'ancienneté des visés et de l'évolution des mœurs.

● EUROCOM achète l'agence allemande de relations publiques ABC. — EUROCOM, filiale publicitaire d'Havas, a récemment acquis 77 % du capital d'ABC, numéro 1 de la communication corporate et des relations publiques en RFA et en Europe continentale. L'ambition d'Eurocom est de mettre sur pied, en trois ans, l'un des trois premiers réseaux européens d'agences de communication spécialisée dont la firme allemande devrait être l'animateur dans le domaine particulier de la communication d'image. Düsseldorf sera le siège de ce réseau aux agences locales résolument indépendantes quoique travaillant « en coopération étroite » avec les agences de conseil en publicité du groupe EUROCOM (HDM, Bélier, ECOM).

ABC, qui s'est développé uniquement par croissance interne, emploie 135 personnes. ● Hachette va construire une imprimerie en Espagne. — Le groupe Presse-Hachette a annoncé la construction en Espagne d'une imprimerie spécialisée dans l'héliogravure. Héliogravure SA. Avec un investissement de 300 millions de francs, Hachette y sera majoritaire. Les espagnols Bibbe Editorial et Novagraphics en détiendront respectivement 20 % et 10 %. Située à 45 kilomètres au nord-ouest de Madrid, cette unité sera équipée de trois rotatives et pourra imprimer 36 000 tonnes de papier par an. En service à partir de janvier 1991, elle emploiera 200 personnes. Outre les commandes extérieures, Héliogravure imprimera les publications éditées en Espagne par le groupe Presse-Hachette. — (AFP, Reuters.)

L'arrêt de la Cour européenne de justice mettant en cause les tarifs de la SACEM (le Monde du 27 juillet) coûte cher à la Société des auteurs. Sans attendre les décisions des tribunaux français, disothèques et cafés-théâtres ont suspendu leurs paiements. Considérant que les instances européennes ont méconnu les intérêts des créateurs, la SACEM demande la médiation de M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, et de M. François Mitterrand, qui assure actuellement la présidence du conseil européen.

« L'arrêt de la Cour de Luxembourg fait peser une grave menace non seulement sur les comptes de la SACEM mais aussi sur le financement de la création en Europe », M. Jean-Loup Tournier, directeur général de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, n'est pas optimiste. Certes, la juridiction européenne a reconnu le droit à la SACEM de gérer collectivement les intérêts de ses adhérents. Elle n'a pas remis pas en cause le monopole de fait dont jouit l'organisme, ni rien trouvé à redire au partage du marché avec les autres sociétés d'auteurs européennes. Mais, tirant les conséquences de cette situation, les juges du Luxembourg ont estimé que la SACEM pouvait abuser de sa position dominante en réclamant aux disothèques 6,25 % de leur chiffre d'affaires pour rémunérer les créateurs de musique. Un tarif que la Cour estime trop élevé par rapport à ceux pratiqués dans le reste de la Communauté.

Se référant à un rapport de la direction de la concurrence de la CEE, la Cour européenne pense que le monopole de la SACEM est à l'origine d'un dérapage de ses frais de gestion, qui, eux-mêmes, pèsent sur ses tarifs et lésent les utilisateurs. Elle demande aux tribunaux français de revenir sur onze ans de jurisprudence pour reconsidérer les plaintes des disothèques. Les conséquences de cet arrêt, sans appel, ont été immédiates. Sans attendre le verdict de la justice française, près de sept cents disothèques ont déjà suspendu leurs paiements, entraînant une perte de 30 millions de francs dans le budget de fonctionnement de la SACEM. Avec le risque que cette attitude fasse tâche d'huile et s'étende à d'autres utilisateurs de musique.

Bruxelles

« nous a diffamés »

Après les polémiques sur les quotas audiovisuels de la directive « Télévision sans frontières », cette nouvelle décision européenne a mis le petit monde des créateurs en émoi. « Pourquoi le pouvoir européen, exécutif ou judiciaire, semble-t-il prendre les auteurs comme cible au lieu de les prendre en compte ou à cœur ? », demande Pierre Dela-

Polémique sur les droits d'auteur

La SACEM conteste la logique économique des instances européennes

noé, président de la SACEM, lors de l'inauguration du Salon de la musique, le 11 septembre. « La direction générale de la concurrence de Bruxelles nous a diffamés, renchérit M. Tournier. Nos frais de gestion représentent 18,06 % de nos perceptions. Ils sont de 29 % pour nos homologues portugais, de 26 % en Grèce, de 22 % en Belgique. De plus, le raisonnement de la commission est économiquement inepte. Supposons que nous parvenions à réduire nos frais d'un tiers : les disothèques feraient une économie de 86 centimes sur une consommation de 100 francs ! »

La Société des auteurs supporte mal de voir les instances européennes appliquer la logique stricte du droit à la concurrence au domaine culturel conduit à des absurdités : on ne choisit pas entre un concert de Boulez et un récital de Michael Jackson en fonction du tarif.

position de monopole pour fixer ses tarifs de manière discrétionnaire. Les droits d'auteur sont le produit d'une longue négociation entre les créateurs et les diffuseurs de musique, la conséquence de toute une histoire culturelle. Rien d'étonnant s'ils sont plus élevés en France, en Grande-Bretagne qu'en Grèce ou en Espagne, où le fascisme a décimé la création artistique. Appliquer la stricte logique de la concurrence au domaine culturel conduit à des absurdités : on ne choisit pas entre un concert de Boulez et un récital de Michael Jackson en fonction du tarif.

Mais comment s'opposer à un arrêt de la Cour européenne qui s'impose de droit aux plus hautes juridictions françaises ? Les dirigeants de la SACEM espèrent encore que les gouvernements feront preuve d'initiative politique et doteront la Communauté de vraies instances culturelles. Ils ont écrit en ce sens à MM. François Mitterrand et Jacques Delors. M. Jack Lang leur a promis d'intervenir au prochain conseil des ministres de la culture, le 2 octobre.

J.-F. L.



Lire pour comprendre

Comment choisir un livre pour son enfant ? Comment être sûr de la qualité de tel documentaire ? Quels sont les meilleurs ouvrages dans telle discipline ? Dans le maquis de l'édition pour la jeunesse, les parents — voire certains enseignants — ont toujours du mal à se faire une opinion. Pour les aider, l'association Lire pour comprendre analyse en toute indépendance les ouvrages pour enfants en réunissant dans un comité de lecture des enseignants, des bibliothécaires et des scientifiques. Les remarques de ces spécialistes bénévoles sont ensuite publiées dans des bulletins et des sélections.

En raison de moyens limités (aucune aide de l'éducation nationale, subvention en peu de chagrin de la culture), les militants de Lire pour comprendre ne se sont pas encore penchés sur les manuels scolaires, pour lesquels les besoins d'une information objective sont pourtant immenses, mais ils étudient de plus en plus la production parascolaire.

L'association vient de publier sa sélection 1989 des meilleurs ouvrages documentaires pour les jeunes, dans tous les domaines, de la maternelle à la troisième. Dans *Mille livres pour aider les enfants à comprendre le monde*, les ouvrages sont classés par grands thèmes, avec, pour chacun d'eux, une indication d'âge, de prix et un commentaire.

J.-J. B.

* Renseignements : Association pour une meilleure vulgarisation des connaissances pour la jeunesse, 6, avenue de France, 91300 Massy. Tél. : (1) 69-20-31-17.

● Syndicats et recherche

Un colloque européen sur la coopération entre syndicats et recherche est organisé les 27 et 28 septembre par le laboratoire d'économie et de sociologie du travail du CNRS. Les relations professionnelles, la participation ou les nouvelles technologies feront partie des thèmes analysés en présence de chercheurs tels que MM. Alain Touraine ou Renaud Sainsaulieu.

Renseignements : Viviane Barnaud : 91-91-38-72.

● Réhabilitation de l'habitat

L'Ecole d'architecture de Versailles organise un stage de formation professionnelle continue en réhabilitation et amélioration

de l'habitat ancien du 4 décembre au 18 mai 1990. Cette formation est destinée aux architectes, ingénieurs et techniciens du bâtiment.

Ecole d'architecture de Versailles, 4, avenue de Paris, 78000 Versailles. Tél. : 39-51-52-51.

● Gestion des PME

L'UIT de gestion de l'université Nancy-II crée un diplôme de « gestion européenne des PME » à destination des étudiants titulaires d'un DUT, d'un BTS tertiaire, d'un DEUG LEA, économique ou juridique et des salariés ou demandeurs d'emploi possédant une formation équivalente.

UIT A Nancy-II, département de gestion, 2 bis, boulevard Charlemagne, 54000 Nancy. Tél. : 83-40-35-24.

(Publicité)

URBANISME — AMÉNAGEMENT

Des formations sélectives et intensives

D.E.A. URBANISME ET AMÉNAGEMENT
IU (Paris VII) - ENPC
Paris I - ENTP
Dossier : ENPC
42-80-34-13, p. 1146
ou 42-04-40-98 p. 3420
ou INSTITUT FRANÇAIS D'URBANISME - 64-68-00-16
(légalement licencié, maîtrise, DESS)

صكنا من الراحل

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n°9

L'ALMANACH DE 1789 :

• Septembre 1789 • Politique : que faire d'un roi dans la nouvelle société des individus libres et égaux ? La grogne des campagnes bretonnes contre les villes « patriotes » • L'homme du jour : Jean-Paul Marat et les débuts de l'Ami du Peuple • Théâtre : faut-il interdire Charles IX de Marie-Joseph Chénier ? • Etranger : la révolution belge, de Liège au Brabant.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

La Nation, ou comment l'idée de nation s'impose au cosmopolitisme des Lumières, et comment elle triomphera à la suite des armées de l'An II, du Directoire et de l'Empire, au travers de la « Grande Nation » • Portrait : Brissot, l'homme par qui une guerre de vingt ans est arrivée • En 1989, l'Europe des nationalités doit-elle céder la place à celle des citoyens ?

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

Entretien exclusif : Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, révèle comment il souhaiterait réorganiser la vie parlementaire • Polémique : une exposition sur la sellette, « Les savants et la Révolution » • Les livres du mois et toutes les manifestations à Paris et en Province.

SEPTEMBRE 1989

30 F – Mensuel



Que FAIRE DU ROI ?

JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME
► O MA PATRIE / LA NATION P. 17 & 24
De l'ancien Régime à la Révolution
LE PROCÈS DU COSMOPOLITISME
par Jean-Marie Goussier
1789-1799
NATION ET RÉVOLUTION
par Pierre Nora
1793-1794
LA GRANDE NATION DES CHOISIS DE L'AN II
par Jacques Godechot
Couronnes impériales
SOUS LES RUINES DE L'EUROPE, LES NATIONALITÉS
par Jean Tulard
Portrait
JACQUES-PIERRE BRISSOT ET VA-T'EN GUERRE
par Patrick Guillemy
Histoire d'une liberté
L'AUTRE FRANCE
par Jean-Christophe Morin
Liberté en prison
PAR-DELÀ LES NATIONS, L'EUROPE DES CITOYENS
par Dominique de la Morinière



En septembre 1789, la révolution politique est faite : du primat de l'État, la France révolutionnaire s'est dotée d'un particularisme qui constitue encore, après deux siècles, l'essence de notre démocratie. La « nation », en particulier, comme l'indiquent les mots de la Déclaration, « une œuvre de l'humanité entière, égal à l'importance qu'elle a pour l'existence d'une nation une et indivisible ». d'un monde social et politique à l'infini et pour tous les pays de la Constitution du pays. Ainsi, lorsque nous commençons, en 1789, les premiers débats sur la Constitution du pays, une question surgit-elle, bien propre à diviser — et pour longtemps — la camp « patriote » : que faire d'un roi, dit-il, « ce que, comme l'a dit Sieyès en janvier, « nous nous sommes résolu à le faire » ? En finissant par répondre : un citoyen parmi d'autres, réduit en rôle d'indicateur des lois. (Voir pages 7 et 8 l'article de Jean Tulard)

ALMANACH DE 1789
► POLITIQUE
La nation
L'AFFAIRE LOUIS XVII
par la comte de Paris
Les élections
JEAN-JACQUES ROUSSEAU, MAÎTRE DE PARIS
par Maurice Godel
Portrait
LA GROGNE DES CAMPAGNES CONTRE LES VILLES
par Roger Duguay
► CULTURE
Théâtre
LA BATAILLE DE « CHARLES IX »
par Pierre Frenay

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE
Entretien
« RÉACTION ET NOSTALGIE »
par Jean Starobinski
Entretien
L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 200 ANS APRÈS
Un entretien exclusif avec Laurent Fabius
P. 26-28

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Enquête

L'inauguration de la ligne

Un entretien avec M. Jacques Fournier, président de la SNCF

« Je souhaiterais que notre dette soit allégée d'une quarantaine de milliards de francs »

« Le TGV Atlantique est-il un prolongement du TGV Sud-Est ou bien une nouvelle étape pour la grande vitesse ferroviaire ?

« Il représente une nouvelle et importante étape. Le matériel appartient à une autre génération ; il est équipé d'un moteur plus performant ; il roule plus vite ; il est plus économe en énergie. Nous l'avons conçu de telle sorte que le voyageur ait le choix de l'espace qui lui convient, de l'intime au plus convivial.

« D'autre part, le TGV Sud-Est n'est plus seul. Nous disposons, désormais, d'une amorce de réseau qui couvrira peu à peu le territoire national. En septembre 1990, le TGV Atlantique desservira Tours et Bordeaux. Nous engageons maintenant le chantier du TGV Nord, qui doit relier, en 1993, Paris, Londres et Bruxelles. En 1994, la ligne Sud-Est contournera Lyon par l'est et, en Ile-de-France, la voie d'interconnexion mettra en communication les lignes Sud-Est, Atlantique et Nord, autorisant des dessertes rapides et commodées de province à province.

« Il est raisonnable d'espérer que nous réaliserons, un jour, le TGV Est vers Strasbourg et que nous prolongerons la voie Sud-Est vers la Méditerranée, Marseille et Nice d'un côté, Montpellier, Perpignan et l'Espagne de l'autre. Nous discutons, en ce moment, avec le gouvernement et les régions concernées, d'un schéma directeur des trains à grande vitesse, qui sera soumis, d'ici la fin de l'année, à une procédure de consultation officielle. Ce schéma présentera les liaisons possibles, avec leur coût et une évaluation de leur rentabilité, mais sans échéancier. Mon ambition est de conserver à la SNCF sa première place en Europe, que ce soit en termes de vitesse ou d'étendue du réseau.

Adapter l'outil

« La SNCF assimile-t-elle la nouvelle culture que représente la grande vitesse ?

« Elle comprend de mieux en mieux que le TGV n'est pas un système marginal, mais qu'il représente l'amorce d'une recombinaison d'ensemble de ses dessertes voyageurs. Notre projet de plan d'entreprise (1990-1994) prévoit qu'en 1994 plus de 50 % de notre clientèle circulera sur des lignes à grande vitesse. Il est vital que l'arrivée du TGV dans une région nous oblige à bien articuler le nouveau système sur le réseau classique. Après tout, le TGV Sud-Est roule sur quelque 400 km de voies nouvelles et sur 2 000 km

de voies anciennes. Le TGV nous a permis d'électrifier la ligne Lyon-Grenoble, celle de la Tarentaise, Reims-Brest et Poitiers-La Rochelle. Le Nord se prépare à en faire autant. On saisit encore mal ces avantages dans l'entreprise. Je pense qu'ils deviendront progressivement plus tangibles et que l'on constatera alors que ces évolutions ne sont pas des abandons.

« On entend déplorer, à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise, que la direction mette en place une SNCF à deux vitesses avec un réseau classique en cours de dégradation en quantité et en qualité. Qu'en pensez-vous ?

« Ce n'est pas notre politique. Bien sûr, la vitesse est essentielle ! Elle figure au premier rang des orientations de notre projet de plan d'entreprise, mais y figurent aussi l'amélioration des transports de la vie quotidienne, autrement dit, nos missions de service public en zones urbaines, et le maintien de notre activité dans le fret.

« Nous prévoyons d'investir 76 milliards de francs en cinq ans. Sur ce total, la moitié ira au réseau classique. Il y aura 9 milliards de francs d'investissements dans la région parisienne. C'est dire que nous n'avons pas d'yeux que pour le TGV !

« Pourtant, la mise en service d'un TGV d'accompagnement à terme de réductions de certains services, de fermeture de gares, les bénéfices de TGV ne pourraient-ils être aussi affectés au maintien du service public et à l'aménagement du territoire ?

« Je suis juriste de formation et je rappelle que le service public présente deux caractéristiques en droit français : la continuité, mais aussi l'adaptabilité en fonction des besoins recensés. Quand une classe rurale compte moins de quinze élèves, on la ferme pour en créer une autre en zone urbaine où les effectifs par classe sont pléthoriques. Il est légitime de s'interroger sur le maintien de certaines dessertes dont la fréquentation n'est pas suffisante pour justifier l'usage du train. En revanche, nous devons renforcer nos liaisons sur le pourtour des grandes villes. Nous créerons, en deux ans, cinq cents emplois et nous investirons, dans trois ans, 300 millions de francs pour accompagner l'effort de l'Etat destiné à rendre plus sûrs les trains de la banlieue parisienne. Adapter l'outil est de saine politique et porteur d'avenir.

« Les suppléments de prix du TGV Atlantique suscitent des critiques. Comment se justifient-ils ?

« S'agissant d'un service qui

représente une amélioration spectaculaire sur le plan de la rapidité, de l'accueil, du confort et de la fréquence, il n'est pas anormal qu'il soit payé plus cher. Le TGV Sud-Est a connu une hausse du prix kilométrique, mais comme cette ligne à grande vitesse était plus courte, nous avons pu maintenir le prix global, si bien que la clientèle n'a pas ressenti cette augmentation.

« Sur la ligne atlantique, où les distances restent les mêmes, il y aura une différence de prix. Mais elle demeure très raisonnable : 16 F en seconde, correspondant au trajet sur ligne nouvelle. Si l'on ajoute la réservation qui devient obligatoire, soit 13 F, cela fait une somme de 29 F, identique quelle que soit la distance. Plus on ira loin, en Bretagne par exemple, moins cette somme pèsera par rapport au prix du train classique.

« Il est vrai que sur certains trains particulièrement demandés — un tiers environ, — le supplément grande vitesse, appelé Resa 300, sera d'un montant plus élevé. Il s'agit d'encourager les voyageurs à choisir des trains moins pleins. Ce système n'est pas nouveau : il existe déjà sur certains trains classiques circulant aux heures de pointe. Je souligne qu'il ne concernera pas les deux tiers des TGV Atlantique.

L'équilibre en 1989...

« En attendant de rapporter beaucoup d'argent à la SNCF, le TGV contribue, dans un premier temps, à accroître une dette déjà impressionnante. Ce train peut-il être, comme on l'a espéré, l'instrument de votre redressement financier ?

« Le TGV a un effet bénéfique dans nos comptes. Le contrat de plan en cours nous avait assigné le retour à l'équilibre en 1989. Nous devrions y parvenir.

« Nous discutons avec l'Etat le nouveau contrat de plan en souhaitant faire de la SNCF une entreprise vraiment autonome, qui ne recevra des concours de l'Etat que pour couvrir les charges qui lui seront imposées. Cela suppose que soit réglé le problème de notre endettement.

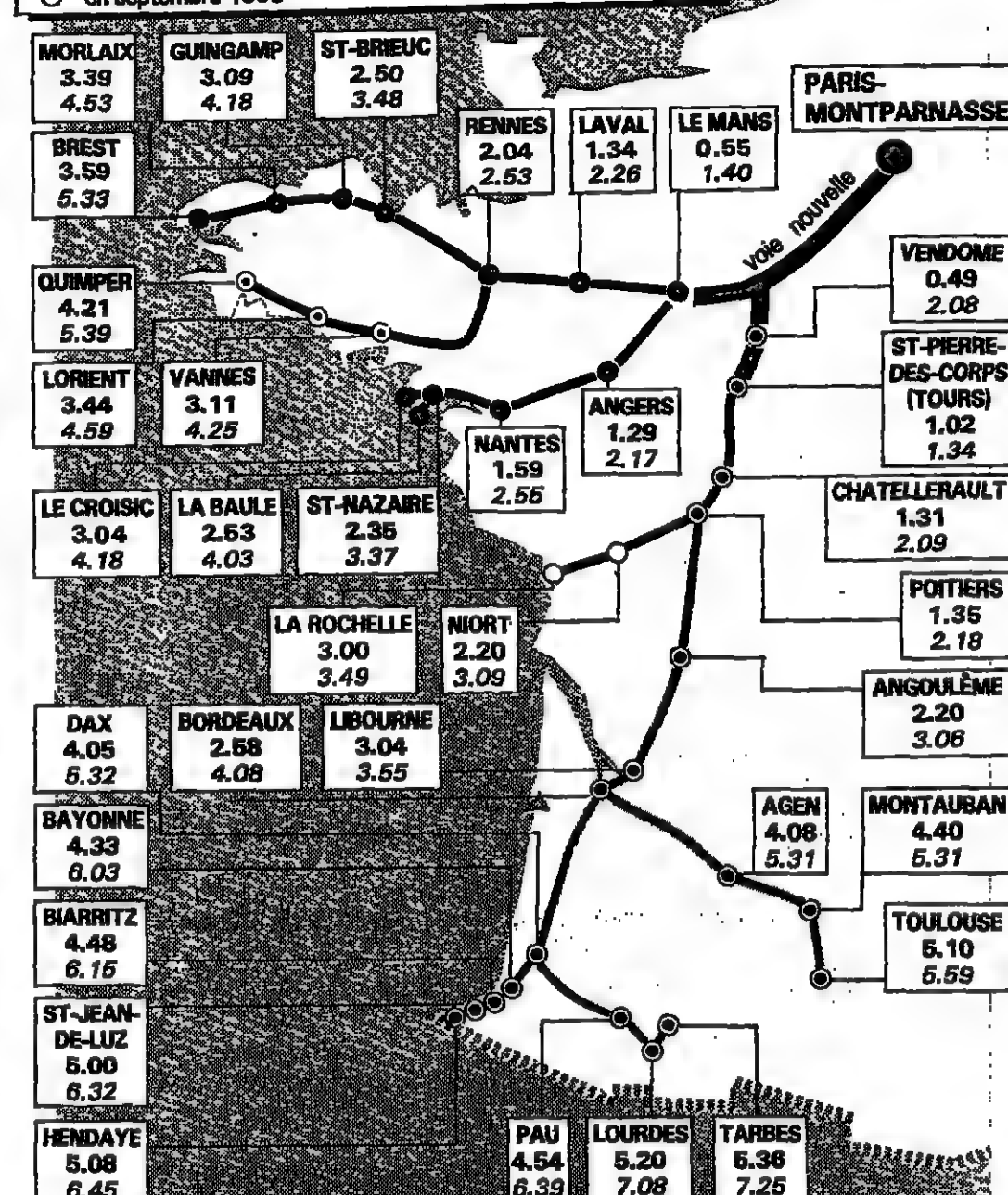
« Il est anormal que la SNCF ait dû emprunter à certaines époques pour combler ses déficits. Je souhaiterais que nous soyons déchargés de ce fardeau financier qui représente une quarantaine de milliards de francs sur un endettement total qui atteindra 100 milliards de francs à la fin de cette année. Plusieurs formules sont possibles. L'Etat fédéral onest-

Desserte finale du TGV Atlantique

Villes desservies :

- en septembre 1989
- en septembre 1990
- en mai 1992
- en septembre 1993

1.05 meilleur temps TGV
2.18 meilleur temps actuel
service d'hiver 88/89



Nota : les temps de parcours indiqués supposent l'électrification des lignes : Saint-Brieuc-Brest, Rennes-Quimper et Poitiers-La Rochelle.

allemand est en train d'annuler 42 milliards de francs de la dette de la Bundesbahn, et l'Etat japonais a pris à sa charge l'énorme endettement — qui excédait 1 000 milliards de francs — des chemins de fer nippons avant de les privatiser. Nous en parlons avec nos ministères de tutelle.

« Comment financerez-vous vos futurs TGV ?

« Nous étudions un mode de financement qui ne pèserait pas sur le volume de notre dette, comme le leasing, et qui nous éviterait l'inconvénient d'un lourd déficit pendant les premières

années de fonctionnement de la nouvelle infrastructure.

« La modernisation sociale de la SNCF semble progresser moins vite que les rails des TGV. Pourquoi ?

« Nous essayons de les faire avancer de conserve. Il existe certes à la SNCF des pesanteurs ou des crispations qui ne disparaîtront pas en un jour. Nous progressons pourtant. L'accord salarial de décembre 1988 a constitué une avancée reconnue par un grand nombre de cheminots. La décentralisation avance elle aussi. Nous souhaitons ouvrir dès le début de l'année 1990 des discussions sur la modernisation de notre système de rémunération. Nous sommes prêts à discuter de l'intéressement avec les organisations syndicales. Je souligne enfin que, pour la première fois dans l'histoire de la SNCF, un plan d'entreprise est actuellement soumis à la concertation de l'ensemble du personnel. Il est clair que l'avenir de la SNCF ne peut se construire qu'avec les cheminots. La politique sociale fait partie intégrante de nos options stratégiques.

« La rame prototype du TGV Atlantique a approché plusieurs fois — mais officiellement — les 410 km/h sur la ligne Sud-Est. Quand la SNCF reprendra-t-elle à la Bundesbahn le record du monde de vitesse sur rail qui est de 406,8 km/h ?

« Ma préoccupation est que le TGV Atlantique fonctionne parfaitement ; qu'il procure à ses voyageurs la vitesse, la régularité, la fiabilité, la sécurité et le confort qu'ils sont en droit d'attendre de ce train magnifique. Pour le reste, nous verrons plus tard... »

Enquête réalisée par Alain Faujas.

Les tarifs en augmentation de 5 à 47 %

ROULER à 300 km/h coûte cher. Aussi la SNCF a-t-elle mis en place une tarification adaptée à son nouveau TGV, qui sera plus coûteux — de 5 à 47 % environ — que les trains actuels et surtout qui inaugure une modulation assez spectaculaire du prix des billets en fonction de la demande.

Le système est complexe. Tout voyageur acquitte le prix du billet ordinaire calculé en fonction du kilométrage parcouru ; il paie aussi un supplément « Resa 300 », qui comprend une part de réservation (13 F) et un forfait modulable selon les classes et les trains en fonction de l'affluence. Pour plus des deux tiers des trains, le montant de la Resa 300 est de 29 F en deuxième classe et de 37 F en première classe ; pour 30 % des trains, il passe respectivement à 61 F et 101 F ; sur 5 % des trains, les plus demandés, il atteint 77 F et 117 F.

Si l'on compare l'addition finale avec les prix acquittés par le voyageur empruntant des trains classiques à suppléments comme le Maine-Océan, l'Armor ou le Jules-Verne, on arrive à des augmentations significatives. En période creuse, il en coûtait, par exemple, 127 F pour se rendre au Mans en deuxième classe ; le billet Atlantique atteint le prix de 143 F (+ 12,6 %) et en première classe le seul est de 183 F à 207 F

(+ 13,1 %). Vers Brest et Quimper, la hausse se limite à 5,6 % en deuxième classe et à 5,7 % en première classe. Pour les trains circulant aux heures de pointe, certaines augmentations atteignent 47 % entre Paris et Le Mans, 30 % sur Paris-Nantes et 21 % sur Paris-Brest et Quimper.

Le prix du progrès

Le nouveau système tarifaire n'a pas manqué de susciter la colère des associations d'usagers, qui y ont vu une mesure inique. « Nous trouvons que le supplément « grande vitesse » est une mesure anti-commerciale », déclare M. Jean Sivardière, secrétaire général de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT). Air Inter n'augmente pas ses tarifs lorsqu'elle modernise sa flotte, bien au contraire ! A quand une diminution du prix du billet lorsque la vitesse se dégrade sur les lignes régionales, comme Nice-Brest ? Nous estimons qu'un tiers des trains à suppléments cela fait déjà beaucoup, et l'exemple du TGV Sud-Est nous fait craindre le pire : entre Grenoble et Paris et en semaine, cinq TGV sur six comportent un supplément. A ces critiques, s'ajoutent celles qui

concernent l'embrouillamini tarifaire, où le voyageur éprouve du mal à se retrouver.

« Il n'était pas possible de ne pas faire payer plus cher un train dont la place assise coûte 10 % de plus que celle offerte sur le TGV Sud-Est et deux fois plus que celle d'un train Corail », répond M. Jean-Marie Meisler, directeur commercial voyageurs. Ce n'est pas sans douleur de demander à notre clientèle d'acquiescer le prix des améliorations dont elle profite : un important gain de temps, un confort remarquable, des fréquences accrues, soit par exemple onze allers-retours Paris-Nantes, que nous porterons plus tard à une quinzaine, et trains de grande vitesse. Pour le TGV Sud-Est, nous avions pu ne pas augmenter nos tarifs car la ligne nouvelle comportait 30 kilomètres de moins que l'ancienne. Nous nous étions contentés de les maintenir. Pour le TGV Atlantique, nous n'avons pu rendre indolore le saut technologique.

Dans cinq ans, le trafic à grande vitesse représentera 80 % du trafic total voyageurs de la SNCF. Aussi était-il important de construire une nouvelle politique tarifaire, « qui ne se contente pas de multiplier des kilomètres par des ententes, poursuit M. Meisler. Il nous faut d'abord coter à notre marché et aux consommateurs que sont l'aviation et la voiture. Cela sup-

pose que nos prix reflètent nos coûts et qu'ils soient différenciés pour avantager les parcours les plus longs. D'autre part, une tarification fixe ne permet pas d'évaluer les points, et la création de trains supplémentaires est une solution peu efficace et coûteuse. Nous avons donc décidé de modifier nos tarifs pour adapter la demande à l'offre. Les variations entre la première et la deuxième classe n'évoluent pas de la même façon. Tout dépend du trafic. Le lundi, au départ de Nantes, la première est remplie d'hommes d'affaires, mais la deuxième est vide ; nous favorisons le remplissage de la seconde par des tarifs attractifs. Le vendredi, au départ de Paris, pour le week-end, c'est l'affluence des familles en seconde ; nous réduisons la différence de prix entre les deux classes pour favoriser la première.

Vive la réservation !

D'ores et déjà, le voyageur profite d'une simplification, puisque le billet classique, la réservation — qui n'est plus « obligatoire » mais « associée » — et le forfait modulable tiennent en deux billets. Dans deux ou trois ans, le système informatique Sacra permettra d'imprimer un seul titre de trans-

Enquête

à grande vitesse Paris-Le Mans

Une nouvelle génération du TGV

Le train et la voie à grande vitesse bientôt en service entre Paris et la Bretagne sont d'une génération tout à fait nouvelle bien que les 30 kilomètres à l'heure gagnés sur la vitesse de pointe du TGV Sud-Est n'y paraissent pas. La problématique était plus importante que celle du Sud-Est (18 millions), et ses points hebdomadaires s'annoncent plus marqués. Il a été décidé de former des rames avec dix voitures au lieu de huit, ce qui voulait dire un train plus léger équipé de moins de moteurs mais deux fois plus puissant.

Si l'on voulait conserver la vitesse commerciale de 300 kilomètres à l'heure, ces contraintes supposaient des rampes maximales plus faibles que sur le Sud-Est (25 millimètres par mètre contre 35 millimètres) et, par conséquent, quatre tunnels totalisant 8,6 km devaient être creusés. Si l'on ajoute que le TGV A est le premier train informatisé du monde où l'ordinateur aide et surveille le mécanicien, on comprend mieux les enjeux rencontrés au cours de sa mise au point et les

progrès spectaculaires qu'il représente.

Les 278 kilomètres de voie à grande vitesse qui dessinent une fourche à travers le bassin parisien et qui filent depuis Montparnasse vers Le Mans et vers Tours, n'ont pas posé de gros problèmes une fois calmés les agriculteurs du Loiret-Cher qui s'élevaient contre les agents de la SNCF chargés de préparer le chantier afin d'obtenir qu'on leur promette une gare à Vendôme. Les autres difficultés ont concerné les terrains instables rencontrés dans la banlieue parisienne et les inévitables déficiences électroniques des circuits de signalisation. M. Etienne Chambon, directeur de la ligne nouvelle, n'est pas peu fier d'avoir tenu les délais (1984-1988) et les prix (10 milliards de francs 1989, soit 1 ou 2 % de plus que prévu) pour construire une voie exceptionnelle : « Quelques jours après l'achèvement des travaux sur la section Auneau-Courtenay, déclare-t-il, les rames y roulaient sans difficulté à 350 kilomètres à l'heure et dans des conditions de confort remarquables ».

Il faut dire que les améliorations de l'infrastructure par rapport à la voie Sud-Est sont notables. Les pierres du ballast ayant tendance à se morceler, la SNCF a demandé des roches plus résistantes et fait porter l'épaisseur du ballast de 30 à 35 centimètres. La plateforme a été élargie pour installer les câbles à fibre optique qui acheminent les 1 920 communications simultanées nécessaires au train. La caténaire — le fil électrique qui alimente la motrice — est plus simple et mieux tendue. Le fini du rail soudé a encore progressé grâce à un meulage systématique après la pose : un vrai billard.

Les précautions écologiques ont conduit la SNCF à jumeler la ligne avec des infrastructures existantes comme l'autoroute A 10 et la voie ferrée Trans-Breuce afin de minimiser les nuisances. Quarante points sensibles ont été repérés ; des écrans anti-bruit ont été placés sur environ 10 % du tracé. Des passages ont été construits pour faciliter les migrations de la grande faune et des crapauds. On a déplacé des marais à grenouilles et des plantes rares comme le pigamon jaune et

la gratiole officielle. Dans le vignoble de Vouvray, les rails ont été montés sur caoutchouc de façon que les vibrations émises par un train n'excedent pas celles des pas d'un vigneron dans sa cave. Surtout de la protection de l'environnement : entre 10 et 15 % de l'addition totale.

Quelques mauvaises surprises...

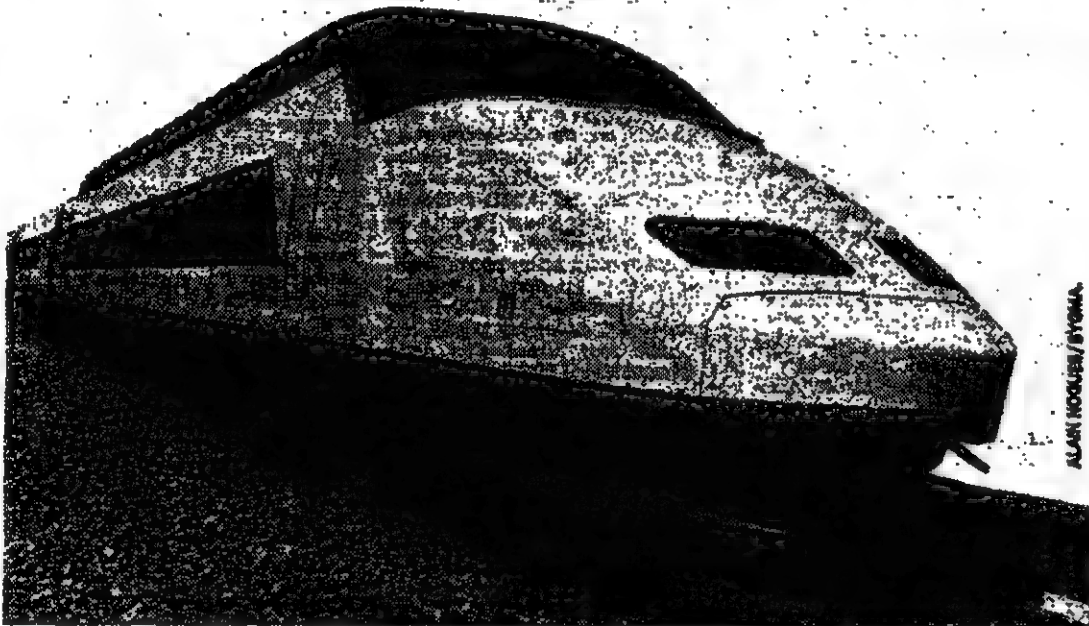
Du côté du train proprement dit, les mauvaises surprises ont d'abord dominé. Le constructeur GEC-Alsthom, en pleine réorganisation après l'absorption de la division ferroviaire de Jeumont-Schneider, n'a pu tenir les délais de mise au point. D'autre part, la SNCF et Alsthom ont commis l'erreur de vouloir faire l'économie d'une rame de pré-série et les mises au point des systèmes informatiques sophistiqués ont été faites sur les rames de série avec ce que cela suppose de pannes. Techniquement, tout est en train de rentrer dans l'ordre, mais GEC-Alsthom a livré les trente rames prévues avec un peu de retard, ce qui a empêché la SNCF

de les tester toutes pendant au moins 10 000 kilomètres. Vingt et une seulement ont été déclarées bonnes pour le service, ce qui obligera la SNCF à rajouter, jusqu'au 28 janvier prochain, des trains Corail sur la ligne classique. Tous leurs circuits n'ayant pas été vérifiés, elles ne pourront provisoirement circuler en unités doubles ou dialoguer avec les postes au sol. A la cadence de trois rames par mois, le parc de 95 unités (83 millions de francs l'une) sera complet au printemps 1991.

Ces « plâtres » mis à part, les spécialistes sont enchantés du train à grande vitesse Atlantique. M. Michel Olivier, directeur général adjoint de la division ferroviaire de GEC-Alsthom, et M. François Lacôte, chef du département de la construction à la direction du matériel SNCF, ne tarissent pas d'éloges sur leur enfant. Sa motrice devait peser 68 tonnes ; elle n'en pèse que 67 et cette tonne gagnée augure bien des progrès futurs. Les bogies émettent trois ou quatre décibels de moins que ceux du Sud-Est. Le cahier des charges fixait à 3 500 mètres la distance maximale pour arrêter une rame lan-

cée à 300 kilomètres à l'heure ; le TGV-Atlantique stoppe en 3 200 mètres. Pas de bruit aérodynamique particulier aux alentours de 409 kilomètres à l'heure, des efforts sur la voie moindres : « Après quelques mois d'essais au cours desquels nous avons acquis une bonne connaissance du domaine des 350 kilomètres à l'heure », conclut M. Lacôte, j'estime que nous n'avons pas rencontré de vraie limite technique à la grande vitesse ferroviaire ».

Les hommes de l'art ne se reposent pas sur leurs lauriers. A la SNCF comme chez Alsthom, on prépare les TGV suivants. Le « Nord », qui devrait rouler à 320 kilomètres à l'heure ; un TGV à étage (600 places) pour Paris-Lyon qui pourrait tenter les Sud-Coréens ; un TGV pressurisé pour supporter le choc du franchissement des tunnels sur la future voie à grande vitesse Lyon-Marseille. Dans le secret des bureaux, on travaille à un train quadricorail, qui pourra ainsi rouler à 350 kilomètres à l'heure, en France, en Belgique, en RFA, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne et prendre définitivement le meilleur sur le Shinkansen japonais et l'ICE allemand.



A la conquête de l'Ouest

(Suite de la première page.)

On dit que le prix des terrains et des appartements de Vendôme connaît une poussée importante au raison de l'envie des cadres parisiens de se mettre au vert tout en travaillant dans la capitale...

Le confort des rames du nouveau TGV frappera non seulement les habitués des voitures Corail, mais aussi les abonnés du TGV Paris-Lyon. Finis les cahots rythmés et les vibrations qui, vers 250 km/h, empêchent d'écrire ! Le rail devient de velours et la suspension pneumatique qui est en raison de ce qui contribue au charme du train et faisait pester les hommes d'affaires perchés sur leurs dossiers. Même la seconde classe sera de la fête puisque la SNCF a décidé de renouer le fil qui habitait traditionnellement ses sièges et de recourir au tissu.

Quelle SNCF ?

La grande nouveauté apportée par l'Atlantique est qu'il amorce un véritable réseau national à grande vitesse. La SNCF avait d'abord pensé à repérer, mais en plus rapide, le réseau classique qui converge vers Paris. Dans quelle tête est née la bonne idée ? Nul ne le saura jamais ! Toujours est-il que les gouvernements et la SNCF se sont lentement persuadés qu'en construisant une voie à grande vitesse qui contournerait Paris par l'est, il serait possible de raccorder en 1991, d'abord « l'Atlantique » et le « Sud-Est », puis le « Nord » (1993), puis « l'Est ». Tous les TGV ne rouleront plus dans Paris, mais, frottant l'agglomération parisienne, ils y complèteront le remplissage de liaisons de province à province, voire de province à pays étranger. En 1991, lorsque la gare de Massy-Palaiseau entrera en service, on commencera par réaliser des TGV Bordeaux-Massy-Lyon (5 h 15), puis des Rennes-Massy-Lille (3 h 15), en 1993 des Bordeaux-Massy-Lyon (6 heures et des poussières), des Bruxelles-Lille-Strasbourg, des Marseille-Brest, etc. Le cul-de-sac parisien sera élargi.

Ces performances et ces innovations ne vont pas sans bouleverser la

SNCF. D'un côté, celle-ci et l'ensemble des cheminots estiment que le TGV est la source de jeunesse qui permettra au chemin de fer de supporter la vigoureuse concurrence de l'aviation et de l'auto. Mais le TGV oblige à repenser beaucoup d'habitudes ferroviaires. Comme il met 21 kilomètres à atteindre sa vitesse de croisière, il est exclu de l'arrêter trop souvent. Comme il attire les foules, il a tendance à raréfier la clientèle sur les autres trains. Comme il séduit les hommes d'affaires, il est tentant de le faire payer cher pour remplir les caisses d'une SNCF endettée de 100 milliards de francs. Le TGV conduira-t-il à fermer des petites gares et des lignes point trop fréquentées ? Ses tarifs flexibles et renchérissants ne marquent-ils pas l'abandon d'une forme de service public ?

Au sein de la société nationale, on assiste à une querelle des anciens et des modernes. Ceux-ci font valoir qu'à l'heure des 300 km/h et des ordinateurs, il faut mettre le train aux rythmes de l'aviation et du marketing. En revanche, les cheminots qui se souviennent de la « bataille du rail » et d'un chemin de fer égalitaire joignent leurs critiques à celles des associations d'usagers et de certains syndicats pour dénoncer la naissance d'une SNCF à deux vitesses avec, d'un côté, un TGV privilégié et, de l'autre, un réseau de plus en plus désavantagé en termes de budget et d'efficacité. Ils mettent en avant les nécessités de l'aménagement du territoire et refusent que la recherche des bénéfices devienne la raison d'être de la SNCF.

Reste la dimension internationale du TGV. Car la France et ses industriels ont bien l'intention d'exporter le ruban bleu de « l'Atlantique » et d'exporter le train le plus rapide du monde en exploitation. Pour bien faire, il faudra que le TGV reprenne à son concurrent, aussi allemand, l'ICE, le record de vitesse pure de 406,8 km/h. Cette performance devrait intervenir en 1990, tant il est vrai qu'une rame a déjà roulé officiellement une dizaine de fois à 409 km/h. Fort de ce record et de la

vente à l'Espagne de vingt-quatre TGV, le tandem GEC-Alsthom-SNCF doit maintenant battre le japonais Mitsubishi en Corée du Sud pour équiper la ligne Séoul-Pusan, obliger Siemens à coopérer pour un TGV véritablement européen et séduire Américains et Canadiens, qui repensent au rail pour desservir leur littoral atlantique tant la congestion aérienne y est grave.

Le TGV Atlantique s'ouvrira pas seulement les portes océanes à vingt et un millions de passagers par an. Il consolide la France à la première place mondiale de la technique et de l'industrie ferroviaires.

AL. F.

Des gares océanes

La SNCF avait raté la modernisation des gares du réseau Sud-Est. Ou plutôt elle avait conçu son premier TGV comme une sorte de navette expérimentale, et, hormis la gare de Lyon-Part-Dieu et les haltes intermédiaires et fonctionnelles, elle n'avait pas déployé de grande œuvre architecturale pour souligner l'arrivée de la vitesse.

Cette lacune n'était plus supportable avec la mise en œuvre du TGV-Atlantique, qui représentera un véritable réseau à l'échelle du territoire. La société nationale devait profiter de cette occasion pour décoller à travers ses gares une image forte du rail et d'elle-même, et une image qui soit modulable dans chaque étape du TGV.

« L'endroit où l'on s'embrasse le plus, c'est la gare », ajoute M. Jean-Marie Duthilleul, chef du département des bâtiments de la SNCF et architecte. La SNCF doit aussi créer un décor pour ces émotions sur fond de départ à 18 h 23 ».

Pour parvenir à marier ses exigences d'homogénéité, d'identité et d'efficacité, M. Duthilleul et son équipe ont arrêté une charte architecturale reposant sur cinq principes. Le premier : « Les gares doivent ressembler à des gares ». Autrement dit, leurs formes et leurs volumes ne doivent laisser aucun doute sur leur destination. La gare Montparnasse était tellement peu « lisible » qu'on avait été obligé d'écrire son nom à son fronton pour guider les voyageurs. « La société d'aujourd'hui veut des signes, et la gare en est un ».

Un mobilier renouvelé

Quatrième principe : l'architecture d'une gare fait nécessairement référence à la technique : « A Nantes, à Montparnasse, à Saint-Pierre-des-Corps, au Mans, nous avons couvert les bâtiments de toiles supportées par des haubans qui rendent perceptible la technique et introduisent en douceur le voyageur à l'autre technique qui va le transporter ailleurs ».

Dernier principe enfin : « Une gare du TGV-Atlantique ne peut pas ne pas faire référence à l'Océan. Il y a là une source inépuisable de rêve. Les toiles que nous avons tendues sur les quais ou sur les couloirs sont déjà les voiles. La transparence d'une verrière parle des étendues marines. Le gruit annonce la Bretagne ».

Dans beaucoup de gares nouvelles ou renouvelées, on retrouvera donc un bâtiment — « porte », plus haut que

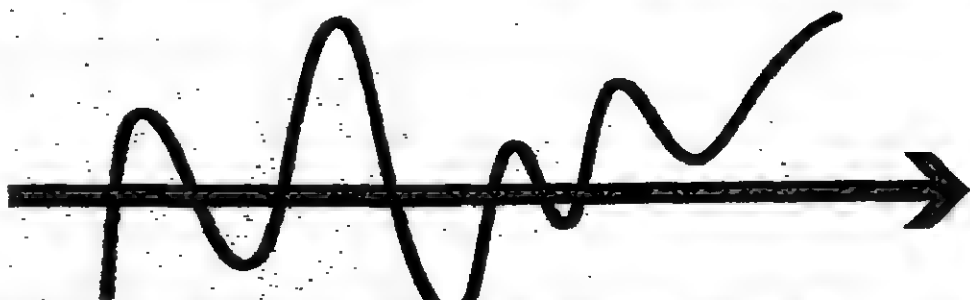
les autres et transparent, pour donner à voir les rails et, à ses côtés, des ailes de toile qui inviteront au voyage.

Pour que le voyageur « lise » sans peine où, quand et pourquoi la gare le concerne, M. Duthilleul a tenu à redessiner tout le mobilier ferroviaire, qu'il appelle « vocabulaire » tant il croit aux mots, fussent-ils de pierre ou de verre.

Il a recadré la poteau placé sur le quai pour le rendre visible et pour qu'il annonce l'arrivée toute proche. Il a recadré dans un même « meuble » les panneaux d'informations, l'horloge, les téléphones de service, les annonces électroniques. Il a réformé les guichets afin que soit facilité le dialogue entre l'agent et son client.

Ces messages, ces transparences, ces fluidités mis en formes peuvent-ils contribuer à faire évoluer la SNCF elle-même et à l'ouvrir à ce qu'elle signifie ? « Au moyen des volumes, on arrive à faire se poser des questions aux gestionnaires d'un espace », répond M. Duthilleul. Regardez ce qui s'est passé au Louvre. Les conservateurs et les fonctionnaires ne voulaient rien changer. La décision du président de la République de construire une pyramide les a obligés à repenser l'usage du Louvre. De la même façon, le nouveau guichet influe sur le comportement des deux acteurs de la transaction. D'ailleurs, les critiques ne nous ont pas manqué à ce sujet : le guichet était jugé trop moderne, il allait rendre nécessaires le sourire et l'accueil... »

Rien de tel qu'une ligne de crédit permanente pour faire face aux fluctuations de votre trésorerie.



Créditable Professionnel

Soutenir une charge exceptionnelle d'exploitation, exploiter une opportunité, financer un nouvel investissement : avec le Créditable Professionnel, vous disposez de l'outil qui vous permet de réagir immédiatement, chaque fois que vous en avez besoin. Avec le Créditable Professionnel, vous bénéficiez d'une source de financement souple et toujours disponible, spécialement adaptée à vos attentes. Garantie de maintien confirmée par écrit pour 2 ans minimum.

BNP

C'est gagner.

Economie

Après la manifestation de Paris

Les grévistes mettent en cause l'ensemble de la politique sociale de Peugeot

La situation demeurait bloquée, ce mardi aux usines Peugeot de Mulhouse et de Sochaux. Au lendemain de leur manifestation à Paris, à l'issue de laquelle la direction a refusé d'engager des négociations, les 1 200 grévistes qui ont fait le déplacement devaient se retrouver à la prise de poste à 13 heures. Selon le comité d'organisation CGT, CFDT, CFIC et FO, une « action spectaculaire » est prévue. Pour la direction, les rentrées du personnel se sont effectuées normalement le 19 septembre au matin. Le 18, un peu moins de la moitié de la production aurait été assurée.

SOCHAUX
de notre envoyé spécial

Pascal l'a encore en travers de la gorge. « Quand je me suis mis en grève avec les autres, le chef d'atelier m'a dit : « Fais attention, ta carrière est compromise. » Un comble, qu'il me parle de ma carrière ! Après vingt ans chez Peugeot, je gagne 3 500 francs, et, ma seconde prime, je l'ai attendue jusqu'à l'année dernière. Une prime royale : 43 francs par mois. Trente-huit ans, agent de production non syndiqué, Pascal a été choisi pour travailler sur les chaînes d'où sort la nouvelle 605. « Un grand moment,

dit-il. Trois semaines de stage, ou plutôt de bourrage de crâne : on nous a dit qu'on était les meilleurs, que l'entreprise comptait sur nous et que les cadences seraient moins rapides. Mais, comme par hasard, j'attends toujours d'être affecté. »

Lancée sur des revendications salariales, la grève chez Peugeot-Sochaux fait aussi remonter à la surface bien des rancœurs. Un véritable exutoire pour des grévistes qui donnent libre cours à leurs griefs contre « la méthode Peugeot pratiquée par une hiérarchie qui [les] traite comme des robots ».

« Les chefs d'atelier appellent cela une visite de courtoisie. Lors-

que l'on est en arrêt-maladie, ils viennent chez toi pour te ramener au boulot. Tu ne travailleras peut-être pas, mais au moins cela fera baisser les statistiques, et la société cotisera moins à la Sécurité pour les accidents du travail. Résultat : il n'est pas exceptionnel de voir des gens avec un plâtre à côté des chaînes », affirme cet ouvrier venu de sa Bretagne natale.

« Une belle invention »

Gérard, tatoué hard rock sur l'avant-bras, parle des cercles de qualité avec le plus parfait dédain. « Ça aussi, c'est une belle invention. Avant, une proposition d'amélioration technique se traduisait par une prime. Désormais, on fait la même chose mais gratuitement. Au moins les réunions permettent-elles un moment de ne plus avoir le chronomètre sur la dos. »

L'avancement au mérite ? Les grévistes de Sochaux lèvent les yeux au ciel. « C'est un moyen de chantage pour les petits chefs car ce sont eux qui les arrêtent. Les heures supplémentaires du samedi ? « Si tu viens trois semaines de suite et que, la quatrième, tu as un empêchement, tu risques de ne plus en faire du tout pendant un bon moment. »

Alors qu'il n'existe plus vraiment de « cité Peugeot » et que les magasins « Ravi » pour « ravitailler » ont été créés par le constructeur — ce dont bien des salariés se sont pourtant émus à l'époque — les grévistes assurent qu'ils voient leurs dirigeants mal aimés partout, les accusant mal-mêlé de noyauter

formes d'action qui seraient nécessaires pour amener la direction générale à ouvrir des négociations ».

A la Régie Renault, le syndicat FO a annoncé que la direction avait réuni le 18 septembre les signataires de l'accord salarial 1989 (qui prévoit une augmentation générale des salaires de 2,5 %). Celle-ci a annoncé que l'augmentation de 0,5 % prévue au 1^{er} septembre s'ajoutera à la même date à celle de 0,5 % prévue pour le 1^{er} octobre. La hausse de 0,5 % du 1^{er} décembre sera avancée au 1^{er} octobre.

municipalité ou associations de parents d'élèves. Seul le sacro-saint Football-club de Sochaux, créé par la firme automobile, est épargné par leurs critiques.

Sérénité à toute épreuve

Entourant la seule des quatre chaînes de montage de Sochaux qui reste en activité, cadres et agents de maîtrise affichent une sérénité à toute épreuve. « Ce véhicule vaut 200 000 francs. Etes-vous prêt à le payer 400 000 pour satisfaire les revendications des grévistes ? », interroge l'un d'eux en posant son regard sur une rutilante 605 gris métallisé. Un peu plus loin, un ingénieur se désole de constater que, « obnubilés par les 8-9 milliards de profits de Peugeot en 1988, les ouvriers ne veulent pas voir que l'entreprise reste fragile. »

Selon cet ingénieur, « on ne peut pas parler de social dans une société qui est en train de sauver sa peau ». Quant aux accusations portées à l'encontre de la politique sociale du groupe, l'encadrement y voit surtout la mauvaise foi de syndicats quelque peu ringards opposés à l'avancement au mérite et se dit prêt à citer des exemples d'abus concernant les arrêts maladie. « Un cadre administratif concède toutefois que le PDG de PSA, M. Jacques Calvet — « un patron formidable », par ailleurs — a « peut-être, en l'occurrence, manqué de réalisme ».

JEAN-MICHEL NORMAND.

Les déçus du « train de la lutte »

MULHOUSE
de notre envoyé spécial

Panoramas et banderoles sont rangées dans les filets à bagages. Derrière les rideaux baissés des compartiments, la plupart des « Peugeot » ont fini par s'endormir, il est 23 heures. Les grévistes du « train de la lutte » sont debout depuis 4 heures du matin. Ils sont déçus, furieux aussi. Furieux à cause des CRS qui les attendaient devant le siège de Peugeot, avenue de la Grande-Armée à Paris. Furieux à cause des cadres qui, du haut de leurs fenêtres, les observaient « en rigolant ». Furieux d'avoir vu leurs huit délégués revenir les mains vides, après une entrevue de quinze minutes à peine avec des responsables de la direction. « On ne pourra pas dire qu'on ne veut pas négocier, soupire Sylviane, qui travaille à l'embourgeoisage : on a fait huit heures de train aller-retour de Mulhouse, juste pour demander à les rencontrer. Et on n'y arrive même pas ! »

Dans le couloir, une responsable de la CGT passe de compartiment en compartiment avec un grand cahier. « Demain, rendez-vous à l'usine à midi et demi, lance-t-elle ; on bloque les routes ou les chaînes ? » « Les routes ! lui répond-on, ça, au moins, ça servira à quelque chose. » Debout dans le couloir, elle note scrupuleusement huit voix dans la colonne « routes ». « On vous donnera le résultat demain. »

De temps en temps, les slogans, repris de compartiment en compartiment, résonnent encore dans le couloir. Mais ils n'évoquent plus les 1 500 F clamés toute la journée sur l'avenue de la Grande-Armée. « 1 800 F, c'est surtout un symbole, explique Jeanette, dont le salaire de base se monte à 5 300 F par mois. Au début du conflit, on aurait tout arrêté s'ils nous avaient donné 300 à 400 F. A ce moment-là, ils pouvaient négocier pour pas cher ! Mais,

aujourd'hui, ils cherchent l'épreuve de force en refusant les négociations. Et maintenant, nous, on veut plus. »

Plus pour « vivre décemment », disent-ils. Plus pour compenser des années de rigueur salariale consenties alors que Peugeot traversait une passe difficile. « On ne regrette pas, ajoute Jeanette, il fallait le faire ; mais, aujourd'hui, on compte les investissements et les bénéfices en milliards et, nous, on ne voit rien venir sur notre fiche de paie. »

L'augmentation de 1,5 % accordée par Jacques Calvet les fait sourire : pour la plupart d'entre eux, l'augmentation reste inférieure à 100. « De quoi s'acheter sept ou huit paquets de café. »

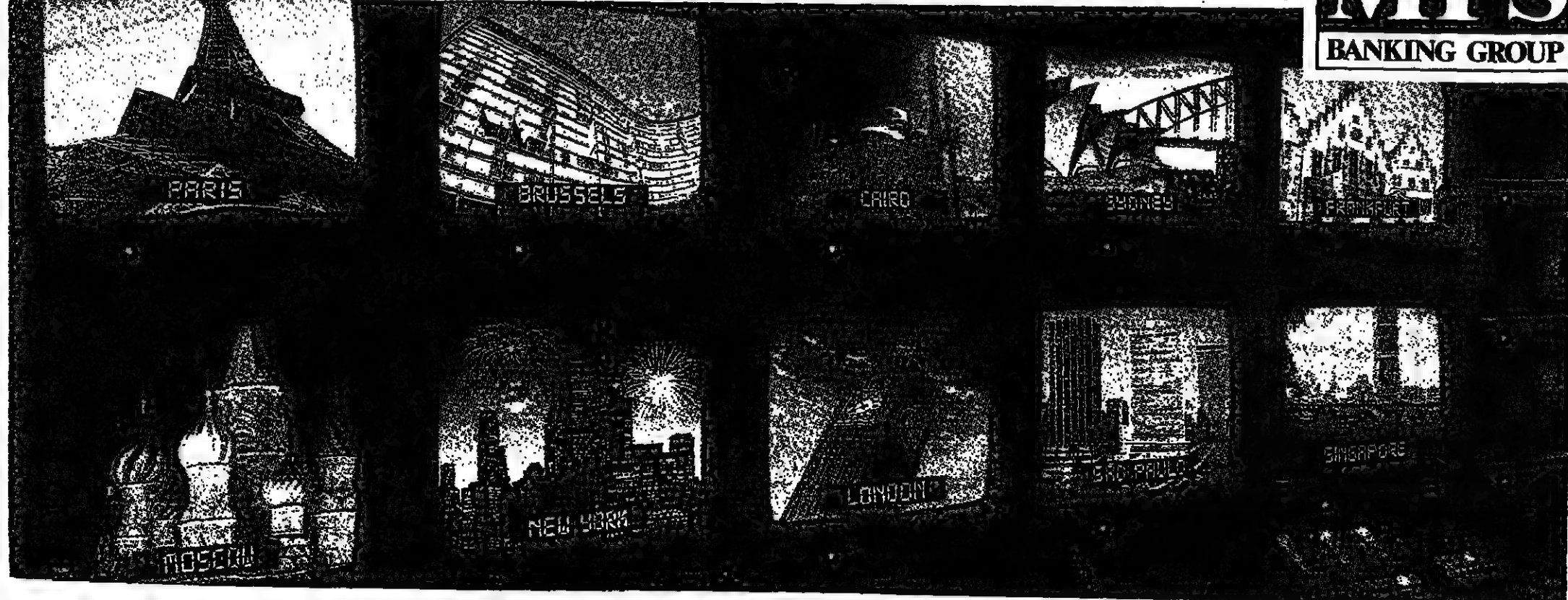
La plupart ont dix ans, voire quinze ans, de Peugeot-Mulhouse derrière eux. Et ils découvrent là leur première grève. « C'est curieux de voir des rassemblements sur les parkings, nota Pierre, qui travaille à Mulhouse depuis trois ans on n'était pas habitué à cela. » Certains ont reçu des coups de téléphone de leur chef d'équipe pour les encourager à reprendre le travail. D'autres montrent aujourd'hui les premiers signes d'énervement lorsqu'ils parlent des non-grévistes : « Ils croient qu'on ne fait rien, alors qu'on est là encore plus souvent que d'habitude, souligne un gréviste ; eux, ils auront leur fiche de paie à la fin du mois et, si on obtient quelque chose, ils l'auront aussi. »

Il est minuit. Le train approche de Mulhouse. Jeanette reconnaît le cimetière d'Altkirch, puis l'usine d'incinération d'ordures, le pont et, enfin, « la grande maison blanche ». Ils descendent leurs sacs chargés de pûles, de casse-croûtes et de « chaussures à courir », apportées « au cas où ». « Ils ont dû profiter de notre absence pour tourner à plein, soupire un gréviste. Ils ont dû en produire, des voitures, aujourd'hui ! ».

ANNE CHEMIN.

Sept banques, un même programme pour le monde entier. C'est le Groupe Bancaire MPS.

L'avantage d'un groupe, c'est qu'il doit, pour se développer, valoriser et exploiter au mieux les différentes sociétés qui le composent. Et se doter d'une structure souple, capable d'évoluer rapidement. Une structure qui permette à chacune d'elles, dans le cadre d'un même programme, de tirer profit de ses particularités, et d'être parfaitement opérationnelle face aux demandes d'une clientèle très diversifiée. Le Groupe Bancaire MPS est bâti sur cette philosophie de groupe. Et sa croissance en Italie et dans le monde, le développement continu de ses activités, et la solidité de ses résultats financiers suffisent à prouver la justesse de ses choix. Morie dei Paschi di Siena, Banca Toscana, Credito Commerciale, Credito Lombardo, Banco Valdostano, Istituto Nazionale di Credito per il Lavoro Italiano all'Estero, Italian International Bank, sept banques de tailles et d'implantations différentes, aux stratégies de développement distinctes — mais engagées dans un même programme, avec les mêmes méthodes de travail, au sein d'un même groupe. Le Groupe Bancaire MPS est présent dans le monde à travers des filiales ou des représentations à New York, Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Moscou, Singapour, Le Caire, São Paulo, et, dès la fin 1989, à Madrid, Pékin et Tokyo.



MPS
BANKING GROUP

La présence se renforce

Le monde est devenu un village. Les échanges commerciaux se sont multipliés. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

La présence se renforce. Les entreprises ont dû s'ouvrir à l'international. La présence se renforce.

Économie

ÉTRANGER

Avec des exportations vers le Kenya en augmentation de 38 % en 1988

La présence commerciale des Japonais se renforce en Afrique orientale

NAIROBI
correspondance

Deux fois par jour, sous l'œil blasé des « askaris » (gardes de sécurité) et des vendeurs de fleurs de Stand Street, à l'heure du petit déjeuner, on voit à Nairobi des Japonais. Ils sont nombreux, ils sont jeunes, ils sont japonais. Ils sont à gauche de l'entrée, trois minuscules monticules de sel blanc. Trois ? Parce que c'est un bon chiffre. Le sel ? Pour éloigner les mauvais esprits. La coutume shintoïste accomplie. Harumi Oyama peut alors ouvrir sereinement la porte du restaurant Akasaka, le plus vieux restaurant japonais de Nairobi.

C'est même le premier d'Afrique, assure, sans quitter des doigts son bouillie, le patron de l'établissement, Ichiro Hirai. N'est-ce pas sa propre mère, la défunte Harumi, qui a servi en 1972 les premiers « sautés » made in Africa ? Depuis cette époque pionnière, le nombre des expatriés japonais installés au Kenya a pratiquement doublé, passant de 400 à environ 800 personnes en 1989. Une progression modeste, mais ténue. Deux autres restaurants japonais se sont ouverts dans la foulée, dont le fameux Nihonjin Club, fréquenté par les hommes d'affaires qui viennent, à l'heure du déjeuner, dévorer les journaux de Tokyo fraîchement arrivés de la veille.

Au Kenya comme dans toute l'Afrique de l'Est, cela fait plusieurs années déjà que la Rover anglaise et la Peugeot française n'ont plus pignon sur piste. Toyota, Isuzu et autres Suzuki sont désormais les nouvelles reines de la route africaine. « Quand je suis arrivé en Tanzanie, il y a trois ans, j'ai été un des premiers à acheter une Toyota », raconte un diplomate occidental. « A présent, il y en a partout. Ils ont

même réussi à équiper l'armée tanzanienne en petites voitures tout-terrain », dit-il, admiratif.

Le secteur de l'automobile, du matériel électronique et électrique a connu, en moins de dix ans, un bond en avant remarquable. Toutes les vitrines des capitales de la région

lars (110 millions de francs) d'exportations en 1988, fait bien piteuse figure. « En gros, le Japon vend au Kenya des Toyota — 102 millions de dollars l'an passé (640 millions de francs) — et lui achète... des cacahuètes », résume, avec une courtoisie ironie, Kenichi Uematsu,

Le volume d'aide du Japon au continent africain a doublé en cinq ans. Et ce n'est pas fini...

l'attestent. Mais c'est à Nairobi, grâce pour son confort et ses facilités de communication, que les grandes firmes japonaises ont ouvert leurs bureaux : de Mitsubishi à Sumitomo, en passant par Marubeni, G. Itoh, Nissei Iwai ou Matsushita, elles sont une quarantaine au total, implantées au Kenya, d'où elles « rayonnent » généralement à travers l'Afrique — pays anglophones en tête.

Peu d'investissements

Si l'on se révèle laborieux de connaître le chiffre d'affaires de chacune de ces compagnies, le résultat global ne fait, lui, l'objet d'aucun mystère. En 1988, le Japon a exporté au Kenya pour plus de 228 millions de dollars (1,43 milliard de francs), soit une augmentation de quelque 38 % par rapport à 1987. « Il n'y a guère de mérite à ça. La concurrence est presque inexistante », commente une jeune expatriée de Tokyo. « Pour gagner un marché ici, il n'y a pas de gros efforts à fournir. »

Face aux produits nippons, le Kenya, avec ses 17,5 millions de dol-

correspondant de l'agence de presse Kyodo. Malgré tous ses efforts et sa relative prospérité, le Kenya n'est guère considéré que comme un parent pauvre. En Afrique, le vrai partenaire du Japon, numéro un de l'économie mondiale, reste plus que jamais l'Afrique du Sud.

Dans son ensemble, le continent africain pourrait-il constituer, à terme, un réel potentiel commercial ? Rien n'est moins sûr. Jusqu'à présent, le Japon vend un peu, donne beaucoup, mais n'investit pratiquement pas. « Au Kenya, l'investissement n'est pas vraiment incitatif », explique Jun Aizawa, premier secrétaire à l'ambassade du Japon. « Les entreprises doivent compter souvent jusqu'à deux ans avant de pouvoir repartir leurs bénéfices. Et les taux d'intérêt sont très élevés », regrette-t-il. « Et puis, même pour l'automobile, le marché est-afrique n'est pas très attractif. » En attendant que des jours plus radieux se lèvent sur l'Afrique, les firmes et l'Etat japonais s'arrangent. Ce que l'un donne généreusement d'une main, sous couvert des programmes d'aide, les autres le récupèrent, en partie, en exécutant lesdits programmes.

« Prenez l'exemple de la Voice of Kenya (la radio-télévision nationale), c'est le plus gros projet d'aide japonaise en Afrique : plus de 16 milliards de yens pour moderniser leur réseau », commente, avec flegme, Takashi Ono, correspondant du quotidien Asahi Shimbun (15 millions de lecteurs). « Eh bien, à votre avis, à quel va le gros de cet argent ? Aux firmes japonaises. C'est elles qui assurent le maître d'œuvre. » Tokyo réaliserait ainsi une bonne affaire et... une bonne action. A côté de ce prêt colossal (remboursable sur trente ans avec un taux d'intérêt de 2,5 %), l'assistance apportée par les Occidentaux finirait presque par faire figure d'argent de poche. Et ce n'est qu'un début.

Après avoir doublé en cinq ans son volume d'aide à l'Afrique (estimé en 1989 à 593 millions de dollars, soit environ 37 milliards de francs), le Japon, devenu cette année le plus important donateur dans le monde, annonce son intention de verser plus encore : d'ici les cinq prochaines années, ce sont près de 50 milliards de dollars (315 milliards de francs) qui seront accordés aux pays en voie de développement. Une avalanche vertigineuse, sans précédent.

Au Nigeria, en Zambie, au Ghana, l'aide japonaise est déjà largement en tête. Même chose au Kenya, admet Steven Sindling, directeur de l'USAID (United States Agency for International Development), dont les 60 millions de dollars annuels (environ 380 millions de francs) arrivent plus, désormais, à la cheville nipponne. L'aide japonaise au Kenya a en effet dépassé, en 1988, les 4 milliards de francs. « Nous avons trop d'argent », résume le correspondant d'Asahi Shimbun.

10 % de l'aide à l'étranger

A tel point que Tokyo, sous la pression des Occidentaux et notamment des Etats-Unis, doit se résoudre non seulement à prêter, mais aussi à donner. « Les Africains ne disent pas non, évidemment, mais ils nous regardent parfois avec suspicion : ils ne comprennent pas qu'on donne sans rien exiger en retour », dit le journaliste. Son collègue acquiesce : « Contrairement aux Français et aux Britanniques,

nous ne connaissons pas du tout l'Afrique. L'argent que nous versons ne va pas forcément aux pays qui en auraient le plus besoin. On donne aux pays les plus stables et, en cela, nous suivons complètement le chemin tracé par les Américains. Le Japon, en tant que tel, n'a pas de stratégie en Afrique, pas de philosophie. C'est un problème. » Malgré l'énormité des sommes en jeu, l'aide japonaise à l'Afrique ne représente pas plus de 11 % — peut-être 12 % cette année — du total de son volume d'aide étrangère. « L'intérêt des Japonais pour l'Afrique équivaut à ce pourcentage. » Les voisins asiatiques continuent à recevoir 70 % environ de l'aide de Tokyo.

Si quelques-uns de ces « Japonais d'Afrique » avaient ressenti parfois un malaise, d'autres semblent s'adapter sans problème. Takasa Kunitakuma, trente-six ans, architecte de formation, est arrivé en Tanzanie en 1977. Il y a travaillé plusieurs années comme « volontaire » (l'équivalent des « peace corps » américains) avant de gagner le Kenya et de rejoindre la communauté religieuse Tenrikyo — une secte fondée au Japon au milieu du XIX^e siècle.

Chaque fin d'après-midi, à l'heure où ses compatriotes s'apprennent à entamer la traditionnelle partie de go ou d'échecs, Takasa retrouve ses compagnons de prière dans le quartier de Hurlingham, où la société Tenrikyo a son siège. Dans la pièce minuscule, meublée d'un simple aulac en bois et de bancs, la quinzaine de fidèles se recueille et danse lentement au son du goog. Quatre ou cinq Kenyans sont là, des « convertis ». Le budget de la communauté, très modeste (un peu plus de 3 millions de francs), lui permet malgré tout de construire des écoles et même d'organiser des voyages d'échange pour les jeunes Kenyans.

Comme la plupart de ses compatriotes, Takasa parle assez mal l'anglais. « Mais mon swahili est très bon », assure-t-il. Ne s'est-il pas marié, d'ailleurs, avec une Tzanzanienne ? Il en a eu deux enfants et n'envisage pas de retourner au Japon. A Nairobi, rares sont les Japonais qui se déclarent prêts de repartir chez eux. Le patron du club Nihonjin, qui vit ici depuis dix-huit ans, affirme avoir commencé à songer à se faire pierre tombale. « Je serai le premier Japonais enterré au Kenya », jure-t-il.

CATHERINE SIMON.

REPÈRES

Dette

Accord entre le Gabon et le FMI

Le Gabon devait entamer, mardi 19 septembre, des négociations avec les Etats créanciers regroupés dans le club de Paris, afin d'obtenir la reconstruction de sa dette extérieure, estimée à 750 milliards de francs CFA (15 milliards de francs). Ces négociations sont rendues possibles par l'approbation par le Fonds monétaire international (FMI) d'un programme d'ajustement structurel de l'économie gabonaise, pour la période allant de septembre 1989 à mars 1991. Les effectifs des ministères et les traitements des hauts fonctionnaires seront réduits. Afin de soutenir ce programme, le FMI a autorisé l'accès d'un crédit-voisin de 43 millions de DTS (droits de tirage spéciaux) soit 360 millions de francs.

Production agricole

Des devises pour les Bulgares

La Bulgarie a décidé d'accorder des avances matérielles, y compris sous forme de devises, pour stimuler la production de lait et de produits laitiers qui est déclinée. Un décret du Conseil des ministres bulgares adopté samedi 16 septembre prévoit qu'à chaque fois qu'un éleveur vendra 100 litres de lait de brebis, il aura droit à des devises : 4 dollars en 1990 et 5 dollars à partir de 1991, au cours officiel de 2,5 leva pour un dollar.

Une augmentation du nombre de têtes de bétail par rapport à l'année précédente sera rémunérée de 350 à 500 leva par vache et de 40 à 60 leva par brebis, selon les régions. En cas de diminution du cheptel au cours des cinq années suivantes, ces sommes devront être remboursées.

Tous les éleveurs de vaches, de buffles et de brebis seront exemptés d'impôt sur le revenu. — (AFP).

Précision à propos de la dette bulgare. — Nous référons à des chiffres de l'OCDE de 1987, nous avons écrit dans le Monde daté 17-18 septembre que la dette de l'Etat s'élevait en 1987 à environ 16 milliards de dollars. Si l'on en compte l'ensemble de la dette extérieure irakienne, elle se situe aujourd'hui entre 70 et 80 milliards ; encore faut-il faire la différence entre la dette due à des pays comme l'Arabie saoudite et le Koweït (plus de trente milliards de dollars), qui ne sera jamais remboursée, celle due à l'URSS et à certains pays socialistes (plus de 10 milliards), également fort aléatoire, et celle contractée à l'égard des pays occidentaux.

NOS LECTEURS ÉTAIENT DES INITIÉS

Voici ce que lisaient les abonnés de « La Bourse », la lettre hebdomadaire de Nicolas Miguet le 22 juin dernier.

L'action Victoire valait 1 000 F. Ils viennent de la revendre 2 200 F. La semaine précédente, le 15 juin, toujours dans « La Bourse » de Nicolas Miguet, ils pouvaient lire : « Les valeurs nationalisées d'assurances vont continuer à tenir les premiers rôles sur le marché au comptant de la Bourse de Paris. Depuis ce conseil d'achat, les cours des AGF, du GAN et de l'AP ont respectivement progressé de 25 %, 33 % et 40 % ».

Nous pourrions multiplier les exemples à l'infini. Chaque semaine, les conseils très précis et toujours en avance de Nicolas Miguet font des abonnés à « La Bourse » des initiés. En un ou deux conseils, le coût de l'abonnement a été remboursé. Rejoignez-les vite en profitant de notre offre exceptionnelle d'abonnement.

LA LETTRE CONFIDENTIELLE HEBDOMADAIRE DU JEU DE LA BOURSE

BULLETIN D'ABONNEMENT A « LA BOURSE »

Remplissez et retournez votre bulletin à NCM COMMUNICATION - Service « La Bourse », 11, avenue Herbillon, 94160 Saint-Mandé, accompagné de votre règlement.

☐ OUI, je désire profiter de votre offre d'abonnement à des conditions exceptionnelles. Je choisis une durée de : ☐ 3 mois 299 F. ☐ 6 mois 1 200 F au lieu de 1 600 F. ☐ Je préfère souscrire un abonnement d'un an et profiter de la garantie de tarif avant l'augmentation : 1 an 1 990 F au lieu de 3 000 F.

Je joins mon règlement à ce bulletin par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Date : _____

Signature : _____

Offre spéciale réservée aux lecteurs du Monde

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



P&O

Une croissance toujours aussi régulière

Au premier semestre 1989, nos activités ont, dans leur ensemble, enregistré une croissance encourageante, avec notamment de bonnes performances dans le transport de passagers et la poursuite d'une hausse régulière dans les activités de services. Dans l'immobilier, même si le retournement sévère du marché affecte Bovis Homes, la progression de Bovis Construction et des sociétés immobilières du groupe a été bonne tant au Royaume-Uni qu'à l'étranger. Notre situation financière est toujours aussi solide et, malgré le climat économique actuel du Royaume-Uni, nos résultats du premier semestre sont satisfaisants. Renforcer notre expansion internationale reste notre objectif essentiel. Les perspectives pour l'exercice en cours s'annoncent favorables.

Sir Jeffrey Sterling CBE
Président

Chiffres consolidés	1989	1988	1987
1 ^{er} semestre au 30.06	1 ^{er} semestre au 30.06	1 ^{er} semestre au 30.06	Année entière
Chiffre d'affaires (en millions de £)	1 915,3	1 457,3	3 376,4
Bénéfice avant impôts (en millions de £)	169,3	111,7	316,6
Bénéfice par action (en pence)	28,0	18,1	53,8
Dividende par action (en pence)	12,5	10,5	25,5

THE PENINSULAR AND ORIENTAL STEAM NAVIGATION COMPANY
Fondée en 1837 et renommée depuis 1940 d'une Charta Royale pour un service de navigation vers l'Extrême-Orient, P&O assure aujourd'hui parmi les grandes sociétés internationales diverses. Ses activités comprennent le transport de passagers, les « Ferries », le transport en conteneurs et en vrac le fret civil et la construction. Elle promeut et l'investissement immobilier, le transport routier, les activités portuaires, les centres d'exposition et la restauration hôtelière. La flotte commerciale de P&O dispose de 22 navires. Le Groupe emploie plus de 50 000 personnes à travers le monde. Ses actions sont cotées à la Bourse de Londres, Amsterdam, Francfort, Paris, Sidney et Tokyo.

nie

صوتنا من الامل

Économie

TOURISME

Inauguration d'une Maison de la France à Séoul M. Olivier Stirn veut faire de Paris la tête de pont des Sud-Coréens visitant l'Europe

A l'occasion de l'inauguration d'une Maison de la France à Séoul, M. Olivier Stirn, ministre du tourisme, a annoncé, le lundi 11 septembre, que les gouvernements français et sud-coréen étaient convenus de supprimer l'obligation réciproque du visa pour leurs nationaux. Le tourisme français souhaite profiter de l'impulsion économique du Pays du matin calme.

SEOUL de notre envoyé spécial

M. Olivier Stirn ne voulait pas rater la Corée du Sud. « Nous n'avions pas cru au Japon, reconnaît-il, et nous nous sommes fait distancer dans le domaine du tourisme comme dans d'autres secteurs industriels et financiers. C'est pourquoi, lorsque nous représentions au Japon et à Singapour un potentiel important de touristes en Corée du Sud, j'ai décidé que la vingt-huitième Maison chargée de la promotion de la France à l'étranger serait installée à Séoul. »

Les astres semblent tout à fait favorables à cette entreprise si l'on en croit la note rédigée par M. Hubert de La Fortelle, ambassadeur de France à Séoul. Celui-ci y rappelle que le Sud-Coréen sortait peu du territoire national. L'obtention d'un passeport était soumise à des conditions d'âge et de virginité politique draconiennes. Il était mal vu de rapporter de l'étranger des produits et des souvenirs auxquels la douane appliquait des taxes prohibitives.

L'enrichissement de la Corée du Sud - dont le produit national brut a doublé en huit ans - et la prédominance démocratique lancée depuis 1987 ont fait cesser ces réflexes de repli. « Les autorités, hier encore héritières des réflexes du vieux « royaume errant », font désormais complaisamment valoir l'attrait culturel des voyages et leur hausse infléchissent pour l'apaisement des critiques adressées à la Corée du Sud pour l'excès de ses comptes courants » (14 milliards de dollars en 1988.)

Francophilie

Le retournement est spectaculaire. On dénombre, en 1987, 460 000 départs à l'étranger de Sud-Coréens, 700 000 en 1988, et l'on parle de 1,5 million pour l'année 1989. Il faut dire que depuis le 1^{er} janvier dernier les ultimes barrières administratives ont sauté : tout le monde peut obtenir un passeport à condition d'avoir satisfait à ses obligations militaires, et chaque voyageur peut, désormais, emporter jusqu'à 66 000 F.

Bien sûr, en tant que destination de voyage, l'Europe reste marginale, 69 % des Sud-Coréens choisissent de visiter en priorité l'Asie. Pourtant, la France y occupe la première place, avec 40 000 touristes en provenance de Séoul. C'est peu, comparé aux 300 000 visiteurs japonais en France, mais l'effectif sud-coréen est en croissance rapide, et Air France a réalisé au cours des huit premiers mois de 1989 80 % de passagers supplémentaires entre Séoul et Paris par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Pourquoi cet engouement ? L'image traditionnellement forte de

Paris attire bien sûr grâce à ses connotations culturelles et à la « mode ». Mais également la francophilie et la francophonie des Sud-Coréens, puisque 400 000 lycéens apprennent le français. Enfin, M. Olivier Stirn attribue une part de la forte attraction de la France à la présence des missionnaires français en Corée depuis deux siècles. « Les 9 ou 10 millions de chrétiens - sur une population de 42 millions d'habitants - sont de plus en plus intéressés à visiter Jérusalem, Rome et Paris. » La France, « fille aînée de l'Eglise », et la France des droits de l'homme séduisent toutes deux les catholiques coréens, longtemps persécutés.

Au cours de son voyage officiel de trois jours en Corée du Sud, M. Olivier Stirn a donné le coup d'envoi d'une politique de longue haleine qui pourrait porter, d'ici la fin du siècle, à 200 000 le nombre de touristes coréens en France.

En préalable, il a annoncé le 11 septembre la suppression du visa exigé des ressortissants sud-coréens depuis la poussée terroriste en France de septembre 1986. Le gouvernement de Séoul avait été profondément vexé que les Japonais soient les premiers Asiatiques dispensés de cette formalité. M. Stirn a donc apporté la bonne nouvelle.

An-déjà de la tour Eiffel

Le ministre du tourisme a inauguré le même jour en compagnie de M. Kim Chang-kun, ministre sud-coréen des transports, la Maison de la France, premier office de tourisme d'un pays européen à Séoul. Cette maison disposera en 1990 d'un budget de promotion pour persuader les agents de voyages, les journalistes et, au bout du compte, la clientèle que la France mérite qu'on s'y arrête plus qu'un ou deux jours et qu'on-déjà de Paris et de la tour Eiffel les châteaux de la Loire et Lourdes valent le détour.

MM. Stirn et Kim sont convenus que leurs services prépareraient pour l'année prochaine un accord de coopération qui pourrait prévoir des échanges de spécialistes du tourisme dans le cadre d'une formation, des transferts de technologies et la mise sur pied de filiales communes ayant vocation à exporter dans le reste de l'Asie des produits hôteliers et touristiques.

Pour que cette approche réussisse, il reste au ministre français à persuader les patrons du Club Méditerranée ou des Wagons-Lits, les groupes du bâtiment, des travaux publics et de l'immobilier de loisirs, comme Bonygex, SPIE ou Brémond, que la Corée du Sud est un jeune Japon qui mérite toute leur attention.

Ainsi la France pourrait-elle accroître sa présence économique et technique par un effet de boule de neige où le TGV d'Alstom, les sonars de Thomson, les remontées mécaniques de Pomagalski, les architectes d'Aéroports de Paris, les « G.O. » du « Club » et les visiteurs sud-coréens du château de Versailles auraient chacun leur part. Histoire de rééquilibrer une balance commerciale obstinément déficitaire (3 milliards de francs en 1988) au détriment de la France et d'apprivoiser durablement d'un des « dragons » économiques de l'Asie.

AL F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CFAO

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

COMPTES SEMESTRIELS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 15 septembre 1989, sous la présidence de M. Paul Fauch, afin d'examiner les résultats au 30 juin 1989, ainsi que la situation consolidée du premier semestre 1989.

Le chiffre d'affaires s'élève à 15,3 milliards de francs (dont 2,5 milliards de francs au titre des nouvelles acquisitions) contre 11,8 milliards de francs en 1988.

Les bénéfices nets atteignent 274 millions de francs (dont 216 millions de francs part du groupe) à comparer à ceux du premier semestre 1988, de 210 millions de francs (dont 185 millions de francs part du groupe).

Cet accroissement de l'activité résulte de la politique d'expansion lancée en 1988.

En effet, le périmètre de consolidation comprend les diverses prises de participation réalisées depuis le mois de janvier 1989, et notamment celles de La Roche Médionale et des filiales européennes de la CIME.

Les actionnaires ont opté, à hauteur de 75 %, pour le paiement du dividende en actions. En conséquence, les 196 700 actions nouvelles créées portent le capital de la Compagnie à 281 864 000 de francs.

La politique de croissance externe se poursuit avec, en particulier, l'acquisition, début septembre 1989, de la société américaine Grace Equipment Company, spécialisée dans l'équipement de chantiers des États-Unis d'Amérique. Cet investissement de l'ordre de 2 milliards de francs, ainsi que les autres acquisitions réalisées, offrent d'excellentes perspectives d'avenir mais pèsent à court terme sur les résultats de l'exercice.

A ce jour, les réalisations et les prévisions annuelles laissent néanmoins augurer - tant au niveau du groupe qu'à celui de la CFAO - des bénéfices en progression satisfaisante sur ceux de 1988.

CICA

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE COMMERCE ET D'APPROVISIONNEMENT

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1989.

Le conseil d'Administration s'est réuni le 15 septembre 1989 sous la présidence de Monsieur Pierre Degorce pour examiner les comptes consolidés et sociaux du premier semestre 1989.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 1 301 millions de francs, en augmentation de 21 % sur le premier semestre 1988. Les résultats nets atteignent 37,2 millions de francs, montrant une progression de 25 % sur ceux de la même période de l'exercice précédent.

Le périmètre de consolidation inclut les entreprises entrées en juin 1989 : OLYMPIC GARAGE à Vichy et DISTRIBUTION AUTOMOBILE BELGE, concessionnaires de la marque Peugeot ainsi que COFAM, société importatrice en France des chariots élévateurs Mitsubishi.

La CICA réalise un bénéfice de 18,3 millions de francs contre 17 millions à fin juin 1988.

Les réalisations à ce jour et les prévisions pour le second semestre 1989 permettent, avec les réserves d'usage, d'anticiper pour l'année 1989 une bonne progression des chiffres consolidés du Groupe et de CICA Holding.

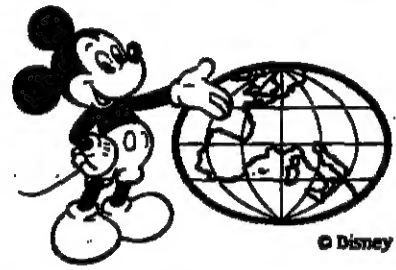
GROUPE CFAO

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

Cet avis paraît à titre d'information seulement

The announcement appears as a matter of record only.

September 1989



Euro Disneyland S.C.A. and Euro Disneyland S.N.C.

FF 7,000,000,000

Credit Facility

for
Phase 1A, Euro Disneyland

Arranged by
Banque Nationale de Paris

Citibank, N.A. Crédit Agricole
Deutsche Bank Aktiengesellschaft The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited
Morgan Guaranty Trust Company of New York

Banque Nationale de Paris Citibank, N.A. Crédit Agricole
Deutsche Bank Aktiengesellschaft The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited
Morgan Guaranty Trust Company of New York

Crédit National Banque Indosuez

Amsterdam Rotterdam Bank N.V. The Bank of Nova Scotia The Bank of Tokyo, Ltd.
(succursale de Paris) (Barclays Bank PLC, Barclays Bank S.A.) (succursale de Paris)
Banque Française Barclays Bank Group Bayerische Vereinsbank
du Commerce Extérieur (succursale de Paris) (Paris Branch) (SV France)
Commerzbank Aktiengesellschaft (succursale de Paris) (Paris Branch) (Paris Branch)
The Dai-ichi Kangyo Bank, Ltd. Dresdner Bank Aktiengesellschaft (succursale de Paris)
(succursale de Paris) (Banque Veilleux-Morin-Pons)
Generale Bank The Industrial Bank of Japan, Limited (Paris Branch)
(succursale de Paris) (Paris Branch)
The Mitsubishi Bank, Limited The Mitsubishi Trust and Banking Corporation The Mitsui Bank, Ltd.
(Paris Branch) (Paris Branch) (Paris Branch)
National Westminster Bank Group NMB Bank (France) The Saitama Bank, Ltd.
(National Westminster Bank PLC succursale de Paris, National Westminster Bank S.A.) (succursale de Paris)
The Sanwa Bank Limited The Sumitomo Bank, Ltd. The Tokai Bank, Limited Westdeutsche Landesbank
(succursale de Paris) (succursale de Paris) (succursale de Paris) (succursale de Paris)
Banque Fédérative du Crédit Mutuel (avec les Fédérations Océan / Dauphiné-Vivarais / Bourgogne-Centre Est / Champagne-Ardenne)

Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts - BRED

Managed by Banque de Neufz, Schlumberger, Mallet
Groupe A.B.N.

Agent Caisse Centrale des Banques Populaires

Banque Nationale de Paris

BNP Banque Nationale de Paris

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS FORMATIONS SPÉCIALISÉES EN STRATÉGIE ET INGÉNIERIE FINANCIÈRES

Deux cycles de formation supérieure hors temps scolaire (un vendredi soir et un samedi matin sur deux par cycle de formation) comprenant les cours de :

- Diagnostic financier.
- Politique et stratégie financières.
- Communication financière.
- Evaluation et opérations en capital.

Des conférences et des études de cas réels complètent des enseignements animés exclusivement par des « professionnels ».

● Réservées aux cadres d'entreprise titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (niveau maîtrise ou grande école). Formation requise en gestion financière.

Durée par cycle : 60 heures. Début des cours : 17 et 24 novembre 1989

PRÉPARATION AU DOCTORAT D'EXPERTISE ET INGÉNIERIE FINANCIÈRES

Devoirs de candidature :

Chaire de fonctions financières et comptables des entreprises.

2, rue Coaët, 75003 PARIS
Téléphone : 42-78-96-58 (le matin)

Marchés financiers

BOURSE DU 18 SEPTEMBRE

[illegible]

Comptant (collection)

[illegible]

Actions

Agenda Ed. [A]	7205	B.E.A.	7200
A.M.P. [B] Co.	7206	Barrett	7201
Alcatraz	7207	Beckwith	7202
Appl. Hydraul.	932	Belk	7203
Arch	932	St. Pl. Comm.	7204
Artists	207	Edo Medical Publ.	7205
Autom. Publ. Co.	1080	St. Temp. Test.	7206
Auto. Publ. Co.	500	Inst. Phys. Monitors	7207
Aviation	275	Inst. Phys. Monitors	7208
Bayly-Say [C] L.	400	Inst. Phys. Monitors	7209
Bayly-Say	540	Inst. Phys. Monitors	7210
B.M.P. International	393	Inst. Phys. Monitors	7211
Biochemical	4020	Inst. Phys. Monitors	7212
B.T.P. [C] (Knapdale)	107 70	Inst. Phys. Monitors	7213
Cambridge	691	Inst. Phys. Monitors	7214
CABLE	399	Inst. Phys. Monitors	7215
Carbone-London	1100	Inst. Phys. Monitors	7216
Care-Pichin	470	Inst. Phys. Monitors	7217
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7218
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7219
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7220
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7221
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7222
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7223
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7224
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7225
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7226
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7227
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7228
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7229
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7230
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7231
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7232
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7233
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7234
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7235
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7236
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7237
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7238
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7239
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7240
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7241
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7242
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7243
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7244
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7245
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7246
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7247
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7248
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7249
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7250
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7251
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7252
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7253
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7254
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7255
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7256
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7257
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7258
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7259
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7260
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7261
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7262
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7263
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7264
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7265
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7266
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7267
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7268
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7269
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7270
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7271
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7272
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7273
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7274
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7275
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7276
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7277
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7278
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7279
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7280
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7281
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7282
C.E.F. [C]	349	Inst. Phys. Monitors	7283

ptant (selection) | **SICAV** (selection)

[illegible]**Hors-cote**[illegible]

18/9

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, page 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

